

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Margueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Pëyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Pensonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillaud secr., Léon Nicole, Alice Descendres, Edouard Dufour, André Oltremare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borossine (U. R. S. S.).

Costa Novakovitch



Costa Novakovitch est né le 3 juin 1886 à Tchatchak (Serbie) comme fils d'un artisan. Après avoir terminé ses études de philosophie à l'Université de Belgrade, il ne brigua point une chaire

de professeur, mais se plaça entièrement comme journaliste et agitateur politique au service du mouvement ouvrier, auquel il avait adhéré déjà en 1903 comme gymnasiaste. De 1919 à 1921 il fut député du parti communiste au Parlement à Belgrade, représentant une circonscription électorale macédonienne. Il fut cependant l'objet des persécutions des autorités gouvernementales et en 1924 il fut condamné à 6 mois de prison pour sa brochure « La Macédoine aux Macédoniens » que nous publions dans la Fédération Balkanique. En 1926 il a été condamné à 5 ans de travaux forcés pour propagande communiste. Il parvint cependant à s'enfuir au commencement de 1927.

Il ne peut plus être question aujourd'hui de se demander si l'état des choses dans la péninsule balkanique et surtout en Macédoine peut être considérée comme conforme aux principes de la liberté et de la justice. Peut-il être question de liberté et de justice dans cette plus grande partie de la Macédoine qui se trouve aujourd'hui sous la domination de l'impérialisme serbe, alors que des milliers et milliers de Macédoniens gémissent pendant des années et des années dans les geôles serbes, que des milliers et milliers y pourrissent encore, que des milliers et milliers ont comme toute liberté les coups de crosse des policiers et gendarmes serbes, que le dernier des détenteurs du pouvoir étatique a le droit d'abattre comme une bête fauve tout Macédonien qui songe à la libération de la Macédoine et qui est soupçonné de ne pas considérer le régime qui y sévit aujourd'hui comme l'expression la plus parfaite de la plus haute félicité et de la plus belle liberté? Dans cette Macédoine où les gens sont forcés à changer leurs noms si ces noms n'ont pas l'heur de plaire aux autorités, dans cette Macédoine où l'on traite les habitants comme des serfs? Que peut-on dire des conditions en Macédoine sous domination de l'Etat serbe, alors que cette « mère et libératrice » la répudiait même dans sa loi constitutionnelle, qu'elle la proclamait en 1913 comme territoire placé hors la loi; et cette situation se prolongea jusqu'en 1915. En cette dernière année, il fut déclaré que la Macédoine elle aussi jouirait de la Constitution — mais ce en présence du danger menaçant de l'offensive de Mackensen, pour vendre le sang des Macédoniens aux impérialismes occidentaux, français et anglais!

Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de justice en Macédoine serbe!

Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de justice en Macédoine grecque, où l'on ravit à la population sa langue, son église, sa vie de famille !

Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de justice en Macédoine bulgare, où les autorités se servent des Macédoniens comme des instruments et des bourreaux pour opprimer la liberté et les droits du peuple bulgare tout entier !

Les « intérêts de la paix » que les impérialistes s'efforcent d'assurer après le dépeçage du malheureux pays macédonien — ce sont les intérêts de la digestion en toute quiétude de la proie appropriée.

Les intérêts de la paix dans la péninsule balkanique ne peuvent être considérés comme assurés que lorsqu'ils seront identifiés à ceux des peuples balkaniques. Mais la paix balkanique dépend surtout de la consolidation de la paix en Macédoine, c'est-à-dire de la garantie de la pleine et entière liberté et indépendance de la Macédoine, de la garantie de son droit à prendre son propre sort en ses propres mains et à décider librement de son propre avenir.

Nous les communistes posons le problème balkanique comme suit : Le problème balkanique est en premier lieu le problème macédonien, car la question macédonienne en est la question principale, parce que c'est de la solution de cette question que dépend en plus grande partie la solution du problème balkanique en entier. Et c'est ainsi que tous les national-révolutionnaires doivent poser le problème balkanique : vous qui êtes groupés autour de la *Fédération Balkanique* le faites, et ceux qui se trouvent au dehors de votre cercle doivent le faire aussi.

La question macédonienne est une question principale, primordiale, de par l'importante position géographique de la Macédoine et de par sa grande importance économique et politique — ce tant pour les classes dominantes dans les Balkans que, et peut-être plus encore, pour les grandes puissances impérialistes. Les rivalités entre les Etats bourgeois balkaniques pour la Macédoine sont aujourd'hui comme hier des rivalités pour l'hégémonie dans la péninsule balkanique — et la possession de la Macédoine est, de politique pratique, identique à cette hégémonie. Nous les fils des Balkans, qui avons tant de fois été jetés dans des boucheries pour la Macédoine, nous devons toujours avoir devant les yeux que *derrière ces efforts d'hégémonie des potentats balkaniques ce sont toujours les grandes puissances qui se sont dressées.* Les bourgeoisies balkaniques, les cliques militaires puissantes, les dynasties balkaniques n'ont toujours été en réalité que les agents à commission des grandes puissances.

Je crois qu'il serait inutile de rappeler aux lecteurs de la *Fédération Balkanique* toutes les victimes des luttes que les Etats balkaniques menèrent les uns contre les autres. Je crois que ces lecteurs connaissent aussi fort bien l'histoire des impérialistes occidentaux, leur poussée vers l'Est, par le pont balkanique, et leurs influences sur les différents Etats balkaniques — l'histoire des pactes de « protection » des différents régimes, après lesquels ont toujours éclaté les conflits et les guerres dans lesquelles coula à flot le sang de la jeunesse balkanique.

A la fin de ces guerres, les peuples balkaniques, si souvent trompés par les agents chauvinistes, se demandèrent pourtant s'il ne serait pas possible de mettre un jour une fin à cet état des choses, de cesser ces guerres qui ne font que préjudicier tous les deux adversaires et qui rendent insupportable la vie dans les Balkans. Après la guerre mondiale, la masse de la population commença d'abord en Bulgarie à exiger de ses gouvernants la réponse à cette question. Ce mécontentement des masses populaires bulgares de la politique poursuivie par leurs gouvernants s'étendit peu à peu sur tous les pays balkaniques. Et aujourd'hui ce sont les masses populaires yougoslaves qui posent cette question à leurs dominateurs parce que l'on voit de nouveau une grande puissance — l'Italie — étendre ses mains vers les Balkans.

Monsieur Jorga proteste...

....J'étais en train de lire les nouvelles récentes de Roumanie : le procès des seize syndicalistes (parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants de 16 ans) condamnés à des peines diverses bien qu'il n'ait pas pu être prouvé que ces manifestants avaient troublé l'ordre public et qu'au contraire les débats avaient établi qu'ils avaient été victimes d'illégalités de la part des autorités. Quelques-uns ont été condamnés en vertu d'un article de la loi de défense de l'Etat, lequel incrimine « tous ceux qui se trouvent sur l'emplacement du crime ou délit ».

Je lisais également quelques informations précises au sujet de l'incroyable procès du collégien Totu lequel tua d'un coup de revolver, froidement et après une longue préméditation, l'étudiant juif Falick sur l'escalier du palais de justice de Csernovits. Je suivais ligne par ligne les déclarations fantastiques de M. Iliescu, avocat de

A cette exigence, posée par les masses populaires, de la *collaboration et fraternité des peuples balkaniques comme unique moyen de défense contre les impérialistes étrangers*, les dominateurs balkaniques *durent* répondre par la reconnaissance du principe de « Les Balkans aux peuples balkaniques » comme seul et unique principe juste. Mais comment veulent-ils réaliser une collaboration, une alliance des peuples balkaniques ?

Les classes dominantes de la Yougoslavie demandent l'hégémonie yougoslave dans les Balkans, l'inviolabilité des frontières yougoslaves et surtout de celles de la Macédoine « serbe ». Telle est la position de la Yougoslavie, dictée à elle par la France qui veut avoir un vassal fort dans les Balkans pour défendre ses intérêts en Asie Mineure. La Bulgarie, qui a fait siennne une position identique, derrière elle l'Angleterre et l'Italie ; la Grèce, qui pense de même, a derrière elle l'Angleterre ; la Roumanie et l'Albanie : encore l'Italie et tant l'Angleterre que l'Italie veulent aussi avoir de forts agents pour la poursuite de leur politique impérialiste dans le Proche Orient.

Peut-il donc être question de pouvoir créer sur un pareil sol une Fédération des peuples balkaniques et résoudre définitivement la question balkanique ? Jamais. Les potentats balkaniques y ont d'ailleurs eux-mêmes donné la meilleure réponse : *qu'ils sont incapables d'état de réaliser la Fraternité et la Fédération des peuples balkaniques.*

La Fédération des peuples balkaniques préexige la libération pleine et entière de tous les peuples balkaniques, et surtout l'intégrité et la liberté de la Macédoine. Les dominateurs balkaniques actuels se trouvent dans une complète dépendance financière et politique des grandes puissances impérialistes et ils ne doivent et peuvent faire que ce que celles-là leur demandent.

Après donc toutes ces expériences, on doit considérer la question de la Fraternité Balkanique comme la question de l'affranchissement des peuples balkaniques de ceux qui s'efforcent à semer la discordance parmi eux, c'est-à-dire des grandes puissances impérialistes et de leurs agents balkaniques : des gros-capitalistes, des dynasties, des cliques d'officiers. Cet affranchissement n'est possible qu'après une lutte révolutionnaire âpre et acharnée de toutes les forces révolutionnaires dans les Balkans, en union intime dans la lutte, et avec pour but : la Fédération des libres républiques balkaniques, parmi lesquelles doit se trouver la Macédoine comme un membre à droit absolument égal aux autres. *Un tel Balkan libre et uni s'assurera son plein et entier affranchissement des grandes puissances impérialistes, car il aura l'aide et l'appui du mouvement ouvrier international en entier et l'aide fraternelle aussi de tous les peuples coloniaux et semi-coloniaux.*

Nous les communistes yougoslaves tendons notre main fraternelle à tous les révolutionnaires balkaniques qui aspirent à la libération de leurs peuples et luttent pour ce but ; car, en agissant ainsi, ils travaillent à la libération de toute la péninsule balkanique.

Il nous est un plaisir tout particulier de pouvoir constater que le mouvement révolutionnaire en Macédoine a trouvé sa voie juste et sûre par son Manifeste de 1924 par lequel il fait appel à tous les révolutionnaires balkaniques de se grouper en un front uni révolutionnaire. Nous avons cependant dû assister malheureusement à nouveau à une lutte fratricide des révolutionnaires macédoniens, et nous devons dire encore une fois que ces luttes intestines ne profitent qu'aux dominateurs actuels de la Macédoine.

Il n'y a qu'un seul chemin par lequel les peuples balkaniques peuvent obtenir leur affranchissement : c'est le chemin qui exige le renversement des dominateurs actuels des Balkans. C'est à une seule idée qu'appartient l'avenir : à l'idée de la Fédération des libres républiques balkaniques, sous la conduite du peuple, sous la conduite de ceux qui sont le plus opprimés par les régimes existants, sous la conduite des ouvriers et des paysans.

Nous marchons sur ce chemin, et nous tendons la main à tous les révolutionnaires qui désirent marcher sur ce chemin.

Paris, avril 1927

Costa Novakovitch

l'assassin. Ce plaidoyer était un panégyrique exaltant l'acte de Totu lequel, disait-il, a tué un Juif pour défendre la cause de son roi bien aimé, et l'image de Totu devait être, ajoutait-il, placée comme un icône dans les maisons des bons Roumains. Ce « martyr » et ce « héros », ce « tueur de vipères » (il s'agit du meurtrier) devait être acquitté après être sanctifié, et le procès se termina par son apothéose.

Et à côté de ces actualités roumaines, j'en lisais d'autres, relatives à des perquisitions contre des ouvriers, contre des étudiants et contre des sectes religieuses, et toutes les rééditions des abominations que depuis des années on relève chaque jour contre les dirigeants de la Roumanie et leur personnel policier...

A ce moment, il m'est tombé sous les yeux un article publié par M. Jorga dans le *Neamul Romanesc*, son journal personnel. Cet article me prend à partie, en raison de mon livre *Les Bourreaux* où j'ai parlé, entre autres choses, des attentats dont le gouvernement roumain se fait l'auteur ou le complice contre les libertés et contre la vie des citoyens roumains.

Cet article est plein d'intérêt. J'aurais vivement regretté de n'en avoir pas eu connaissance. Je l'ai lu, et même je l'ai relu, car il est un peu confus et embrouillé, malgré l'intérêt qu'il présente.

M. Jorga exprime d'abord contre mon livre un grief assez anodin : il dit qu'il est mal écrit et qu'il est rédigé sans ordre, sans unité et sans conclusion. Comme l'article de M. Jorga m'apparaît assez mal fait et fort décousu, j'estime que son jugement littéraire est plutôt un compliment. Ce qui me rassure complètement à ce point de vue, c'est qu'il déclare qu'en tant qu'auteur je ne m'élève qu'au niveau « d'un certain Panaït Istrati ». Je ne sais si ce rapprochement flatte l'esprit critique de M. Jorga, mais il me flatte à coup sûr.

Quant à dire que *Les Bourreaux* manquent de conclusion, c'est une autre affaire. Qu'est-ce qu'il vous faut, M. Jorga ? J'ai au contraire conclu très nettement, très explicitement et en toutes lettres, que le gouvernement roumain était un gouvernement de meurtriers, qu'il massacrait méthodiquement les travailleurs roumains et leurs défenseurs et se servait d'auxiliaires dont un honnête gouvernement n'oserait pas se servir. Ceux qui n'ont pas lu cela dans mon livre ne savent pas lire.

Mais il y a plus intéressant dans l'article de M. Jorga : il n'admet pas que l'on compare la Roumanie à la Bulgarie, pays de crimes et d'iniquités. J'ai déjà entendu cette note là, un jour que je causais avec M. Tatarescu. Celui-ci m'a déclaré, emporté dans un beau mouvement oratoire, qu'on ne pouvait pas comparer les répressions roumaines « au flot de sang qui coulait en Bulgarie ».

L'aveu est précieux et le jugement que porte contre la Bulgarie M. Jorga qui paraît-il est professeur et qui, m'assure-t-on également, est historien, prouve tout au moins que mon livre n'est pas si fantaisiste que cela et que certains de ses passages sont dignes de créance.

Mais j'aurai cependant la cruauté de faire remarquer au directeur de *Neamul Romanesc*, que ce que les Roumains disent des autres pays balkaniques, les autres pays balkaniques le disent de la Roumanie. Un peu partout dans la Péninsule, j'ai entendu des autorités locales s'exprimer bien durement sur le compte de la Sigurantsa, repousser avec horreur l'idée d'une assimilation entre les méthodes employées à Bucarest et celles qui étaient en honneur dans les pays où nous nous trouvons. Pour donner un document plus officiel qu'un souvenir personnel, je rappellerai que M. Pachitch a déclaré publiquement « que la Yougoslavie n'était pas un pays à massacres et à exécutions comme la Bulgarie et la Roumanie ».

On ne prête qu'aux riches, dit le proverbe. Et je dois ajouter qu'on en prête beaucoup, non sans raison, hélas, à M. Pachitch lui-même.

Mais je veux parler sérieusement et ne pas m'attarder, comme j'aurais trop beau jeu à le faire, aux assertions puériles et inconsistantes d'un politicien qui ne peut être qu'un mauvais professeur et qu'un bien piètre historien. Je retiens ce qui est dit à la fin de son article : « Si j'étais à la place du général Averesco, je ferais vérifier point par point toutes les accusations et je punirais d'une façon exemplaire là où ce serait le cas, et avec tout le dossier j'irais à Genève. » Si le général Averesco agissait de la sorte, il agirait en effet d'une façon loyale d'abord et ensuite efficace, pour faire taire les accusateurs qui ne s'appuieraient que sur des légendes et des mensonges.

Mais c'est justement pour cela que je serais fort étonné qu'il procède de la sorte.

Henri Barbusse

La crise balkanique et les puissances

La crise qui a éclaté soudain dans les Balkans au cours du mois dernier a montré combien était précaire la paix en cette région. Si l'on avait cru que la situation d'après-guerre différerait essentiellement de la situation d'avant-guerre, on a dû maintenant bannir toute illusion. En réalité, des analogies frappantes se présentent, et l'on se demande si elles n'iront pas jusqu'au bout, c'est-à-dire si une conflagration mondiale ne s'allumera pas à plus ou moins bref délai, comme en 1914, dans l'Europe sud-orientale.

De même qu'alors, les Etats balkaniques, dominés par leurs oligarchies possédantes et leurs coteries militaires, se jalourent les uns les autres. De même qu'alors, les grandes puissances multiplient leurs intrigues pour mettre tel ou tel d'entre eux dans leur jeu. Il y a quatorze ans, la Serbie, la Grèce et la Roumanie venaient de se liguier contre la Bulgarie qui avait dû subir la paix de Bucarest. L'échec de la Bulgarie avait été celui de l'Autriche-Hongrie qui essayait de prendre une revanche sur la Russie. La grande querelle balkanique, celle qui dépassait toutes les autres, c'était celle de la cour de Vienne et de la cour de Belgrade — les Habsbourg s'efforçant d'encercler l'Etat des Karageorgevitch, de lui barrer la route de la mer Adriatique, afin de l'asservir à leurs propres visées. Mais les éléments sud-slaves s'agitaient de leur côté, à la voix du panserbisme, et depuis l'annexion de la Bosnie à l'Empire Austro-Hongrois ne

connaissaient plus de repos. L'Europe disait : ni Serajewo, ni Monastir, ni Saint-Jean de Medua, ni Scutari ne valent une guerre : elle eut pourtant la guerre — qui déborda même, et de beaucoup, les limites du Continent.

Aujourd'hui, à l'inverse de ce qui était constaté en 1914, la Serbie, devenue la Yougoslavie, n'a plus d'alliés balkaniques. La Roumanie se détache de la petite Entente depuis qu'elle a passé son pacte avec l'Italie et obtenu la consécration de son coup de force sur la Bessarabie. La Bulgarie, avec Liaptcheff et ses Macédoniens, guette une occasion favorable ; on annonce qu'elle a conclu son alliance avec le cabinet de Rome et qu'elle est prête à le servir de toutes ses énergies. La Grèce, elle aussi, évolue vers le *duce*, bien qu'elle nourrisse quelques griefs contre lui, griefs d'hier et d'avant-hier. La position de la Yougoslavie vis-à-vis de l'Italie est moins bonne que n'était la position de la Serbie vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie. La Yougoslavie est seule — du moins si l'on ne regarde que l'Europe sud-orientale ; et, de plus, l'Italie est à peu près homogène, tandis que l'Empire Austro-Hongrois était miné par l'antagonisme des nationalités maîtresses et des nationalités opprimées. Enfin les Karageorgevitch étaient soutenus par la Russie tsariste ; ils ne sont plus soutenus que par la France de Poincaré, et il est probable que si un conflit éclatait où la Yougoslavie serait impliquée et où elle ferait appel au Quai d'Orsay, les ouvriers français seraient assez forts pour mettre en échec les engagements de la diplomatie serète.

Il n'en reste pas moins que l'Europe est troublée par l'opposition italo-sud-slave, comme elle fut troublée par l'opposition austro-serbe. Nous avons noté les ressemblances et les dissemblances. Les adversaires ne sont plus les mêmes ou ne se trouvent plus dans les mêmes conditions, mais le péril est égal. Un frémissement d'inquiétude a parcouru l'Europe, il y a quelques semaines.

Et l'on s'est aperçu, si l'on avait pu en douter, que l'étincelle jaillissant en quelque coin d'Albanie, à Tirana ou ailleurs, par les menées de Belgrade ou par celles de Rome, on n'aurait sous la main aucun moyen d'éteindre l'incendie. Les Balkans sont apparus une fois de plus comme le grand foyer de conflagration, et une fois de plus s'est révélée l'inaptitude des puissances à liquider amiablement les différends. Celui qui s'est élaboré à loisir, entre Mussolini et les Obrenovitch, va se prolonger, s'alimenter, grandir à l'ombre ou au soleil, jusqu'au jour où il éclatera dans toute son ampleur.

Ce n'est pas la Société des Nations, ce n'est pas l'organisme impotent de Genève, qui le tranchera par des méthodes juridictionnelles. Les démocrates bourgeois et pacifistes qui comptaient sur cette création mort-née pour abolir les guerres, viennent de mesurer derechef la profondeur de leurs illusions. Par deux reprises les bons offices de la Société des Nations ont été proposés à Mussolini, et par deux reprises il les a refusés. Soyez certain qu'une troisième fois il les répudiera encore, quand on sera au seuil du conflit armé. Après l'expérience d'hier, que reste-t-il du prestige du Conseil et de l'Assemblée ? Comment leur faire confiance, alors qu'il suffirait d'envisager la structure de cette association d'Etats et la mentalité des associés pour frapper toute l'institution d'un discrédit sans remède ?

Mais une autre conclusion se dégage des événements balkaniques des derniers mois. C'est qu'aussi longtemps que les Etats de la Péninsule, et la Roumanie avec eux, conserveront entre eux les cloisons actuelles, le feu couvrera au sud du Danube. Il est trop facile aux grandes puissances, et nous pensons à l'Italie en première ligne, à la France et à l'Angleterre en seconde ligne, d'exploiter les rivalités et les suspicions de ces Etats. Il est trop aisé de se concilier leurs faveurs ou de conquérir leur obéissance par des prêts d'argent, ou par des envois d'armes et de munitions. Boris de Bulgarie est le client de Mussolini et un peu aussi du Foreign Office ; Ferdinand du Roumanie cherche sa route entre le Quai d'Orsay et le cabinet de travail du *duce* ; Alexandre de Yougoslavie reçoit ses mots d'ordre de Paris. Aucune des chancelleries des Balkans n'est autonome : toutes sont assujetties.

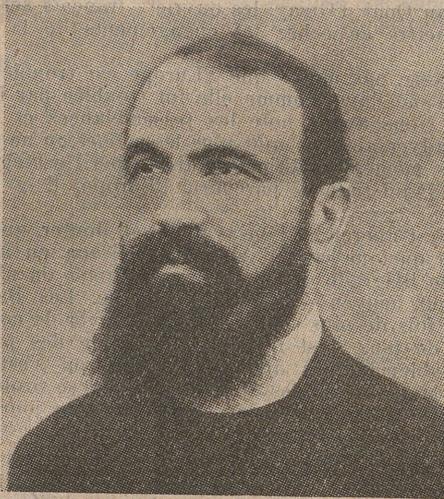
Si les quelques 40 millions d'hommes qui obéissent aux dynasties de Roumanie, de Yougoslavie, de Bulgarie, ou encore à la ploutocratie grecque étaient unis dans une Fédération, leur groupement formerait une grande puissance, et les autres grandes puissances compteraient avec elle. L'Italie n'aurait jamais osé convoiter l'Albanie qui, d'ailleurs, eût été incorporée à la Fédération. Celle-ci serait par suite un des piliers de la paix ; elle le serait d'autant plus qu'elle ne pourrait vivre que si elle anéantissait les pouvoirs oligarchiques de l'heure présente. On conçoit très bien pourquoi les chancelleries d'occident qualifient de chimérique le projet de fédération, dont la réalisation tuerait leurs ambitions d'hégémonie ; mais on discerne aussi pourquoi les ouvriers et paysans des Balkans et d'ailleurs ont intérêt à voir le triomphe de ce dessein. L'examen de la crise présente nous détermine à réclamer une fois de plus ce régime fédéraliste.

Paul Louis

Dans le pays du vassal albanais de Mussolini

Depuis près de 3 ans, l'Albanie, ce malheureux pays du sud-ouest de la Péninsule, se débat dans une situation des plus tragique. Il s'y débat depuis que l'aventurier Ahmed Zogou, chassé en juin 1924 par l'indignation du peuple albanais tout entier, s'est imposé de nouveau et a réaccaparé le pouvoir grâce à l'aide morale et matérielle du gouvernement de Pachitch et à l'appui clandestin de l'Angleterre et de la Société des Nations.

Innombrables sont les fléaux que ce traître a attiré sur son peuple. En reconnaissance du service que le gouvernement serbe lui a rendu en l'aidant à renverser en décembre 1924 le gouvernement démocratique de Fan Noli et à s'imposer au peuple, il a cédé à la Yougoslavie des territoires pourtant définitivement adjugés à l'Albanie par la Conférence des Ambassadeurs et le Tribunal d'Arbitrage de La Haye : le couvent de Saint-Naoum et Vernoché. Pendant plus d'une année il a été une



Fan Noli, ancien président du conseil albanais, leader du mouvement albanais de libération

marionnette entre les mains du gouvernement yougoslave. Il a fait remplacer les chefs albanais de l'armée et de la gendarmerie par des officiers serbes et wrangéliens ; les armes et munitions de l'armée et de la gendarmerie lui ont été toutes fournies par la Yougoslavie. Ces mêmes officiers et ces mêmes armes qu'il avait employés pour renverser Fan Noli et usurper le pouvoir, il les a employés ensuite pour soutenir sa dictature dans le pays.

Les grandes puissances et la Société des Nations étaient prévenues à temps de cette invasion d'Ahmed Zogou, de cette invasion du gouvernement yougoslave, et quoique l'Albanie fasse partie de la Société des Nations, celle-ci ne fit absolument rien pour empêcher l'action militaire dirigée contre un membre de la Société des Nations — l'Albanie, par un autre membre de la Société des Nations — la Yougoslavie. De son côté, le représentant du gouvernement britannique à Tirana, M. Eyres, qui, au mois de juin 1924, avait fait tout son possible pour qu'Ahmed Zogou ne soit pas chassé du pouvoir, n'a laissé échapper aucune occasion pour employer tous les moyens dont il pouvait disposer pour lui faciliter le retour. Et la reconnaissance d'Ahmed Zogou pour ce service de l'Angleterre a été bien vite exprimée : il a accordé des concessions de pétrole à l'Anglo-Persian Oil Company, quoique d'autres groupes capitalistes des Etats-Unis, de France et d'Italie avaient offert des conditions bien plus avantageuses.

La plus grande partie des officiers et des intellectuels albanais quittèrent le pays après le renversement du gouvernement Fan Noli et se réfugièrent à l'étranger. Car Ahmed Zogou avait immédiatement commencé ses forfaits. Il fit tuer, toujours de connivence avec le gouvernement yougoslave, le révolutionnaire albanais et membre influent du Comité de Cossovo Zia Dibra : pendant qu'ils l'escortaient de Durazzo à Bérat, les condottieri d'Ahmed Zogou l'ont lâchement assassiné. Il fit tuer, « en tentative de fuite », Salih Tchéka, journaliste ; il fit tuer le célèbre révolutionnaire albanais de Cossovo Baïram Zouri ; il fit tuer un autre membre de cette famille, Aslan Zouri, avec deux de ses camarades : ses sicaires les assassinèrent alors qu'ils étaient conduits de Krouma à Scutari. Il fit arrêter et « disparaître sans traces » tous les hommes en vue qui sympathisaient avec le gouvernement de Fan Noli. C'étaient tous des écrivains, des avocats,

des juges, des hauts fonctionnaires. Sa haine rageuse a poursuivi les émigrés aussi. A Bari il a fait tuer l'ancien ministre des finances Luigi Gorakouki : à Brindisi il fit organiser un attentat contre le commandant de réserve Chefket Kortcha. Lors du procès du meurtrier de Gorakouki un employé d'une société d'assurance italienne a déposé, comme témoin, que Saratchi, le consul albanais, avait observé l'assassinat, dissimulé dans un coin. Le jour même du crime, ce fidèle agent d'Ahmed Zogou quittait précipitamment l'Italie pour aller rejoindre son maître et seigneur en Albanie.

La situation dans le pays empira de plus en plus. Les libertés de presse, de réunion, d'association furent supprimées ; les journaux albanais libéraux et démocratiques paraissant à Tirana, à Elbassan, à Scutari, à Argyrocastro, à Vallona, à Kortcha, etc. furent suspendus *sine die* — même la meilleure revue albanaise « Hylli i Drittes ». Les arrestations, les réquisitions, les « disparitions sans traces » sont à l'ordre du jour. De lourdes contributions, sous forme d'emprunts intérieurs, sont imposées à de nombreuses villes : à Tirana, Durazzo, Santi Quaranta, Elvina, etc. Les hauts fonctionnaires agissent comme des satrapes envers la population.

La situation financière a été ébranlée à sa base. Les revenus étaient et sont loin de rentrer d'une façon même approximativement suffisante. Tous les mois le budget accusait, et accuse des déficits de plus en plus grands. Les fonctionnaires ne touchent pas leurs appointements pendant de longs mois et la corruption chez eux prit des proportions de plus en plus grandes. Ahmed Zogou mène la sarabande : il puise dans la Trésorerie de l'Etat comme dans sa propre caisse. Il se fit allouer des appointements énormément supérieurs à ceux des chefs d'Etat des autres pays — 16 fois plus que celui du président de la République Helvétique. Le budget de la « cour » Zogouiste s'élève à plus d'un million de francs or — alors que le total des revenus de l'Etat ne dépasse pas le chiffre de onze millions de francs or. Et la crise économique sévit lourdement parmi le malheureux peuple albanais.

Depuis qu'Ahmed Zogou a vendu le pays au fascisme italien et surtout depuis que cette ignoble transaction a été consacrée par le traité de Tirana du 27 novembre 1926, la situation a empiré encore plus. Ce mercenaire de Mussolini s'est vendu corps et âme aux capitalistes italiens. Et, abusant ignominieusement de la force brutale qu'il détient grâce à ses spadassins, il leur a donné des concessions bien plus grandes que toutes celles accordées aux étrangers depuis l'existence de l'Etat albanais.

Dans notre dernier article nous avons énuméré les concessions qu'il a accordées aux capitalistes italiens ; nous voulons ajouter ici que des officiers et des ingénieurs italiens parcourent le pays pour étudier les positions stratégiques. Une commission composée de capitalistes italiens mène des pourparlers avec les beys féodaux pour l'achat de leurs domaines. Quelques-uns de ces beys ont déjà donné à bail pour 99 ans une grande partie de leurs terres. C'est l'occupation et la colonisation que le fascisme italien prépare en Albanie.

Depuis la signature du pacte de Tirana, Ahmed Zogou est devenu encore plus féroce à l'intérieur. Il poursuit avec une bestialité plus violente encore tous ceux qu'il suspecte de ne pas être d'accord avec sa politique. Après l'insurrection du 12 novembre de l'année dernière, qui a coûté la vie à de centaines de personnes, et dont la répression a détruit des milliers de maisons, rendu sans abri des milliers de



Trois militants du mouvement de libération albanais exécutés

hommes et d'enfants, obligé des milliers de personnes à s'enfuir dans les montagnes ou en Yougoslavie, les colonnes punitives d'Ahmed Zogou sont entrées à l'œuvre. Des centaines de paysans, mains et pieds liés, ont été traînés devant les tribunaux militaires et condamnés à de lourdes peines. D'autres ont été tout simplement fusillés ou pendus sans aucun jugement: 30 paysans ont été fusillés à Siala sans aucune sentence d'un tribunal quelconque; à Poceka 7 autres ont été fusillés et 1 pendu. Le prêtre Don Gazulli a été

394 condamnées aux travaux forcés et à la prison. A Scutari ont été condamnées à mort il y a une quinzaine de jours 29 personnes dont 14 ont heureusement pu s'enfuir. Meurtres, incendies, pillages — c'est ce qui caractérise à présent la situation dans l'Albanie du Nord.

A l'étranger, Ahmed Zogou continue à poursuivre les émigrés de sa rage furieuse. On a commencé à pratiquer le système d'inviter les émigrés à comparaître devant un tribunal qui a pour tâche « d'examiner » leur activité politique. Naturellement, ils ne se sont pas rendus à « l'invitation », et des sentences de mort ont été prononcées contre eux. C'est ainsi que l'ancien président du conseil albanais et l'un des savants et hommes politiques les plus éminents de l'Albanie, Fan Noli, a été condamné à mort; le rédacteur en chef de la *Livie Kombëtare* Dr Omer Nishani, Ali Keleyira, Angheli Souma, anciens députés, ont été également condamnés à mort. Le vaillant combattant pour la libération albanaise Dr Tourtoul, ancien membre de la Régence, a été condamné à la prison à perpétuité.

Etc., etc.

Ahmed Zogou a accordé en juillet 1925 une amnistie aux émigrés, ... et nombreux furent ceux qui, se fiant à cette amnistie, rentrés en Albanie, ont été arrêtés et massacrés.

Le gouvernement italien, comme le maître du gouvernement terroriste albanais, soumet les émigrés albanais à toutes sortes d'oppressions. Ces malheureux sont internés et placés sous contrôle là où ils croyaient trouver un abri, ce qui a provoqué les protestations et l'indignation des émigrés albanais de la Grèce, de l'Autriche, de la Suisse, de la France, de l'Amérique, etc.

Le régime en Albanie est un régime de terreur. Ahmed Zogou et sa camarilla ne sont soutenus que par les beys féodaux et par leurs mercenaires. Le peuple albanais entier est contre ce tyran vendu. Les paysans, les artisans, les ouvriers voient en lui leur plus féroce oppresseur et exploiteur, les intellectuels — le plus maléfaisant traître à la cause du peuple albanais. Ses uniques suppôts sont les beys qui détiennent la plus grande partie de terres dans l'Albanie Centrale et du Sud et dans leurs domaines existe toujours un servage médiéval. Le rapt, le viol, le pillage, le banditisme, le meurtre, perpétrés par ces beys ou leurs gens, ne sont point punis sous le règne d'Ahmed Zogou. Les familles féodales des Toptani, Verlatzi, Vrioni, Libohovo, avec à leur tête la famille des Mati, celle d'Ahmed Zogou, constituent cette caste qui est la pierre angulaire du régime actuel en Albanie.

Privé de l'appui des forces intérieures, Ahmed Zogou a cherché d'abord la protection de la Yougoslavie, et maintenant celle du fascisme italien, au prix des plus grandes trahisons envers les intérêts de son pays.

Mais le régime d'Ahmed Zogou ne sera pas de longue durée. La lutte contre la terreur sanglante et la trahison de ce mercenaire du fascisme continue dans le pays et à l'étranger. L'ancien président du conseil Fan Noli élève toujours sa voix de protestation contre les actes de félonie d'Ahmed Zogou et met en relief le rôle des impérialismes européens qui exploitent l'Albanie comme une simple colonie; et ses camarades, et l'émigration albanaise, et tout le peuple albanais le soutiennent de toutes leurs forces.

Nous de notre côté poursuivront toujours la tâche que nous avons assumée: de montrer au peuple travailleur albanais, à tous les peuples balkaniques, la véritable voie de leur libération, qui est de chasser leurs oppresseurs actuels et de se libérer de la terreur, pour contribuer à la constitution de la Fédération Balkanique.

D. VI



Le prêtre Don Gazulli pendu sur la place publique, à Scutari

condamné à mort et exécuté parce qu'il avait critiqué la manière d'agir des hommes du gouvernement qui laissent des vieillards, des femmes et des enfants mourir de faim et de froid dans les prisons. Un autre moine dont le nom ne nous est pas connu, a été aussi condamné à mort et exécuté. 4 chefs des Malissores ont été également condamnés à mort et exécutés. Ainsi que nous l'avons publié dans notre numéro précédent, le bilan de travail du tribunal politique de Tirana a été de: 50 personnes condamnées à mort et exécutées.



Deux autres victimes de la terreur blanche d'Ahmed Zogou.

Ne cherchons pas des épis de blé dans la neige...

dit un proverbe albanais.

La « Lirie Kombëtare », dans son N° 50, publie sur la Société dite « des Nations » l'article suivant par lequel est encore une fois relevé combien cette Institution se fait l'instrument des impérialistes européens.

Les lecteurs auront appris que le pacte italo-albanais, qui attira l'attention du monde entier et provoqua tant de critiques, fut enfin enregistré le 8 février par la Société des Nations, avec une cynique apathie.

Toutes les révélations sensationnelles, toutes les critiques logiques, tous les commentaires raisonnés qui parurent dans la presse mondiale, en relevant les dangers du pacte de Tirana, furent en vain... Le cri des nationalistes albanais ne fut pas entendu et leurs protestations furent empiéées dans les dépôts obscurs des archives de la Société des Nations...

A l'enregistrement du pacte italo-albanais nous avions exprimé notre désespoir en disant qu'à l'Institut de Genève c'était malheureusement la force qui primait tout.

Nous attendîmes néanmoins, avec patience, jusqu'à la réunion de la prochaine Assemblée... mais lorsque nous vîmes que notre cause n'y figurait point à l'ordre du jour, nous sentîmes le fiel de l'amertume de la désillusion complète.

Il est donc prouvé qu'il est inutile d'attendre quoi que ce soit d'une institution qui n'est pas à même de respecter ses statuts et qui accueille avec un sourire aux lèvres les gestes impérialistes des puissants. Une telle Société ne peut pas protéger les petits peuples, parce qu'elle est paralysée par l'antagonisme des grandes puissances.

Que fit la Société des Nations lorsque en 1923 l'Italie occupa Corfou? Que fit-elle, lorsque en 1924 l'Albanie fut attaquée par

des troupes serbes? Que fit-elle dans l'affaire du Panama, du Nicaragua, de la Chine? Rien, rien du tout!

Les faits mêmes le prouvent : la Société des Nations est une institution dans laquelle ce ne sont que les intérêts des grandes puissances qui peuvent être discutés et assurés, une institution dans laquelle les petits peuples ne sont que des réserves que l'on peut employer là où on le veut. Les grandes puissances défendent leurs intérêts sur le dos des petits peuples représentés dans la Société des Nations. Des 48 nations qui constituent la Société des Nations il n'y a peut-être qu'une dizaine qui en tirent quelque profit; et toutes les autres n'y figurent que pour la forme. Et pourtant, s'il n'y avait pas les petites nations, la Société des Nations perdrait son existence.

Les Excellences rentrèrent chez elles, satisfaites. Leur satisfaction paraît avoir consisté en ceci qu'elles laissèrent sans mention aucune les affaires d'une importance mondiale.

La Yougoslavie n'y entreprit aussi aucune démarche, malgré l'alarme sonnée par la presse. Nous croyons que la Yougoslavie a bien voulu faire quelque chose à la Société des Nations, mais qu'elle ne l'a pas pu en face d'une plus grande puissance comme l'Italie.

Pribitchévitch avait dit : « la tractation de Tirana ne sera pas enregistrée sans résistance. » Elle fut cependant enregistrée et personne ne se fit entendre. Pribitchévitch a ajouté encore : « si elle était même enregistrée, cela n'aura qu'une signification platonique. » Ceci peut être vrai jusqu'à un certain degré, si l'on considère tout ce qui se fait à la Société des Nations. Mais Mussolini n'hésitera point à mettre le pacte en exécution dans le cas d'une insurrection en Albanie. C'est d'ailleurs Ahmed Zogou qui implorera l'aide de Mussolini dès qu'il sentira un danger. Si la Yougoslavie a décidé d'empêcher un débarquement de troupes italiennes en Albanie, les choses prendront alors une autre face. Mais la Yougoslavie pourra-t-elle le faire?

Quoi qu'il advienne, cette affaire du pacte italo-albanais nous a encore une fois convaincu de ce que nous ne pouvons nullement compter sur une aide de la part de la Société des Nations. Ne cherchons donc pas des épis de blé dans la neige... comme le dit le proverbe albanais...

Pour la reconnaissance de l'Union Soviétique

Avec ou contre l'Union Soviétique. — La « liquidation » du conflit italo-yougoslave. — Le pacte italo-hongrois

La politique extérieure panserbe se trouve actuellement dans une situation extrêmement précaire. Cette situation est due : 1° à l'infériorité absolue du ministre des affaires étrangères et de son état-major immédiat; 2° à la dépendance absolue du Quai d'Orsay de Paris; 3° aux prétentions impérialistes et militaristes de la monarchie des S. C. S.

C'est dans ces points que se trouve d'après nous la cause principale du désordre et des insuccès extérieurs ou « diplomatiques » qui se suivent les uns les autres depuis la création de l'Etat Yougoslave. Loin de nous de prétendre avoir assumé la tâche de donner des leçons aux diplomates panserbes pour mener avec succès leur politique extérieure impérialiste, militariste et fratricide au préjudice des peuples et Etats voisins. Nous déployons tout au contraire tous nos efforts pour démasquer devant les larges masses laborieuses des villes et des villages, devant toutes les nationalités dans la monarchie des S. C. S., cette politique pernicieuse et pour la stigmatiser comme une politique dirigée contre les intérêts des larges masses laborieuses, en leur montrant le grand mal qui en résulte.

Un des faits historiques les plus importants après la guerre mondiale a été la constitution de la grande Union Soviétique, l'Union des Républiques Socialistes sur le territoire de l'ancienne Russie tsariste romanoviste. Un Etat fort et puissant de millions d'ouvriers et de paysans de nombreuses nationalités, qui ont conclu cette puissante alliance de la Mer du Nord jusqu'à la Mer Jaune pour construire à travers tous les obstacles, sur les débris de la sanglante tyrannie tsariste, un régime sans oppresseurs ni exploités. Elle constitue en même temps l'énorme puissance morale, la colonne vertébrale de toute la classe ouvrière et de toutes les nations opprimées qui ne se sont pas encore affranchies des exploités capitalistes. On peut donc aisément concevoir l'attitude des impérialistes, l'Angleterre à leur tête, s'appliquant de toutes leurs forces à détruire cette alliance de fer des ouvriers et paysans.

Et pourtant, ils ont été tous plus ou moins contraints à reconnaître le fait que l'Union Soviétique ne peut être détruite si facilement que ça, comme le prophétisent les aristocrates, généraux et prêtres banqueroutiers russes. Bien au contraire : l'Union Soviétique existe, malgré eux, et elle fêtera prochainement son jubilé décennal. De plus, les Etats capitalistes ont été contraints à entrer avec elle en relations normales diplomatiques et commerciales, à l'exception minime de l'Espagne, la Bulgarie, la Roumanie et la monarchie S. H. S., c'est-à-dire de l'Espagne de Rivera, de la Bulgarie sanglante

de Tsankoff-Liaptcheff, de la Roumanie des Hohenzollern et de la monarchie des Karageorgévitch.

Nous ne voulons pas examiner ici pourquoi les trois premiers Etats n'ont pas jugé opportun de régler leurs relations commerciales et diplomatiques avec l'Union Soviétique. Nous voulons cependant relever en quelques traits pourquoi jusqu'ici la Yougoslavie ne l'a pas fait.

Il est un fait avéré que, jusqu'à sa chute, l'ancienne Russie tsariste a joué un rôle très important dans les Balkans. Son attitude envers la Serbie et la Bulgarie surtout était déterminée en premier lieu par sa politique impérialiste dans le Proche Orient, c'est-à-dire vis-à-vis de l'Empire Ottoman, dans la question de Constantinople et des Détroits. D'autre part, elle tenait à s'opposer à la pénétration austro-germanique dans les Balkans et dans l'Orient. Et c'est ainsi que la Russie tsariste, tout en exploitant à son gré la Serbie et la Bulgarie, devint en quelque sorte la « protectrice » de ces deux Etats. Une « générosité » sentimentale slave, et une « orthodoxie », pour tant qu'elles existaient, ne jouaient qu'un rôle inférieur, n'étaient qu'un masque. C'est ainsi, et seulement ainsi, qu'il faut entendre cette amitié que Saint-Petersbourg témoignait en son temps pour les Balkans. Vint la révolution. La majorité des impérialistes ont reconnu l'existence légitime de l'Etat des ouvriers et paysans avec siège à Moscou — mais les gouvernants yougoslaves ne l'ont pas encore fait. Ils attendent... Ils attendent qu'un changement se produise dans l'ordre social et économique en Russie. Ils se conforment aux conseils des Strandmann, des généraux wrangéliens et des évêques, ils craignent d'indisposer leurs grands alliés, les Poincaré, les Chamberlain, qui pourtant eux se sont accoutumés à ce que des anciennes ambassades russes à Paris, à Londres et à Rome flotte le drapeau rouge avec la faucille et le marteau.

Entretiens cependant se déroulent dans les Balkans des événements de haute importance.

Les voisins de la Yougoslavie, de la monarchie des S. C. S., ne montrent pas trop de sympathie pour l'existence de la Petite Entente. L'Italie a repris l'héritage de la monarchie autrichienne dans les Balkans et, exploitant très habilement les contradictions entre la Yougoslavie et les Etats voisins, a su y réaliser entièrement la « splendid isolation ». Les intérêts de la Hongrie, de la Bulgarie, de l'Albanie et de la Grèce ne se concordent pas avec ceux de la Yougoslavie; ils se confondent cependant avec ceux de l'Italie qui réussit ainsi à constituer un bloc assez sûr contre la Yougoslavie.

Ce n'est que dans ces derniers temps que ce fait désagréable se fit sentir aussi dans les rangs des politiciens bourgeois et des gouvernants eux-mêmes, alors que le danger de guerre était immédiat, pour ne pas dire imminent. Et d'autre part se dressait la profonde et grave crise économique dans le pays. Tout ceci fit que la question de la reconnaissance de l'Union Soviétique commença à être vivement discutée dans la presse bourgeoise, surtout dans la presse économique et dans les Chambres de commerce (Belgrade, Split, Zagreb). Au cours des débats sur la politique extérieure au parlement et dans les réunions publiques, l'opposition soulève toujours dans un sens positif la question de l'attitude à observer vis-à-vis de l'Union Soviétique. Même le Dr Péritch a dû, lors de son exposé, parler de la reconnaissance de l'Union Soviétique et déclarer qu'il existe bien des désirs de reconnaître l'Union Soviétique, mais... qu'entre-temps a éclaté le conflit italo-yougoslave. Et puis, qu'en dirait l'Angleterre? Il ne serait vraiment pas chose facile de se brouiller avec l'Angleterre et de s'orienter 45° plus à l'Est, puisqu'il n'y existe plus de Russie tsariste... nous, cependant, nous représentons la monarchie Karageorgévitch. Mais la dure réalité est plus forte que toutes les monarchies! Il n'est toujours pas encore trop tard pour tendre la main au Moscou des ouvriers et paysans, même à gros cœur pour vous les gouvernants actuels. Car la Russie des ouvriers et paysans n'a point d'aspirations impérialistes, comme l'avait jadis la Russie tsariste — la Russie des ouvriers et paysans a proclamé et appliqué effectivement le principe de l'autodétermination des peuples et des minorités ethniques, et elle a montré comment ce principe se réalise.

C'est pour cette raison que la Russie Soviétique est aujourd'hui plus forte dans sa politique et plus avancée dans sa morale que l'ancienne Russie, et sous la pression des peuples travailleurs des villes et des villages, tous les gouvernants actuels seront contraints à négocier avec elle, si non aujourd'hui, mais certainement demain.

Le conflit italo-yougoslave sur l'Albanie, qui a menacé de se transformer en un conflit armé, après une action surtout de la France et de l'Angleterre a été canalisé sur le terrain des négociations entre l'Italie et la Yougoslavie. Ces négociations, menées à Rome entre Mussolini et Rakitch, sont tenues secrètes. Dans ce cas, aussi nous venons d'être témoin de ce que la soi-disante Société des Nations n'est qu'un instrument entre les mains des grandes puissances, car l'on a eu l'impression qu'elle n'existait pas du tout. On a décidé d'envoyer sur le terrain même les attachés français et anglais et le conseiller de la légation allemande, tous trois accrédités à Belgrade (sic). Toute le reste n'existe point, et l'affaire doit être réglée politiquement par les susdites négociations à Rome. La lutte est menée pour le traité de Nettuno, qui comprend 40 conventions. Un tel règlement ne

signifie cependant point la liquidation du conflit. Même, si les conventions de Nettuno étaient ratifiées par Belgrade (et des bruits courent que les Italiens ont payé beaucoup de millions pour ces conventions dont les fils s'étendent du palais sur la Tarazija jusqu'à la villa de Raditch), l'impérialisme italien fasciste ne s'arrêterait pas là. Il a des visées bien plus étendues qui pénètrent bien plus profondément dans l'organisme économique et politique des Balkans. Une preuve de ce que cette assertion est juste, c'est la signature solennelle du traité hongrois-italien, signé solennellement le 5 avril. Il fallait en connaître aussi les clauses secrètes militaires, politiques et économiques, à côté de celles publiées, pour voir combien il serait naïf de croire au texte formel de ce pacte. Il est bien facile de reconnaître de tout ceci les visées de l'Italie fasciste dans les Balkans et, autour d'elles, celles de l'Angleterre et des autres impérialistes, sous la contemplation tranquille et apathique de la Société des Nations.

Tout ceci fait poser ouvertement et clairement la question de l'orientation de la politique de la monarchie des S. C. S. : ou avec l'Ouest impérialiste et sa succursale à Genève, dont le but est l'esclavage politique et économique des peuples coloniaux et semi-coloniaux, des petits peuples et Etats soi-disant souverains et autonomes; ou bien chercher l'appui et l'amitié de l'Union Soviétique dont la politique extérieure représente juste le contraire de la première : une politique de paix et de progrès en face de la politique d'armement, d'impérialisme, de conquêtes, de nouvelles guerres.

C'est ainsi que se présentent aujourd'hui les choses, si on les considère objectivement. C'est la Turquie d'aujourd'hui qui, en présence des dangers venant de Londres et de Paris, sans égard à la politique traditionnelle, nous a donné la plus belle réponse en nouant des relations amicales et cordiales avec l'Union Soviétique. Et nous voyons avec quels égards les impérialistes s'approchent depuis de la Turquie.

Nous voulons enfin relever que le prolétariat révolutionnaire, par sa presse et ses actions, insiste toujours et toujours sur la nécessité de la reconnaissance de l'Union Soviétique. Aujourd'hui cette question constitue une revendication générale commune des larges masses laborieuses des villes et des villages de toute la Yougoslavie. Elles exigent la création de liens intimes avec l'Union Soviétique sans avoir peur d'être poursuivies ou emprisonnées pour cette revendication. La question de la reconnaissance de l'Union Soviétique doit devenir une question centrale, primordiale dans notre pays; elle est dictée par la nécessité politique et économique de la Yougoslavie. Le peuple laborieux en entier des villes et des villages veut l'obtenir, et il l'obtiendra aussi contre la volonté de quelques personnes isolées.

Dimitrije Jovanovitch

La Bessarabie constamment inquiète

L'inquiétude et l'apathie se sont emparé de l'âme de notre peuple que dix ans de domination roumaine ont enveloppé dans un sombre et pesant nuage de vapeurs sanglantes et de terreur. Torturé, martyrisé, opprimé, privé de ses droits et libertés les plus élémentaires, pressuré jusqu'au sang par les satrapes et les armées d'occupation de l'oligarchie roumaine, trahi et vendu par tous les partis légaux, le peuple bessarabien a dû payer un tribut de sang tellement élevé aux conquérants bestiaux que cet état de trouble, d'inquiétude et d'apathie dans lequel il se trouve ne doit surprendre personne.

Aussi est-il aisé à comprendre que les larges masses de la population bessarabienne aient accueilli avec une froideur et une indifférence glaciales la nouvelle de la ratification par l'Italie fasciste du protocole de Paris.

Les tumultueuses manifestations pour Mussolini, les retraites aux flambeaux et les défilés, les fêtes et les banquets, en un mot tout ces charabias officiels portaient avec trop d'évidence la marque du « Made in Sigurantsa » pour laisser la moindre place à la supposition même la plus éloignée qu'il pourrait s'y agir de manifestations du peuple bessarabien. Et, vraiment : le fonctionnaire roumain même le plus optimiste n'a pu compter même un seul instant sur des manifestations de joie du peuple bessarabien. La Roumanie officielle était contente de ce qu'au nord de sa satrapie bessarabienne il ne se produisit seulement que « de petits incidents » à la suite du fait que les paysans ne voulurent pas quitter leurs travaux des champs pour se faire enrôler dans ces députations d'hommages. On respira avec un sentiment de soulagement, lorsque l'on vit qu'il suffit d'un léger renforcement de l'état de siège pour faire apparaître d'une façon harmonieuse les « liens d'âme et de cœur » de la Bessarabie avec la « mère-patrie ».

Non seulement l'inquiétude et l'apathie, mais le calme est aussi revenu en Bessarabie. Non certes ce calme que vise précisément le protocole de Paris en déclarant comme Introduction que par la domination roumaine il assure au pays « une domination correspondant aux aspirations de la population offrant les garanties nécessaires aux minorités de races et de langues », en prenant acte, avec joie, de ce

que la Roumanie, « spontanément et dans son désir d'offrir à ses populations des garanties sûres pour la liberté et la justice, sans distinction de race, de religion ou de langue » aurait assumé des engagements *ad hoc*.

Non, vraiment : ce calme revenu aujourd'hui en Bessarabie est de toute autre nature. C'est le calme de l'ours enchaîné de la vieille légende moldave, qui se laisse pendant de longues années battre et fouetter par son maître sans montrer des velléités de révolte, jusqu'à ce que sonne l'heure de la terrible vengeance et que le corps inanimé, sanglant, déchiré, défiguré, du cruel martyrisateur, témoigne de la force de l'ours, animé d'une juste fureur.

C'est, en effet un calme présageant le malheur, serrant à la gorge, qui règne aujourd'hui dans le pays entre le Pruth et le Dniestr. L'oligarchie roumaine elle-même a bien reconnu quelque peu la nature de ce calme et elle a cherché à la troubler : relevons surtout ces deux grandes manœuvres de déviation des dominateurs, que l'on pouvait reconnaître clairement ces derniers temps.

Toutes les deux manœuvres peuvent être taxées de tout, sauf d'originalité, et elles sont mises en application par des moyens bien impropres. L'une d'elles consiste en la transplantation en Bessarabie aussi de l'esprit du fameux professeur plagiaire Cuza, de ce féroce antisémite.

Des vitrines défoncées, des barbes de Juifs arrachées, des passagers jetés des portières des rapides marchant à toute vitesse, une mise à feu et à sac toujours impunie, des cris de hués, un « socialisme de l'imbécile », national-roumain, enflé, qui remplace le facteur « capital » par cette conception branlante du « panjuivisme et xénomanie pleins de dangers » — tel avait toujours été le souffle de cet esprit dans le Vieux-Royaume.

Des « têtes creuses enthousiastes », ainsi que les avait nommés le professeur Jorga en un moment de lucidité, des fils de paysans et de petits-bourgeois étudiant et induits en erreur, mais aussi des agents de la Sigurantsa commandés, étaient et sont ceux qui propagent et pratiquent cette tendance d'esprit.

L'essai de la transplantation de cet esprit en Bessarabie à l'aide d'étudiants de Jassy, de ce Mekka du Cuzisme, qui voyageaient aux frais de l'Etat chargés officiellement de propagande culturelle, a bien

fait remporter quelques victoires sur l'«ennemi» — des artisans ou commerçants juifs sédentaires ou voyageant, ou leurs femmes et filles; mais il ne s'est pas encore trouvé des Bessarabiens autochtones aspirant à de tels lauriers.

C'est que les *Cent Noirs* n'enveloppent pas notre pays qui a déjà passé par les phases du développement de la grande révolution russe. Ce n'est pas par des ivresses de pogromes et autres freluches similaires que le peuple bessarabien se laisse détourner de sa haine irréconciliable contre les oppresseurs et les usurpateurs du sol natal.

La deuxième manœuvre de déviation doit avoir et aura le même sort. Elle a pour base d'opération l'essai du gouvernement roumain de faire oublier à la population bessarabienne toutes ses souffrances de dix ans — par de fréquents voyages ministériels, des créations de « sociétés des amis de la Bessarabie » (auxquelles appartient, entre autres, le chef de la Sigurantsa bessarabienne, chevalier de la Légion d'Honneur française et massacreur de Tatarbounar — la véritable amitié est vraiment une chose sublime!), puis par de spéciales boîtes postales pour des plaintes de la population contre des actes arbitraires des autorisés, et enfin par la création de succursales de la société de roumanisation « Astra » voguant sous drapeau culturel. On ne prend cependant pas en considération que les nombreux voyages ministériels, pour lesquels les paysans dans les villages sont forcés, à coups de crosses, à quitter leurs travaux et aller attendre l'arrivée de Son Excellence pour rugir des «hourra!»s, ne font qu'augmenter le mécontentement, et l'on ne veut pas voir que ces boîtes postales de plaintes, ces assurances d'amitié et ces missions de culture, dans cette atmosphère d'une profonde méfiance justifiée contre le conquérant tyrannique, ne doivent être et ne peuvent être appréciés qu'à leur juste valeur : comme des soupapes pour les explosions de sentiments de révolte, mais aussi comme de l'hypocrisie intensifiée, de la mouchardise cynique, pour l'asservissement national.

Toutes ces manœuvres de déviation peuvent peut-être secouer la population bessarabienne et la faire sortir de son « calme » et de son apathie momentanés. Mais elle ne la font pas détourner ses regards de la plaie béante qui s'appelle occupation roumaine; bien au contraire elle l'y font songer plus intensivement, avec plus de force.

Et la Bessarabie restera ainsi toujours inquiète et troublée, sera toujours plus fortement secouée par des frissons de fièvre montant de cette plaie saignante — jusqu'à ce que le droit d'autodétermination qu'elle se conquerra elle-même guérisse, ferme cette plaie.

Vladimir Opintch

La question agraire et paysanne en Roumanie*)

IV.

Un moyen de corruption de la paysannerie. — Un moyen d'oppression économique de la paysannerie « minoritaire ».

Dans notre dernier article nous avons montré que des 6.000.000 ha. indiqués par l'ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture M. Ci-payano comme répartis aux « paysans », il n'y eut en réalité d'après la statistique officielle de 1925 que 3.191.281 ha. de distribués à 1.206.138 « personnes » (et non des paysans), et d'après les données recueillies par M. Rommenhøller, il n'y eut que 2.911.763 ha. de distribués à 1.126.335 personnes. Mais une bonne partie de ces « personnes » n'ont rien de commun, comme nous l'avons vu, avec l'agriculture et la qualité de paysan; ce sont en revanche des agents politiques du régime et des gens du capital au sein des villages. Comme l'observait bien justement il n'y a pas longtemps même le *Vitiorul* libéral, l'on ne peut considérer comme définitivement installé ce celui qui a déjà reçu en main l'acte de propriété et dont le lot est cadastré. Mais, d'après les données mêmes du Service du Cadastre communiquées en bloc toujours par le *Vitiorul*, rien que 700.000 ha. environ ont été cadastrés jusqu'à présent; et d'après la revue *Cultura Proletara*, seulement 400.000 ha.

Donc : 700.000 ha. de lots de terres cadastrés (la plupart sans aucun doute appartenant aux richards, cabaretiers, gendarmes, percepteurs et autre suce-sang des villages); 3.191.281 ha. répartis « définitivement » (d'après la désignation officielle) et pourtant, en réalité, non-définitivement, puisque les lots sont sans documents de propriété et sont par conséquent changeables ou annulables; et 1.767.571 ha. retenus par l'Etat. Reste alors un solde de 955.167 ha. qui, comme nous l'avons vu dans l'article précédent, semble disparu. Vraiment disparu? Si résistant que soit l'estomac de l'oligarchie pour avoir pu digérer des dépôts d'approvisionnement de guerre, des forêts de l'Etat, des trains entiers avec leur chargement de sucre (comme en Boukoutine en 1919) — un million de hectares seraient un trop gros morceau, même pour un estomac comme celui de l'oligarchie. Cette superficie est présentée par cette dernière comme répartie « provisoirement » ou comme affermée aux coopératives de

production paysannes ou à « d'autres personnes ». Que se cache-t-il sous cette catégorisation? Cette superficie constitue en réalité, dans les mains de l'oligarchie, une sorte de fond de manœuvre électoral et gouvernementale. Dès qu'un gouvernement vient au pouvoir, il la répartit « provisoirement » à ses agents, en échange de leurs votes aux élections. Quand ce gouvernement tombe du pouvoir, alors les agents et votants de l'ancien gouvernement perdent leurs lots parce que le nouveau gouvernement annule ces « répartitions provisoires » et fait une « nouvelle répartition » de ce fond pour ainsi dire total, qui n'arrive jamais à être réparti « définitivement ». Les libéraux, par exemple, mènent maintenant une campagne contre M. Stan Ghitsesco, vice-président de la Chambre, parce que cet élu-aveugle a fait annuler et fait annuler nombre de répartitions faites par le gouvernement précédent libéral et fait répartir « nouveau » la terre aux partisans du gouvernement actuel.)

De cette manière, l'oligarchie a fait de la réforme agraire un moyen non seulement de tromper une seule fois les paysans et écarter ainsi le péril de révolution, mais un moyen de corruption périodique de la vie publique de la campagne.

Mais la réforme agraire a aussi été un moyen de frapper la paysannerie des minorités nationales et opprimées, de la mettre d'une manière artificielle et arbitraire dans une situation d'infériorité économique vis-à-vis de la paysannerie de la nation dominante, de semer la discorde entre les paysans roumains et non-roumains, pour faciliter ainsi la domination oligarchique et préparer la dénationalisation ou l'émigration des paysans minoritaires.

Donnons quelques chiffres. En Transylvanie, 530.694 personnes ont été reconnues comme ayant droit à des parts. De ce nombre, les 396.342 étaient de nationalité roumaine, et seulement 134.352 d'autres nationalités. Des 335.074 personnes qui ont reçu en fait de la terre, rien que les 88.379 sont de nationalité non-roumaine, c'est-à-dire un peu plus d'un quart seulement.

En Bessarabie ont reçu de la terre, d'après les nationalités: 226.536 Roumains, 37.648 Ukrainiens, 25.371 Russes, 10.349 Bulgares, 7.177 Allemands, 6.744 Juifs et 6.991 d'autres nationalités; donc en tout 94.480 non-Roumains ou ni même 30%.

En Boukoutine, de 36.800 personnes avec droit à la terre 14.417 sont de nationalités non-roumaines, tandis que 22.383 sont des Roumains.

De la Dobroudja, nous n'en parlons même pas, parce que là les paysans n'ont pas été dotés de terres, mais expropriés de terres, comme nous allons le voir plus loin.

En tout donc, dans les provinces annexées et d'une nombreuse population minoritaire, de 888.510 personnes reconnues comme ayant droit à des lots, 645.261 étaient de nationalité roumaine et seulement 243.249 de toutes les autres nationalités. Dans la Vieille Roumanie, bien entendu, pas un seul paysan minoritaire n'a été doté.

Mais les millions de paysans « minoritaires » — dans les régions respectives les « minoritaires » constituent en fait la majorité de la population — n'ont pas été frustrés seulement dans la répartition des terres, mais autrement aussi. Au lieu de recevoir de la terre, ils ont été dans de très nombreux endroits expropriés de la terre qu'ils possédaient lors de l'occupation oligarchique et de l'annexion de ces provinces. (Nous avons parlé de la Bessarabie dans notre article précédent.) Des milliers de paysans hongrois, établis depuis des dizaines et des centaines d'années dans les parties de la Transylvanie, ont été chassés de leurs terres qui, les avaient vu naître et qu'ils avaient héritées de leurs pères — sous prétexte qu'ils ne sont que des colons intrus; leurs terres ont été confisquées par l'Etat pour boucher les trous laissés par l'oligarchie roumaine dans la réforme agraire par la non-expropriation radicale des magnats hongrois. Les paysans hongrois ont intenté procès à l'Etat roumain devant la Société des Nations et ont obtenu, à la fin, par un arrangement avec l'Etat, une certaine indemnisation.

Beaucoup moins de chance ont eu les paysans bulgares de la Dobroudja. Ici, sur la base d'une loi spéciale, les paysans ont été obligés de prouver par des « documents » leur droit à la propriété des terres qu'ils possédaient de père en fils et sans contestation d'aucune part. Mais comme la plupart des paysans bulgares et turcs n'ont pas pu apporter cette sorte de documents et présenter la preuve « suffisante » à la commission du gouvernement, vu que sous la domination turque il n'existait pas de cadastre, ils ont été chassés de leurs terres, en total ou en partie, expropriés en tous cas d'un tiers de leurs propres terres d'après une interprétation *ad hoc* du régime de la propriété féodale. Ces terres paysannes expropriées sont revenues à l'Etat, qui y a installé les Koutso-Valaques qu'il a fait venir de la Macédoine.

D'après les données de 1925 du ministère de l'agriculture, 87.373 ha. de terres paysannes sont revenus entre les mains de l'Etat à la suite de cette « vérification ». Mais ce chiffre doit être bien au-dessous de la réalité si nous tenons compte de ce que rien que dans le département de Caliacra, l'Etat, à la fin de cette opération de « vérification », va rentrer en la possession de 60.000 ha., en dehors des 16.000 ha. qu'il a déjà. (*Universul* du 11 novembre 1926.)

Là où la loi de la « vérification » n'a pas suffi pour redonner à l'Etat oligarchique des terres en quantité appréciable, on eut et on

*) Voir les nos 61, 62 et 64 de la Fédération Balkanique.

à recourir à d'autres moyens. Les paysans autochtones, particulièrement ceux qui sont les plus conscients de leurs droits et les plus obstinés, sont persécutés, exaspérés et forcés ainsi à émigrer (comme ceux de Bessarabie) au Brésil, où ils périssent par milliers par suite du climat et des maladies; chose d'ailleurs qui donne moins de tracas à l'oligarchie que lorsque les paysans ont recours aux armes et deviennent des « haïdouks ». Ces haïdouks — comitadjis — donnent beaucoup de travail aux autorités, mais en revanche ils sont proclamés rebelles et, comme tels, leurs biens sont confisqués sans avoir plus besoin de recourir à quelque hypocrite prétexte de « vérification ».

I. Mateescu

À la veille des élections parlementaires en Bulgarie

La période législative du parlement de Tsankoff-Liaptcheff expirait fin mars. La dernière session a été cependant prolongée jusqu'au 14 avril. On suppose qu'elle ne sera plus prolongée à nouveau. Le gouvernement Liaptcheff se prépare à faire de nouvelles élections. Mais d'après quel système? Devant le cri général de toute l'opposition de modifier le système électoral — proportionnel par arrondissement — qui favorise les partis gouvernementaux, le gouvernement Liaptcheff essaya une manœuvre.

On sait qu'en 1923 feu Stamboliisky avait fait modifier l'ancienne loi électorale — proportionnelle par départements — pour avoir une majorité plus stable dans le parlement. Cette modification a déchaîné en son temps des protestations de tous les partis politiques de l'opposition, y compris les communistes et les social-démocrates; et il y eut même des agrariens qui s'y opposèrent. En ce temps-là, les chefs actuels du Démokraticheski Zgovor, Liaptcheff, Fadenhecht, P. Todoroff et autres, et même les Narodniaks, criaient au ciel que c'était là une atteinte portée à la volonté du peuple; au Sobranié ils votèrent contre cette modification de la loi électorale; mais dès que ces messieurs s'emparèrent du pouvoir par le coup d'Etat du 9 juin, ils oublièrent bien vite ce qu'ils avaient revendiqué et firent les élections sur la base de la dite loi même.

L'opposition actuelle a continué et continue à exiger comme par le passé la suppression de la loi modifiée de Stamboliisky et le rétablissement de l'ancienne loi électorale — proportionnelle par département. Mais Liaptcheff et ses amis sont contre l'ancienne loi; car des élections sur la base de l'ancienne loi signifieraient pour eux la perte du pouvoir.

Ils doivent, cependant, faire des élections. Ne sont-ils pas des « constitutionnalistes »? Ne déploient-ils pas tant d'efforts pour se présenter devant l'opinion publique bulgare et étrangère comme un gouvernement constitutionnel? comme les adeptes les plus fervents du parlementarisme? Aussi, ont-ils recouru à une manœuvre. Ils voudraient bien en faire accroire à l'opinion publique qu'ils tiennent à leur ancien point de vue, qu'ils veulent modifier la loi électorale de Stamboliisky; mais comment faire pour que cette loi soit modifiée, mais qu'en même temps ils puissent toujours détenir la majorité au parlement? Ils ont donc recouru à l'astuce.

M. Liaptcheff a proclamé qu'il voudrait bien la modification de la loi électorale pour offrir aux partis pas trop grands la possibilité d'avoir eux aussi quelques représentants au Sobranié; mais il exige au préalable l'approbation de l'opposition légale. Il a chargé un des renégats socialistes dans le Démokraticheski Zgovor — qui est bien riche en de tels renégats — le député Tsoniu Brachlianoff, de présenter un projet de loi modifiant la loi électorale actuelle. Ce monsieur a préparé son projet qui poursuit le but principal de garantir au gouvernement la majorité dans le parlement et en même temps de porter un violent coup au parti agrarien et au bloc des travailleurs et d'empêcher la coalition de l'opposition. Aussi augmente-t-il tout d'abord le quotient, pour introduire ensuite un certain quotient pour les départements. Par cette demi-mesure, les partis dits « moyens » comme par exemple le parti démocrate, national-libéral, radical et socialiste, auront quelques représentants au Sobranié — aux dépens du parti agrarien et du bloc des travailleurs. M. Brachlianoff avoue d'ailleurs très cyniquement, dans l'organe du parti gouvernemental, le but qu'il poursuit. Il a même publié des tableaux statistiques des dernières élections d'où il apparaît que par l'application de la modification de la loi électorale, telle que présentée par lui, des mandats de plusieurs départements appartenant jusqu'ici aux agrariens, tomberaient aux partis « moyens » — démocrates, etc. M. Brachlianoff a tout carrément avoué que son projet était dirigé contre les agrariens.

Le gouvernement, lui, ne perdra rien de cette modification. La base de l'ancienne loi, le système proportionnel par arrondissement, est maintenue. La cadeau de noce du gouvernement, ces voix que chaque gouvernement en Bulgarie reçoit toujours des Turcs et autres, lui reste toujours acquis et réservé. Et là où l'opposition se montrera forte, le gouvernement emploiera ses mesures très bien connues de terreur et d'arbitraire: intimidations, violences, arrestations, bastonnades, assassinats.

Ainsi, par la modification de la loi électorale actuelle le gouvernement espère obtenir la majorité et affaiblir l'opposition agrarienne et travailliste en leur faisant enlever des mandats et en faisant gagner ces mandats par les partis dits « moyens ».

Liaptcheff a déclaré que sans l'approbation préalable de l'opposition il ne fera pas voter la nouvelle loi. Et c'est ce que nous appelons la manœuvre gouvernementale. Car, par le projet précité il ne veut nullement changer le système existant; il ne tend qu'à donner le change à l'opinion publique.

Malheureusement, quelques-uns des oppositionnels, et en premier lieu les social-démocrates, se sont laissés prendre à l'appât. Les représentants de ce parti ont déclaré qu'ils sont pour une modification de la loi électorale actuellement en vigueur; ils demandent le rétablissement de l'ancienne loi électorale, mais si cela n'était pas possible, ils approuveraient toute amélioration du système électoral d'aujourd'hui. Les représentants des partis bourgeois d'opposition ont été plus circonspects. Ils ont reconnu à temps la manœuvre de Liaptcheff et ont refusé d'y adhérer par anticipation; ils ont déclaré ne vouloir se prononcer sur le projet que lorsqu'il sera présenté à la discussion au Sobranié. Au dernier moment les social-démocrates ont aussi reconnu le piège, et se sont déjà ressaisis. Eux-aussi réclament de nouveau le rétablissement de l'ancien système électoral.

La perfide manœuvre du gouvernement Liaptcheff a été démasquée avant tout par les agrariens et le bloc des travailleurs, surtout par le parti ouvrier. Ce dernier parti, après avoir démasqué le projet astucieux de M. Liaptcheff, a adressé un appel à tous les partis et groupes qui représentent des éléments travailleurs, tels que l'union agrarienne, le parti des artisans, le parti socialiste, etc. et elle les a exhortés à ne pas se laisser prendre au piège; il leur a lancé en même temps une invitation formelle pour entamer des pourparlers en vue de la création d'un bloc du travail.

La manœuvre de Liaptcheff a été déjouée et les élections qui auront lieu, dit-on, au mois de mai, seront faites d'après la loi électorale actuellement en vigueur; et Liaptcheff n'a pas pu se servir de l'opposition comme d'un instrument pour ses machinations.

Mais quel sera le gouvernement sous lequel ces élections seront faites? Naturellement, pour M. Liaptcheff et les gens du Démokraticheski Zgovor une telle question n'existe point. Ces messieurs se considèrent comme le « gouvernement légal », et comme tel ils veulent faire les élections eux-mêmes. Mais cette question est d'une si grande importance que même les journaux de l'opposition légale ne la laissent pas passer sous silence. C'est ainsi, par exemple, que le journal de M. Kostourkoff s'écrie: « C'est une provocation envers le peuple bulgare en entier que le Zgovor fasse les élections. » Ce sera une comédie, ce sera une prolongation du régime de terreur.

Il faut que le peuple bulgare ait la possibilité d'exprimer librement son désir et de dire quel sera le gouvernement qui doit le gouverner. Mais la condition primordiale, absolue pour qu'il puisse librement exprimer sa volonté, c'est que le gouvernement du Zgovor s'en aille.

Ainsi, la question des prochaines élections est intimement liée à celle du gouvernement Liaptcheff, qui devra être remplacé par un cabinet de transition avec la participation des représentants des organisations des travailleurs, un cabinet qui puisse donner toutes les garanties de ce que les élections seront faites librement.

Aux préparatifs de Liaptcheff de faire lui-même les nouvelles élections, à son projet astucieux et perfide d'enduire en erreur l'opinion publique bulgare et étrangère sur le caractère de son gouvernement, il faut opposer une lutte encore plus acharnée pour le renversement de ce gouvernement arbitraire et inique et pour la constitution d'un nouveau gouvernement sous lequel il puisse être possible au peuple bulgare d'exprimer librement sa volonté. Et lorsque ce sera un tel gouvernement qui fera les élections, il n'y a absolument pas de doute que la majorité dans le parlement sera l'écrasante majorité des masses laborieuses qui constituent les 90% de la population du pays, et qu'alors viendra au pouvoir un gouvernement du peuple qui sera capable de mener le pays vers une pacification définitive.

La lutte contre le gouvernement Liaptcheff doit être renforcée. Les buts que cette bande d'opresseurs et d'assassins poursuit doivent être toujours déjoués et démasqués. Et notre tâche sera toujours d'éclairer et d'aider le peuple bulgare dans sa lutte contre la dictature sanglante qui l'étouffe, qui le décime.

G. Kazanovsky

Lettre de Macédoine

Si l'on considère les minorités nationales qui, en commun avec la classe ouvrière, ressentent la lourde charge de la terroirisation par l'impérialisme et de l'exploitation par le capitalisme, si l'on se représente la situation actuelle dans les Balkans, on peut dire sans crainte d'exagération que la Macédoine est l'Ararat du Golgotha européen.

Dans tous les trois pays des conquérants qui tiennent en servitude la Macédoine, les dirigeants déclarent officiellement, ou par leurs presses, que la Macédoine constitue leur plus grand souci; ils ne le cachent pas, mais il évitent soigneusement de dire *en quoi* consiste ce souci, quoiqu'ils sachent fort bien que ce sont eux-mêmes qui ont causé cette misère en Macédoine. Mais qui est donc aussi stupide pour s'accuser soi-même d'un crime et se condamner soi-même? Le peuple périt sous le fouet, et l'on ne peut ne pas se rappeler ce dicton populaire: «Là où la forêt tremble, il y a bien quelque chose.»

On pourrait dire à plusieurs points de vue que la Macédoine constitue le plus grand souci pour tous les trois conquérants et oppresseurs, parce que chacun d'eux a voulu s'approprier une plus grande partie de ce pays malheureux et terrorisé qui, sans défense aucune, était livré à leur merci et mis hors la loi, de ce pays auquel il n'est plus resté que le courage personnel au sacrifice et la confiance en la résistance.

Que veut-elle donc, la Macédoine?

La Macédoine ne veut pas grand-chose. La Macédoine aspire à ce à quoi elle a *plein droit*, et elle *doit* l'obtenir. Elle veut son *indépendance* dans le cadre d'une Fédération de tous les Etats balkaniques auxquels elle apportera un appui culturel et économique, pour lesquels elle sera le collaborateur le meilleur et le plus sincère pour le développement et la consolidation du socialisme dans les Balkans. Ce sont là les aspirations éternelles des Macédoniens, profondément ancrées dans les larges masses populaires de la Macédoine — et le blessé sait le mieux où il souffre et où il a besoin du remède. La Macédoine veut régler ses affaires intérieures conformément aux intérêts du peuple, sans la participation des gouvernements impérialistes et capitalistes de Belgrade, de Sofia et d'Athènes. C'est lorsque la Macédoine obtiendra son indépendance que ces trois loups sanguinaires seront débarrassés de leurs «soucis» et que la Macédoine libérée secouera ce joug despotique insupportable qui est infiniment plus cruel que ne l'était la tyrannie cinq fois séculaire des Turcs.

En réalité, la Macédoine se trouve dans une misère bien plus noire que n'importe quel autre pays opprimé du monde, et ce particulièrement depuis 1912, depuis qu'elle tomba dans une nouvelle servitude en prêtant foi aux mots d'ordre des politiciens balkaniques qui, après la guerre, se transformèrent de frères en assassins.

L'attitude des gouvernements balkaniques envers le peuple macédonien rend tout commentaire absolument superflu, car l'état actuel de ce malheureux pays est, dans le plein sens du mot, *un exemple scolaire de toute terreur exercée jusqu'ici*.

La pression toujours plus grande que les trois Etats gouvernants exercent sur le peuple macédonien provoque chez ce dernier une union toujours plus étroite, une union nationale qui mène à la révolte, qui fait des Macédoniens des combattants acharnés qui n'attendent que le moment propice.

Déjà avant 1912 deux courants tout-à-fait opposés se dressaient l'un contre l'autre dans la direction suprême du peuple macédonien; un courant ayant à sa tête les Verkhovistes qui depuis la création même de leur comité exploitent chaque pas du peuple macédonien, qui pendant la guerre mondiale ont couronné leur œuvre dans la Macédoine occupée par les Bulgares, et l'ont parfaite par la destruction de la Macédoine et l'assassinat d'Alexandre Stamboliisky; et l'autre composé des Fédéralistes, qui ont à cœur le bien du peuple, qui jouissent effectivement de la confiance des masses populaires et qui ont fait preuve du plus grand courage d'abnégation et de sacrifice pour la liberté de la Macédoine.

On voit que l'O. R. I. M. Unifiée est véritablement une organisation nationale et macédonienne par le fait même que nul de ses membres ne peut rester dans le territoire des trois oppresseurs balkaniques, tandis que les «autonomistes» sont les exécuteurs des pouvoirs oppresseurs.

Par ses représentants qui sentent profondément les malheurs et les souffrances, le peuple travailleur macédonien adresse des pétitions à différentes institutions européennes, par exemple à la Société des Nations, en soulignant les cas concrets de leur misère et en implorant instamment remède et protection contre les oppresseurs. Mais l'Europe reste sourde à toutes ces pétitions et envoie ces adresses d'une officine à l'autre, se prétendant incompétente.

Mais qui donc est alors compétent pour connaître de la question macédonienne? Aucune autorité n'en ayant jusqu'à mainte-

nant pris soin, aucune autorité n'ayant résolu la question macédonienne, il s'ensuit que *c'est le peuple macédonien lui-même* qui est compétent pour résoudre lui-même sa propre question — avec l'aide et la collaboration du prolétariat révolutionnaire des autres pays balkaniques. C'est là la seule et unique voie par laquelle la Macédoine peut se libérer. Il ne convient pas aux puissances européennes de libérer économiquement la Macédoine opprimée et morcelée, parce qu'elles veulent elles-mêmes l'exploiter, et chaque pas que l'Europe pourrait entreprendre pour «la libération» de la Macédoine ne serait en fait *que la troisième servitude* et colonisation macédonienne, du moment que toutes ces bêtes sanguinaires n'ont qu'un et même but: le butin; c'est là le désir quotidien capitaliste.

Où est donc l'appui d'airain de la libération?

Chez le prolétariat révolutionnaire.

Le prolétariat révolutionnaire s'est mis à la tête de tous les peuples nationalement opprimés et économiquement subjugués et marche courageusement, et sans peur, contre les oppresseurs et les potentats. Il soutient la lutte nationale-révolutionnaire et apporte son secours à chaque révolution véritablement nationale, n'ayant pas pour but l'exploitation, mais l'entière liberté des peuples, conduisant énergiquement vers le socialisme qui seul peut mener à une entière liberté nationale, à la réalisation de la souveraineté du peuple qui doit pouvoir décider et régler à sa propre volonté, sans dépendance et sans influence de l'étranger, toutes les questions économiques et politiques.

La guerre mondiale, ourdie par les criminels politiques européens, a éclairé et élargi notre horizon jusque-là étroit et sombre. Nous avons appris à distinguer le combattant pour les droits du peuple et sa liberté, de l'exploiteur et oppresseur. Les perfides et mensongères inventions de la bourgeoisie et de l'impérialisme, que notre civilisation et notre existence seraient menacées de l'Orient, n'atteignent plus nos oreilles. Nous savons que pour nous aussi le soleil se lève à l'Orient. Nous aussi devons avoir et aurons un pays d'une heureuse génération, où dominera effectivement le pouvoir des larges masses populaires, où tous les citoyens jouiront de tous les bienfaits, sans distinction de nationalités, parce que chaque nation aura pleinement ses droits de souveraineté et d'autodétermination, réglera librement son sort et la base d'un meilleur avenir. Cet avenir dépend du secours réciproque et collectif de la population toute entière, et c'est dans cette direction que nous devons mener une lutte énergique et décisive.

C'est avec raison qu'il faut appeler la Macédoine un pays d'une volonté de fer, qui n'a pas défailli sous la pression de la terreur, et qui a prouvé ceci par les faits, en supportant courageusement et héroïquement tous ses malheurs et toute sa détresse.

Toute personne ayant un intérêt pour le bien du peuple macédonien, et qui arrive sur le sol macédonien, se trouve déjà au milieu d'amis sincères; il est le bienvenu, il est bien accueilli.

Le Macédonien est indigné de ce que, d'après les rapports de la puissance conquérante, on le présente à l'opinion publique mondiale comme capable à toute action infâme, et il est heureux de saluer dans son sein ceux qui supportent les mêmes souffrances et qui, au prix de leur vie, viennent puiser sur lieu et place des informations précises de la bouche même des larges masses populaires — ainsi que l'a fait p. ex. Costa Novakovitch, ce leader du prolétariat, lorsqu'il écrivait son livre: «*La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!*», exposant la véritable situation en Macédoine, son passé, le présent, et le juste chemin pour l'avenir. Il fut pour cela condamné dernièrement à 5 ans de prison, et c'est avec la plus vive joie que nous avons appris que grâce à cette énergie propre à lui, il a pu se sauver du danger.

Un rapport sur des actes de terreur gouvernementale, basé sur des informations de la police, ne peut jamais être digne de foi, car nul ne veut se déclarer coupable. Le plus grand nombre des leaders politiques européens qui visitent la Macédoine rassemblent leur matériel d'information sur les arbitraires policiers et sur les questions politiques — chez les commissariats de police, sans jamais entrer en contact avec les masses populaires, sans jamais chercher à pénétrer dans leur vie. C'est ce que malheureusement font même des savants de renom.

Nous tous devons lutter contre l'esclavage national et économique, par une étroite collaboration entre le prolétariat et la paysannerie, pour secouer, à forces réunies, le joug qui nous asphyxie, pour créer le front commun des masses travailleuses, pour renverser nos oppresseurs.

En avant frères! ouvriers, paysans, camarades! la main dans la main, l'épaule contre l'épaule, nous devons briser les chaînes qui nous enserrant et construire notre foyer commun.

Vive la liberté nationale!

Vive la Fédération Balkanique!

Bregalnitzá.

P. Kuč Podgradski

Assez de victimes!

Le vaillant journal littéraire *Vedrina* (« La Clarté »), dont le directeur est le célèbre écrivain et militant Anton Strachimiroff, numéroté sous le titre ci-dessus, dans son numéro du 6 avril, en termes puissants, quelques victimes de la terreur fasciste bulgare, des intellectuels les plus éminents, qui ont eu le plus de mérites pour le développement culturel du pays, et qui ont été lâchement assassinés.

Cette pierre funéraire sera un bien douloureux mais bien puissant témoignage de la cruauté de cette bande qui s'intitule gouvernement bulgare.

Nous reproduisons les lignes de Strachimiroff avec une profonde émotion.

*

« Ne s'est-elle donc pas encore assouvie, la haine du serf, la soif de sang du sauvage ? »

Que chacun cherche dans son milieu, dans son cercle, combien de grandes et nobles figures ont disparu pendant les trois dernières années qui ont été des années de terribles épreuves. En sera terrifié, horrifié même le plus endurci. Nous le faisons ici, dans notre milieu, dans notre profession :

- 1° *Nicolas Grabovskiy*, avocat, pendant de longues années député et journaliste à Tirnovo et à Sofia ;
- 2° *Dr Nicolas Guénadiéff*, ancien président du conseil, brillant journaliste et orateur ;
- 3° *Nicolas Mileff*, député et président de l'Association des journalistes ;
- 4° *Dimo H. Dimoff*, député, idéologue et militant pendant de longues années du mouvement révolutionnaire macédonien, rédacteur du journal *Osvobodjenié* (« Libération ») ;
- 5° *Christo Yassénoff*, le plus grand poète lyrique bulgare après la génération de Yavoroff ;
- 6° *Guéo. Mileff*, critique littéraire et rédacteur de la revue *Plamak* (« La Flamme ») ;
- 7° *Sergueï Roumiantseff*, grand poète du village bulgare ;
- 8° *Todor Strachimiroff*, avocat, député, littérateur et brillant orateur ;
- 9° *Ivan Ganitcheff*, rédacteur du *Louch* (« Le Rayon »), journaliste des plus éminent ;
- 10° *Yossif Herbst*, ancien directeur de la presse, rédacteur du journal *A. B. C.*, brillant journaliste à profondes connaissances ;
- 11° *Dr Neno Tsarvoulanoff*, médecin, rédacteur du *Sanitaren Vestnik* (« Journal Sanitaire ») ;
- 12° *Dr V. Ivanoff*, un des premiers médecins de Sofia, collaborateur du même journal ;
- 13° *Kyryll Pavloff*, ancien ministre, rédacteur du journal *Narodna Douma* (« La Parole du Peuple ») ;
- 14° *P. Kalitcheff*, ancien maire de Sofia, rédacteur du *Zemledelsko Znamé* (« Le Drapeau Paysan ») ;
- 15° *D. Grantcharoff*, brillant tribun, rédacteur du *Narodna Zachtita* (« La Défense du Peuple ») ;
- 16° *Gueorgui Kostoff*, ancien préfet de département, rédacteur du *Narodni Prava* (« Les Droits du Peuple ») ;
- 17° *Costa Yankoff*, ingénieur, rédacteur du *Narod i Armia* (« Peuple et Armée ») ;
- 18° *Haralambi Stoyanoff*, député, rédacteur du *Nachi Dni* (« Nos Jours ») ;
- 19° *Gr. Kouzmanoff*, rédacteur du *Pobéda* (« La Victoire ») ;
- 20° *Al. Stamboliisky*, ministre-président, tribun irremplaçable du village bulgare, journaliste incomparable, rédacteur du *Zemledelsko Znamé* (« Le Drapeau Paysan ») ;
- 21° *Arsèni Yovkoff*, rédacteur du journal *Ilinden*, un des journalistes macédoniens les plus brillants ;
- 22° *Todor Tchopoff*, révolutionnaire macédonien et littérateur de talent (neveu de Gotsé Deltcheff, fondateur de l'O. R. I. M., assassiné par les gens de l'O. R. I. M. de Protoguéroff) ;
- 23° *G. Kossovsky*, député, rédacteur du *Narodna Pobéda* (« La Victoire du Peuple ») ;
- 24° *Dr Alexandre Athanassoff*, rédacteur du journal *Istina* (« La Vérité ») ;
- 25° *Lambi Kandeff*, rédacteur du journal *Outchitelska Iskra* (« L'Étincelle des Instituteurs ») ;
- 26° *Anna Maimounkova*, rédactrice du *Ravenstvo* (« Égalité ») et *Rabotnitchka* (« L'Ouvrière ») ;

27° *Jeko Dimitroff*, rédacteur du *Syndicalen Vestnik* (« Journal Syndical ») ;

28° *Dr Iwan Mareff*, rédacteur du *Selska Missal* (« La Pensée Paysanne ») ;

29° *A. Noteff*, rédacteur du *Mladechka Douma* (« La Parole de la Jeunesse ») ;

30° *Guéorgui Vassileff*, critique littéraire, rédacteur du *Svobodna Obchestvo* (« La Société Libre ») ;

31° *Boris Simidoff*, éditeur d'une grande érudition scientifique et philosophique ;

32° *Petko D. Petkoff*, député, rédacteur du *Zemledelsko Znamé* (« Le Drapeau Paysan ») ;

33° *D. Dinkoff*, rédacteur du *Narodno Edinstvo* (« Unité Populaire ») ;

34° *Delinécheff*, co-rédacteur du *Svobodna Retch* (« La Parole Libre ») ;

35° *Chr. G. Kossovsky*, rédacteur du *Cooperativna Zachtita* (« La Défense Coopérative »).

Cette colonne sanglante de ces noms brillants terrifiera les générations. Nous ne sommes qu'un si petit peuple *Assez de victimes !* »

Tyrans de Sofia, on vous arrachera l'annistie!

Les demandes d'une amnistie pleine et entière en Bulgarie s'élèvent de tous côtés, avec toujours plus d'énergie. Au parlement français le député communiste Albert Fournier a réclamé tout récemment en termes puissants l'annistie pour les victimes de la terreur blanche dans les Balkans et a demandé des explications au ministre des affaires étrangères sur l'attitude des représentants de la France à Genève lorsque le Conseil de la Société des Nations fut saisi par Vandervelde de la question d'amnistie en Bulgarie. Le courageux député communiste a stigmatisé le régime barbare de la Ligue Militaire en Bulgarie. Il s'est écrié : « Le régime bulgare est un régime de crimes. Depuis la mort de Stamboliisky il y a eu en Bulgarie plus de 25.000 meurtres — plus de 2.000 personnes sont dans les prisons. On torture sans arrêt. » Les différentes Associations humanitaires, les Associations d'étudiants de différents pays, les Comités contre la Terreur Blanche dans les Balkans, etc. continuent à réclamer l'amnistie générale. Dernièrement nous annonçons que le Comité de Paris avait publié une brochure demandant l'amnistie générale en Bulgarie. Aujourd'hui, c'est le Comité de Vienne qui vient de lancer l'appel suivant :

« A tous ceux pour qui les droits et la dignité humains sont des biens sacrés. »

« Une grève de faim de plus de 2.600 prisonniers politiques en Bulgarie a de nouveau attiré l'attention de l'opinion publique européenne sur ce petit pays.

Depuis le sanglant coup d'Etat du 9 juin 1923 par lequel le gouvernement constitutionnel était renversé, nous avons été témoin d'une boucherie sans exemple entre une partie de la population et l'autre. La guerre civile sévissait avec toutes ses horreurs dans le pays dont les plaies avaient peine été guéries par la catastrophale guerre générale.

Mais tandis que les prisonniers de la guerre générale ont pu partout rentrer chez eux après la fin des hostilités, les prisonniers politiques de la guerre civile bulgare terminée depuis deux ans déjà subissent toujours encore les terribles souffrances des prisons et geôles.

Plus encore : les vainqueurs de cette guerre civile piétinent la dignité et les droits humains de leurs prisonniers — ils les torturent, les maltraitent, poursuivent leurs parents et proches, et interdisent et punissent même toute action de secours en leur faveur.

Les partis démocrate, national-libéral, agrarien et social-démocrate en Bulgarie, appuyés par les pétitions en masse adressées de tous les coins du pays, ont présenté au parlement une motion d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques. Mais le gouvernement de M. Liapcheff n'a même pas fait mettre cette proposition à l'ordre du jour du Sobranié.

Dans leur désespoir infini, les détenus politiques de 22 prisons ont eu recours à ce moyen ultime : la grève de la faim. Ils ont volontairement pris sur eux l'affreuse agonie d'une mort lente et graduelle pour que, par cet holocauste, l'opinion publique du monde entier soit secouée en faveur de leur demande de l'octroi d'une amnistie générale immédiate et sans conditions. Parmi eux se trouvent des vieillards et des adolescents, des femmes, des jeunes filles, et même des enfants nouveaux-nés, nés dans les prisons....

Dans la conscience que l'humanité ne peut point être l'affaire d'un seul pays et que la lutte pour la réalisation d'idéaux humanitaires ne pourrait aucunement constituer une immixtion dans des affaires intérieures, le ministre belge des affaires étrangères et leader socialiste Emile Vandervelde a appuyé à la Société des Nations, en présence des représentants de tous les Etats du monde, cette demande d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques en Bulgarie.

Nous avons alors vu se ranger à ses côtés, spontanément, toute l'élite intellectuelle de la France, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la Suisse, avec en tête des hommes tels que Romain Rolland, Henri Barbusse, Victor Margueritte, Léon Jouhaux, Frédéric Brunet, Auguste Forel, Albert Einstein, le colonel Wedgwood, etc. L'Autriche de son côté, qui détient un rôle important dans le monde culturel, ne peut manquer à l'appel. Notre Comité a fait le premier pas et a adressé au premier ministre bulgare une dépêche de protestation signée par son président Rudolf Goldscheid, et cette dépêche a eu un grand retentissement dans l'opinion publique bulgare.

Nous invitons par la présente le public autrichien, les intellectuels, les organisations et institutions culturelles, à s'associer à cette démarche et à protester contre la honte bulgare, à exiger

l'amnistie générale et sans conditions des plus de 2.000 prisonniers politiques en Bulgarie.

Vienne, mars 1927.

*Le Comité contre la Terreur Blanche
dans les Balkans et ailleurs.*

Prière d'adresser les adhésions à notre secrétariat : Dr Bruno Schönfeld, Wien, I., Spiegelgasse 11/10.

La lutte pour l'amnistie ne relâchera pas. Elle sera toujours plus intense, toujours plus énergique. Le gouvernement sanguinaire de Sofia ne pourra pas résister à cette vague montante avec tant de véhémence. Ou alors, il aura l'échine brisée bien plus vite qu'il ne le croit.



LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

Le pillage des organes gouvernementaux d'Ahmed Zogou. — Ahmed Zogou avait besoin d'argent pour payer ses mercenaires. Il fit faire une collecte « de bienfaisance » soi-disant pour faire construire un hôpital. Mais cette collecte « de bienfaisance » a été faite par force, et par ordre du ministère de l'intérieur chacun a dû obligatoirement payer une somme selon ses revenus. Ce pillage a provoqué un grand mécontentement parmi la population.

Le massacre de la population innocente. — D'après une nouvelle de Scutari, le tribunal politique, à part les sentences de mort, etc. relatées dans notre dernier numéro, fit périr encore un très grand nombre de personnes. Rien que dans les eaux du Drini — 145 personnes ont été noyées, secrètement, quoiqu'elles fussent tout à fait innocentes et qu'elles n'aient nullement participé à la révolte. Des femmes et des enfants de la contrée de Dukaxhini périrent en grand nombre de faim et de froid. On a arrêté ces pauvres gens comme représailles, à la place de leurs parents qui avaient déjà franchi la frontière et s'étaient réfugiés à l'étranger.

Bulgarie:

La terreur. — Depuis 6 mois se trouve en prison le rédacteur du journal syndicaliste « Edinstvo » et membre du Comité directeur de l'Union des Syndicats Indépendants Assène Boyadjieff, accusé d'avoir ourdi un complot communiste. L'instruction n'a jusqu'à présent rien relevé contre lui et il a été tout bonnement arrêté et jeté en prison sur un simple rapport de police, et le seul témoin à sa charge, c'est le chef du service politique intérieur de la direction de la police M. Sv. Mireff. Devant le juge d'instruction Assène Boyadjieff a protesté énergiquement contre les accusations portées contre lui, qu'il a qualifiées de chantages, et a déclaré que les dépositions qu'il a faites à la police lui ont été tout simplement dictées par le susmentionné Mireff, et il a dû les signer sous des tortures les plus cruelles et bestiales, constatées par la suite par un certificat médical. Depuis 6 mois la police de Liapcheff cherche à ramasser dans toute la Bulgarie des dépositions contre lui — mais en vain. Depuis le 9 juin 1923 c'est la 14^{me} fois que ce militant syndicaliste est arrêté, et la 7^{me} fois que des poursuites judiciaires ont été intentées contre lui. Toujours cependant le procureur a retiré son accusation avant même que Boyadjieff ait comparu devant le tribunal.

Voilà encore une illustration du régime de Liapcheff. (« Novini » du 23 mars.)

Au cours de la discussion au parlement du budget du ministère de l'intérieur, les représentants du parti socialiste et du parti radical M. Pouneff et le prof. Stoyanoff ont brossé un tableau édifiant du régime de terreur qui existe en Bulgarie. M. Pouneff a rapporté entre autres des actes de violence des districts de Ferdinand, Berkovitsa, Lom et autres. Il a donné lecture de la lettre d'intimidation adressée à l'ingénieur Kolo Toteff à Ferdinand et dont nous avons parlé précédemment dans la Fédération Balkanique. Il s'est arrêté spécialement sur les agissements de la Sûreté Générale en exposant les actes de terrorisme et vandalisme que grâce à l'appui de la Sûreté Générale perpétrent les « facteurs irresponsables ». De son côté le prof. Stoyanoff s'est prononcé aussi en termes énergiques contre l'abomination du système de terreur de la Sûreté Générale. Il a relevé le grand nombre des détectives qui en réalité ne sont pas au service de l'Etat, mais du parti gouvernemental, et même au service personnel des dirigeants de ce parti ; ces détectives ne se soucient point de l'ordre et du calme du pays mais sont à la chasse de profits personnels, d'extorsions par des violences, des menaces, etc. Le prof. Stoyanoff a énuméré, à l'appui de ses accusations, toute une série d'actes de violence commis dans les postes de police, des arrestations arbitraires de conseillers municipaux

et départementaux, etc., et il s'est arrêté plus longuement sur la terreur exercée à Lesnitsa lors des élections — dont nous avons déjà parlé — et a relevé toute une série d'abus pour des intérêts privés. (« Radical » et « Narod » du 11 mars.)

Sous la rubrique « Terreur et Violences » l'« Edinstvo » du 23 mars publie un télégramme de Roussé dans lequel le secrétaire des Syndicats Indépendants d'une part et le Conseil Syndical de l'autre communiquent que la Sûreté Générale en ladite ville a arrêté deux membres d'un syndicat ouvrier parce qu'ils ont tenu une conférence dans la fabrique Jity. Ils protestent contre cet acte arbitraire et demandent la mise en liberté immédiate des détenus.

Dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur, le secrétaire-général des Syndicats Indépendants Mileff proteste contre des actes de violences de la police, qu'il énumère, et rappelle au ministre sa promesse faite au Comité Syndical de mettre une fin aux actes arbitraires de ses organes. (« Novini » du 24 mars.)

La police sévit. — Le député socialiste Petko Tarpanoff a adressé une question au ministre de l'intérieur sur les actions arbitraires du commissaire de police Enu Nicoloff dans le district de Yambol. Tarpanoff voulait parler dans une réunion publique, mais lorsque les paysans étaient réunis pour l'écouter, ledit commissaire de police pénétra dans la salle de réunion, avec ses gendarmes, et fit disperser les assistants. Les paysans indignés ont voulu à tout prix se réunir et entendre l'orateur, mais, sur l'ordre du commissaire de police, les gendarmes chargèrent leurs fusils et, avec des fouets, ils se ruèrent sur les paysans. Ce fut ce digne fonctionnaire de Liapcheff qui le premier commença à distribuer des coups de fouets aux paysans. En présence de cette action inqualifiable de l'autorité publique, le député Tarpanoff, pour éviter une effusion de sang qui ne pourrait manquer de s'ensuivre vu l'indignation de la population révoltée par la brutalité bestiale du commissaire de police, renonça à prononcer son discours. (« Narod » du 18 mars.)

La « Sainte Violence » des fascistes. — Le journal « Svet » de Markham rapporte un fait qui illustre éloquentement le rôle des « facteurs irresponsables » et spécialement celui de l'organisation des fascistes bulgares « Rodna Zachtita ». Après une réunion d'abstinants tenue par un collaborateur dudit journal dans une ville de province et à laquelle assistaient environ 250 personnes, le chef local du « Rodna Zachtita », un officier de réserve, est monté à la tribune et, après avoir attaqué le « Svet » et Markham, il dit : « Nous élèverons des barricades. Bien que nous soyons des chrétiens, nous croyons en des mesures décisives. nous croyons en l'opération, en la Sainte Violence, et nous sommes prêts à nous en servir. Nous dirons à Markham que s'il ne s'en va pas de la Bulgarie, on enverra ses restes dans une valise. » Ce chef fasciste a aussi parlé contre les Juifs, contre les francs-maçons, et il a invité ses camarades à la « Sainte Violence ».

Le chômage. — D'après le rapport du directeur du service social du ministère du commerce et du travail, présenté au Conseil du Travail qui s'était réuni vers la fin du mois écoulé, il y avait en Bulgarie, le 1^{er} janvier 1926 : 387.061 ouvriers, dont 198.000 dans l'agriculture, 97.000 dans l'industrie, 59.000 dans les arts et métiers et 33.000 dans le commerce. Or, un tiers de ces ouvriers sont actuellement sans travail, à savoir : 68.000 dans l'agriculture, 42.000 dans l'industrie, 12.000 dans les arts et métiers, et 7.000 dans le commerce ; soit en tout environ 129.000. Au cours des 8 premiers mois de 1926 ont été licenciés, toujours d'après le même rapport, 29.248 ouvriers de l'industrie.

Ainsi que nous l'avons maintes fois relevé, le nombre des sans-travail augmente tous les jours en Bulgarie, de sorte que les chiffres indiqués par le directeur du service social sont déjà dépassés de beaucoup. Jusqu'à présent le gouvernement déclarait à toute occasion que

le chômage était chose inconnue en Bulgarie. Or, voilà que c'est son fonctionnaire le plus autorisé qui lui oppose le plus catégorique démenti.

Grèce:

Un démenti qui n'est qu'une confirmation. — Dans notre numéro 62 du 15 février dernier nous avons relaté les crimes d'une bande noire « Le Poing Grec ». Analogue aux bandes autonomistes et aux contrebandes serbes opérant en Macédoine sous joug bulgare et en Macédoine sous joug serbe aux ordres des gouvernements de Sofia et de Belgrade, cette bande opère en Macédoine sous joug grec, pour obliger, par la terreur, les Macédoniens autochtones à quitter leurs maisons et champs et à les abandonner aux nouveaux occupants grecs venus de l'Asie Mineure.

La Légation hellénique de notre ville nous a adressé un « démenti ». Elle affirme qu'il n'existe pas en Macédoine une bande intitulée « Poing Grec », ni une organisation terroriste.

En effet, d'après des informations ultérieures, nous apprenons que la terreur systématique en Macédoine dont nous avons parlé est exercée par une bande intitulée non pas « Poing Grec », mais « Poing Macédonien ».

C'est donc le « Poing Macédonien » qui, aux ordres du gouvernement d'Athènes, tue, pille, terrorise la population macédonienne, sous joug grec.

La Légation hellénique dément aussi l'existence d'une organisation terroriste. Mais ces crimes se perpétrent, la terreur est exercée, et d'une façon des plus bestiale. Si ce n'est pas une organisation terroriste qui le fait, c'est donc le gouvernement grec lui-même, directement par ses organes, pour la réalisation de sa politique de chasser les Macédoniens de la Macédoine.

Le « démenti » de la Légation hellénique de l'existence d'une organisation terroriste est donc une confirmation de ce que ces crimes sont perpétrés par les agents mêmes de l'autorité.

Macédoine:

Crimes des agents de l'autorité. — Au mois de février dernier les autorités serbes ont arrêté dans le district de Berovo les paysans Ivan Rouskoff et Ivan Jakimoff du village de Dvoricht en les accusant d'être au service des « comitadjis ». La police, n'ayant toutefois pu trouver à leur charge des faits pouvant mener à leur condamnation, a dû les relâcher. Mais lorsqu'ils se mirent en route pour leur village, elle les fit suivre par des gendarmes qui les assassinèrent devant leurs maisons. Puis les autorités firent répandre le bruit que ces malheureux ont été tués par des « comitadjis ».

La terreur à Skoplje. — Le 27 mars l'organisation ouvrière a convoqué une réunion à laquelle s'étaient rendues une centaine des personnes. A peine l'orateur avait-il commencé à parler que des policiers ont pénétré dans la salle et ont arrêté 34 des assistants. Cette réunion avait pourtant été légalement convoquée et ne devait s'occuper que de questions syndicales.

Les arrestations pleuvent. — A Skoplje, 50 ouvriers ont été arrêtés, dont de dévoués combattants pour la liberté de la Macédoine. Ils sont maltraités et on ne permet pas à leurs proches et parents de les visiter.

Le chômage. — Les ouvriers de tabac à Salonique, Cavalla, Drama, et autres villes de la Macédoine sous joug grec et de la Thrace occidentale continuent à protester contre la loi du 11 juillet 1925 décrétée par Pangalos et par laquelle les spéculateurs, gros-commerçants, etc. peuvent exporter des quantités illimitées de Tabac non manipulé, laissant ainsi sans travail les ouvriers indigènes. Le gouvernement actuel qui a supprimé tous les décrets et lois de Pangalos, n'a pas touché à cette loi, car il est tout au profit des exportateurs et spéculateurs dont les gouvernants grecs d'aujourd'hui sont les représentants.

Roumanie:

Deux mesures ? non, — mais une seule, réactionnaire, oui ! — Le prédicateur adventiste Bauer de Bucarest a été condamné à 1 an de prison pour avoir montré à son auditoire sur une photographie de popes russe sortant ivres d'un cabaret. (« Cuvantul » du 24 mars.)

Le journal fasciste et orthodoxe « Cuvantul » (25 mars) prend note avec satisfaction de la condamnation de Bauer. Mais il proteste que tandis que Bauer est châtié, sur la scène du Théâtre national est représentée une pièce où des religieux sont montrés sous un jour pas tout-à-fait irréprochable.

Le prédicateur sectant Jon Velgos de Cadobesti (Boukovine) a été arrêté, étant surpris en « flagrant délit » de propagande adventiste, et envoyé au Conseil de Guerre à Csernovits. (« Universul » du 31 mars.)

La question de la succession au trône. — La maladie du roi s'aggrave. Le radiologue belge, Sluys, a dû revenir auprès du malade. Quoique leur roi soit encore vivant, les partis politiques sont en pleine lutte. Qui occupera le trône ? Le Conseil de régence (libéral) ou le prince Carol ? Brătianu, qui est l'auteur de l'expulsion de Carol, cherche à garantir à tout prix l'entente avec Averesco contre Carol et contre

quiconque voudra se rallier à ce dernier. Mais Averesco ne paraît pas être un allié sûr. En tout cas l'avenir prochain peut amener des troubles et des conflits sérieux.

Liberté de conscience. — Le pape Vladimir Poliacov du monastère de Reciula a été condamné par le Conseil de Guerre de Kichinev à 1 mois de prison et 1.000 leis d'amende pour avoir célébré l'office d'après l'ancien et non le nouveau calendrier. (« Universul » du 24 mars.)

25% des fonctionnaires de l'Etat seront licenciés. — C'est ainsi que sonne une résolution du Conseil des Ministres signée sur la proposition du général Averesco. (« Cuvantul » du 3 avril.)

Dr Lupu pour un « armistice » entre les partis politiques. — Dans un discours tenu à Csernovits le Dr Lupu a déclaré que le devoir politique est de conclure un armistice entre les partis, pour le bien ... du paysan. (« Aurora » du 6 avril.)

Le pauvre soldat juif. — Le soldat Chaim Leib Segal vient d'être condamné par le Conseil de Guerre de Bucarest à un an de prison pour avoir écrit dans une lettre à ses parents les lignes suivantes : « Je suis battu par tous, et tous me maltraitent parce que je suis Juif. Je reçois la nourriture la plus mauvaise, et les habits les plus déchirés. Après les exercices je suis obligé de nettoyer toutes les latrines de la compagnie, et cela parce que je suis Juif. Je suis l'homme le plus malheureux... ! » (« Agence des Balkans. »)

41 députés votent avec 101 voix. — Au Parlement, le projet de loi sur les Chambres de Travail a été voté avec 101 voix, et dans la salle n'étaient pourtant présents que ... 45 députés. (« Adeverul » du 27 mars.)

Caractéristique pour les mœurs parlementaires de Roumanie.

Un professeur tire contre des étudiants. — Une bande d'étudiants antisémites ayant essayé de pénétrer dans l'Institut d'anatomie de la Faculté de médecine de Jassy où le professeur Rachkano tenait son cours, pour battre et chasser les étudiants non fascistes et pour empêcher le professeur de tenir son cours parce qu'il est aussi non-fasciste, celui-ci a tiré un coup de revolver pour effrayer les assaillants. Ceux-ci se sont dispersés alors, mais se sont vengés sur les vitres et boutiques juives. (« Adeverul » du 2 avril.)

La victime est condamnée, parce qu'elle est juive et que les agresseurs sont antisémites. — Il y a 3 semaines que le petit café du Juif Abramovici de Yassy fut dévasté par une bande d'étudiants fascistes. Aucun des agresseurs n'a été inquiété. Mais la victime, Abramovici, a été traduit devant le tribunal pour avoir frappé un des agresseurs qui dévastait son magasin. Abramovici a été en fait condamné à 1 mois de prison et 10.000 leis amende. (« Lupta » du 2 avril.)

Cimetière juif profané. — Le cimetière juif de Yassy a été pendant la nuit du 28 mars profané évidemment par des antisémites. Plusieurs pierres tombales ont été brisées et salies. (« Adeverul » du 2 avril.)

Yougoslavie:

Persécution contre les syndicats ouvriers. — Dans les derniers jours du mars et au commencement d'avril une nouvelle attaque fut entreprise par la police de Belgrade contre les syndicats révolutionnaires indépendants. Ces nouvelles poursuites devaient être présentées comme étant en relation avec la soi-disant découverte d'une imprimerie « secrète » communiste dans la demeure d'un ouvrier. Il ne s'agit en réalité que d'un multiplicateur. On n'y a trouvé aucun matériel de propagande. L'ouvrier, sa femme et plusieurs autres ouvriers ont été cependant arrêtés et maltraités.

En Vovvodina sévit aussi la terreur contre les syndicats révolutionnaires et ses militants. Pendant les dernières semaines on y a brutalement arrêté 250 ouvriers. Ces arrestations se sont opérées de leurs demeures, pendant la nuit.

Des élections à l'Université de Belgrade. — A l'Université de Belgrade ont lieu chaque année des élections pour l'Association générale des étudiants. En première place vinrent les démocrates avec environ 500 voix, puis les raditchiens, et en troisième place les communistes avec 200 voix. Lors de la publication du résultat des élections à l'Université, beaucoup des curieux s'y étaient rassemblés. La police, pour les disperser, cerna l'Université et arrêta 36 ouvriers, dont le secrétaire des syndicats indépendants Stéfanovitch. Ils furent tous condamnés à 3 jours de prison et ceux qui n'étaient pas domiciliés à Belgrade, aussi à l'expulsion de la ville.

Licenciements en masses des fonctionnaires d'Etat. — De nombreux fonctionnaires d'Etat, en service depuis 10 à 15 ans, viennent d'être jetés sur le pavé sans indemnité ni pension aucune ; car d'après les derniers règlements une pension ne peut être accordée qu'après 15 ans de service.

Les prisons en Bosnie se trouvent dans des conditions terribles, et les détenus communistes et national-révolutionnaires sont soumis à un régime particulièrement insupportable. Kerochevitch, le leader de la grève minière de 1921, condamné à 20 ans de travaux forcés, en est tombé gravement malade.

Le chômage en Bosnie augmente de jour en jour. 350 ouvriers de la construction du tunnel « Ivan Planina » ont été licenciés. A Sarajevo, à Mostar et dans d'autres villes aussi il y eut des licenciements en masse.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

An alle, denen Menschenrecht und Menschenwürde heilige Güter sind!

Das Pariser Komitee gegen den weißen Terror hatte in einem Aufruf die volle Amnestie für die Gefangenen Bulgariens gefordert. Nun hat auch das Wiener Komitee unter obigem Titel nachstehenden Aufruf erlassen:

Ein Hungerstreik von über 2600 politischen Gefangenen in den Kerkern und Zuchthäusern Bulgariens hat von neuem die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit Europas auf dieses kleine Land gelenkt.

Seit dem blutigen Staatsstreich vom 9. Juni 1923, durch den die verfassungsgemäße Regierung gestürzt wurde, waren wir Zeugen eines beispiellosen Abschlachtens des einen Teiles der bulgarischen Bevölkerung durch den anderen. Der Bürgerkrieg mit allen seinen Schrecken raste durch dieses Land, dessen Wunden aus dem unheilvollen Weltkrieg noch kaum geheilt waren.

Während aber die Gefangenen des Weltkrieges überall sofort nach Beendigung desselben heimkehren konnten, leiden die Gefangenen des bereits seit zwei Jahren beendeten bulgarischen Bürgerkrieges noch immer die furchtbare Qual von Zuchthaus und Kerker.

Noch mehr, die Sieger dieses Bürgerkrieges treten die Menschenwürde und das Menschenrecht ihrer Gefangenen mit Füßen, sie lassen die Gefangenen foltern und mißhandeln, verfolgen ihre Angehörigen und verbieten und bestrafen sogar jedwede Unterstützungstätigkeit für dieselben.

Die Demokratische, Nationalliberale, Bauern- und Sozialdemokratische Partei Bulgariens haben nun, unterstützt durch Massenpetitionen aus allen Gebieten des Landes, im Parlament einen Antrag auf allgemeine Amnestie für die politischen Gefangenen eingebracht. Die Regierung des Herrn Liaptscheff hat aber diesen Antrag nicht einmal auf die Tagesordnung des Sobranje setzen lassen.

In ihrer maßlosen Verzweiflung haben daraufhin die politischen Gefangenen der 22 Gefängnisse und Strafanstalten zum letzten Mittel, zum Hungerstreik, gegriffen, haben sie die grauenvollen Martern des langsamen freiwilligen Dahinsterbens auf sich genommen, um durch diesen Akt der Selbstaufopferung — unter ihnen sind Greise und Jugendliche, Mädchen, Kinder und Frauen mit im Gefängnisse geborenen Säuglingen — die Öffentlichkeit der ganzen Welt für ihre Forderung nach einer allgemeinen, sofortigen und bedingungslosen Amnestie aufzurütteln. Das ist ihnen bereits teilweise gelungen.

Im klaren Bewußtsein, daß die Menschlichkeit niemals nur die innere Angelegenheit eines Landes sein kann und daß der Kampf für die Durchsetzung menschheitlicher Ideale keine Einmischung in innere Angelegenheiten darstelle, hat der belgische Außenminister und sozialistische Führer Emile Vandervelde im Völkerbund angesichts der Vertreter aller Staaten der Welt die Forderung nach einer allgemeinen Amnestie für die politischen Gefangenen Bulgariens unterstützt.

In seltener Einmütigkeit hat sich ihm an die Seite gestellt die geistige Elite Frankreichs, Belgiens, Deutschlands, Englands und der Schweiz mit Männern wie Romain Rolland, Henri Barbusse, Victor Margueritte, Léon Jouhaux (Generalsekretär der französischen Gewerkschaften), Frédéric Brunet (Vizepräsident der französischen Kammer), August Forel, Albert Einstein und dem Oberst Wedgwood an der Spitze. Da darf auch Österreich, das in der Kulturwelt ein gewichtiges Wort zu sagen hat, nicht fehlen. Unser Komitee hat den Anfang gemacht, indem es ein von seinem Präsidenten Rudolf Goldscheid unterzeichnetes Einspruchstelegramm an den bulgarischen Ministerpräsidenten Liaptscheff richtete, das auch eine außerordentliche Wirkung auf die bulgarische Öffentlichkeit hatte.

Wir fordern nun die Öffentlichkeit Österreichs, seine Intelligenz und kulturellen Körperschaften auf, sich diesem Schritte anzuschließen und Einspruch zu erheben gegen die bulgarische Schmach, sowie die **Allgemeine und bedingungslose Amnestie für die über 2000 politischen Gefangenen Bulgariens**

zu fordern. Darüber hinausgehend muß aber der Kampf aufgenommen werden für die Schaffung eines zwischenstaatlichen Kultur-

gerichtshofes, der in Zukunft Greuel, wie sie in den von Faschismus, Reaktion und weißem Terror beherrschten Ländern an der Tagesordnung sind, verhindern wird. Die Schuldigen dieser Greuel werden dann für ewige Zeiten an den Schandpfahl der Geschichte gestellt sein.

Wien, im März 1927.

Das Komitee zur Bekämpfung des weißen Terrors auf dem Balkan und in anderen Ländern.

Wir ersuchen um Zusendung von Zustimmungskundgebungen an die Adresse des Sekretariats: Dr. Bruno Schönfeld, Wien, I., Spiegelgasse 11/10.

Die Krise im oikomänischen Kabinett

Tsaldaris geht, Tsaldaris bleibt. — Bald protestiert die Partei der intransigenten Monarchisten gemeinsam mit den Metaxisten gegen das mangelnde Entgegenkommen des Kabinetts in der Frage der Wiedereinstellung der monarchistischen Offiziere, bald gelingt es Kafandaris, die gemäßigten Antivenizelisten zu beschwichtigen und die Festigkeit der Regierung bis auf weiteres aufrechtzuerhalten. In der Frage der Flüchtlinge ist insofern ein neuer Gesichtspunkt aufgetaucht, als man mehr als bisher an eine städtische Ansiedlung derselben denkt. Außerhalb des Weichbildes der Städte sollen sie angesiedelt werden. Wie und unter welchen Bedingungen, ist noch nicht klar. Alle Parteien der Regierungsmehrheit sind bemüht, sich den Flüchtlingen gegenüber als die Retter aus wirtschaftlicher Bedrängnis zu empfehlen, aber dem Blindesten muß wohl klar sein, daß eine Regierung, welche die Handwerker zur Verzweiflung treibt, nicht berufen erscheint, eine so schwere Frage, wie es das Flüchtlingsproblem ist, im Interesse dieser Ärmsten der Armen zu lösen.

Unterdessen baut man weiter an der famosen zweiten Kammer, mit der man vorläufig nichts Rechtes anzufangen weiß. Papanastassiou verteidigt die Existenz eines Senates und eines aus Senatoren zusammengesetzten Staatsgerichtshofes vor allem damit, daß derselbe Massenstimmungen weniger zugänglich wäre. Er hat sicherlich recht. Die monarchistischen Parteien haben von einer dergleichen Institution nichts zu befürchten, und wenn Tsaldaris seine Rolle als „Republikaner auf Kündigung“ mit jener eines monarchistischen Staatsstreichhelden vertauscht, droht ihm von diesem Gerichte wohl keine Gefahr, auch wenn die Venizelisten doch die Majorität behaupten. Alles schwelgt in brüderlichen Versicherungen, und ein intransigent Monarchist, wie Tsitsekis, der bisher ein Gegner des Senates gewesen, erklärt vorausahnend, daß es immerhin besser sei, den Senat als Staatsgerichtshof zu besitzen, als verfassungswidrige Minister vor ein reguläres Geschworenengericht zu stellen, unter dessen zwölf Mitglieder auch ein Kommunist geraten könne! Man trifft bereits nach jeder Richtung hin Vorbereitungen. Die oikomänischen Minister fühlen sich bereits als Angeklagte, die auf mildernde Umstände plaidieren müssen, denn nur so kann man es verstehen, wenn die einen den Senat als pazifistischen Ersatz für ein Kriegsgericht, die anderen als ein Tribunal erachten, das nicht „nach dem Wortlaut des Gesetzes allein“ entscheidet. Die einen erhoffen vom Senat Objektivität, die anderen, daß er ein verlässliches Parteinstrument werde, aber alle miteinander bangen vor der Volksjustiz, selbst in der gemäßigten Form eines regulären Gerichtes, und diese Erwägungen sind maßgebend für das Zustandekommen der Konstitution, der „Charte der Volksrechte“.

Inzwischen einigen sich die Regierungsparteien noch immer von Fall zu Fall über die Mehrbelastung der Bevölkerung, und die Finanzpolitik ist eine rein fiskalische. Verständnislos steht das Parlament den wirtschaftlichen Fragen gegenüber und erschöpft sich in abstrakten Erwägungen über die Formen der Teilung der Gewalten. Soweit praktische Vorschläge erstattet werden, richten sie sich gegen die Arbeiterbewegung, und die Initiativanträge, alle Anhänger der Arbeiterbewegung aus dem Staatsdienst, aus den Universitäten und sogar aus den Schulen zu verdrängen, mahnen an die düstersten Tage des Pangalos-Regimes. Die Regierung denkt in wirtschaftspolitischer Hinsicht nicht im entferntesten daran, auch nur den Versuch zu unternehmen, die Besitzenden zu belasten, eine Hebung der Industrie durch Gewährung von Staatskrediten zu fördern

und gleichzeitig das Wirtschaftsleben des Landes der staatlichen Kontrolle zu unterstellen. Alle echten Liberalen sind davon weit entfernt, sich in solcher Weise „eimmischen“ zu wollen, und auch die antiliberalsten Antivenizelisten sind darin echte Manchesterleute. Eine Industrieanleihe soll aufgenommen werden und im übrigen wird der Versuch fortgesetzt, fremdes Kapital ins Land zu ziehen und so die Überfremdung der griechischen Industrie zu vollenden, die man durch den Power and Traction-Vertrag hoffnungsvoll bekommen hat.

Die Erhöhung des Wohnungszinses nimmt unterdessen seinen Fortgang. Am 31. August 1929 wird für die Kaufmannsgeschäfte, am 31. August 1930 für die Wohnungen der Mieterschutz endgültig aufgehoben. Die Erhöhung des Wohnungszinses wird mit dem gleichen des Mietzinses von 1914 festgesetzt, mit dem 16fachen für die Geschäftslokale. Für Geschäftslokale, die im September 1914 30 Drachmen zahlten, wird der 13fache Mietzins festgesetzt. Diese Bestimmung gilt für Athen und den Piräus. Die Erhöhung wird in acht Raten für die Wohnungen und in sechs Raten für die Geschäftslokale ab 1. April 1927 entrichtet. Handwerker und Gewerbetreibende halten neuerlichen Kriegsrat, und im Parlament werden Interpellationen eingebracht. Hat das zerfallende, in sich uneinige oikomänische Kabinett noch die Macht, gegen den Willen der Massen des Kleinbürgertums, der Arbeiter und der Beamten zu regieren? Sind die kapitalistischen Interessen der Hausbesitzer ein so starkes Band, daß sie Monarchisten und Republikaner, Großkapitalisten und kleine Kaufleute unauflöslich miteinander verbinden? Die außenpolitischen Verhältnisse spitzen sich aber immer mehr zu. Die albanische Krise hat auch Griechenland in seinen Bann gezogen; die hoffnungsvollen Offiziere Zogus studieren an der griechischen Militärakademie, griechische Instrukturen werden zur Ausbildung der albanischen Gendarmerie herangezogen, um auf diese Weise die Anwesenheit italienischer Instrukturen in milderen Licht erscheinen zu lassen. Dennoch hat Michalakopulos eine Erklärung abgegeben, daß er für die Unabhängigkeit Albaniens und für die Parole „den Balkan den Balkanstaaten“ eintrete. Mögen dabei französische und jugoslawische Einflüsse mit im Spiele gewesen sein, auf jeden Fall ist es erfreulich, daß, aus welchen Gründen immer, die griechische Außenpolitik gegen die Vorstöße des italienischen Imperialismus in Balkanangelegenheiten demonstriert. „Den Balkan den Balkanstaaten“, die Monroeoktrin wird endlich einmal ins Balkanische übersetzt. Es ist noch nicht die richtige Parole, denn nicht den Balkanvölkern, nicht den werktätigen Massen des Balkans wird das Entscheidungsrecht über ihre eigenen Angelegenheiten eingeräumt — den herrschenden Schichten der Balkanländer, räuberischen Cliquen, imperialistisch orientierten Lakaien überliefert man das Selbstbestimmungsrecht. Der Balkan ist heute der Kampfboden miteinander rivalisierender imperialistischer Mächtigkeitsgruppen, und die Erklärung Michalakopulos entspringt sicherlich nicht hellenischem Selbstbewußtsein oder interbalkanischer Gesinnung. Dennoch ist diese Erklärung gegen die italienischen Kriegsziele, gegen die bald friedliche, bald kriegerische Durchdringung des Balkans durch die faschistische Vormacht und deren englischen Protektor als Fortschritt zu werten — um so mehr als englisch-italienische Einflüsse auch im oikomänischen Kabinett vorhanden sind. Die richtige Parole, „den Balkan den Balkanvölkern“, kann sich das oikomänische Kabinett nicht zu eigen machen, denn es ist selbst so volksfremd, wie die übrigen Regierungen der Balkanstaaten es sind, und es setzt seine Hoffnung nicht auf die Idee der Verbrüderung der werktätigen Massen des Balkans, sondern auf die Fortsetzung einer würdelosen Außenpolitik im Dienste fremder Imperialisten trotz der sympatischsten Erklärungen.

Melingos

FATA MORGANA

Acht Jahre herrscht im freien Nationalstaate SHS. das willkürliche Regime der nackten Gewalt, die großserbische Bourgeoisie befolgt noch immer die Lehren und Grundsätze ihres unsterblichen Führers Nikola Pašić, der in diesem Nationalitätenstaat nur „die Serben der drei Glaubensbekenntnisse (Konfessionen)“ sah, und der festhielt an der Allmacht des Mythos von Kajmakalan und der Nachwirkungen der Tragödie des Überganges durch Albanien. Diese Ideologie nahmen die Gewalthaber im SHS-Staate als ihre eigene an, und wer nicht — sei es aus Dummheit oder aus Interesse — an der Unbesiegbbarkeit des großen Führers glauben wollte, dem versuchten sie durch Stockhiebe und Kolbenstöße die staatsmännische Weisheit, das „Programm von Bjelina“, zu erklären, nach welchem der SHS-Staat durch die „bleierne Kugel“ geschaffen wurde und keine „Gummikugel“ (Stimmzettel) der freien Willensbildung des stimmberechtigten Volkes an den Grundlagen der großserbischen Hegemonie rütteln können. . . . Diesem Ziele sollte man alle Völker Jugoslawiens gefügig machen, in erster Reihe die Kroaten und Mazedonier, weil bei diesen zwei Völkern der Widerstand gegen das Belgrader Regime der stärkste und ihre innere Zusammengehörig-

keit ungebrochen geblieben war. Der blutige und heldenhafte Widerstand der Mazedonier ist aber der ganzen Welt zu gut bekannt, und er überraschte aufs unangenehmste die Belgrader Satrapen; es handelte sich in erster Reihe um die imperialistischen Bestrebungen, das ganze Wardargebiet und das Territorium, das zum natürlichen Ausgangspunkte Mazedoniens — nach Saloniki — führt, dauernd und sicher zu besetzen. Zu diesem Zwecke sollte man mit allen Mitteln die These aufrechterhalten, daß Mazedonien nicht existiert und daß in „Südserbien“ nur das serbische Volk lebt oder eine formlose Masse, die durch „Erziehung“ sich zum Serbentum bekennt. Schon der Name „Mazedonien“ war bereits ein Staatsverbrechen, und wer zu behaupten wagte, er sei ein Mazedonier, der war nicht seines Lebens sicher. Das Polizei- und das Gendarmeriesystem haben dieses unglückliche Land glücklich gemacht, weil in jedem Ort eine Gendarmeriestation besteht, und das „System“ dachte, daß diese Polizisten und Gendarmen die „Kulturträger“ im besetzten Lande sein würden, so wie das System sie eben brauchte, weil dadurch das System selbst erst ermöglicht wurde. Die zwangsweise durchgeführte Änderung der Namen, die seit Jahrhunderten getragen wurden, das Verbot des Gebrauches der Muttersprache sollten auch äußerlich den Beweis liefern, daß die Gewalthaber das Land gefügig gemacht haben. Korrupte Beamte überfluteten wie schwarze Ratten das ganze Land, und es war eine gar schwere Last, durch Steuergelder auch diese Kolonie zu erhalten. Mit welchem Erfolg die Eroberer in Mazedonien gearbeitet haben, ersieht man aus dem Berichte des Kommandanten der gesamten SHS-Gendarmerie, des Generals Tomić, der erklärt, daß der Gendarmeriedienst in „Südserbien“ ausgezeichnet sei, daß man aber dennoch die Zahl der Stationen (Posten) vermehren müsse.

Mit anderen Mitteln wollte das Regime den Widerstand der Kroaten brechen. Die sentimental politischen Führer der Kroaten aus dem Jahre 1918 feierten mit großer Begeisterung den „Befreiungstag“ und empfingen mit rührender Glückseligkeit die Vertreter des serbischen Heeres und die serbischen Politiker, in der seligen Hoffnung, daß die Ära der Sklaverei für die Kroaten endlich vorbei sei und daß das kroatische Volk nicht mehr nur das Objekt auf dem politischen Schachbrett in den Händen der österreichisch-ungarischen Diplomatie, in der Rechnung der Erhaltung der Großmachtstellung des Habsburgerreiches sei, sondern daß endlich der Zeitpunkt gekommen wäre, da das kroatische Volk ein politisches Subjekt geworden und daß es frei über sein Schicksal entscheiden könne. Die bürgerlichen Politiker und die Intelligenzkreise träumten schon davon, daß das kroatische Volk in die neue Kombination als gleichberechtigtes Mitglied eintreten werde und, seinen kulturellen und ökonomischen Fähigkeiten entsprechend, mit anderen Völkern an dem Ausbau „eines demokratischen, sozialen und fortschrittlichen“ jugoslawischen Staates arbeiten würde. Bald ist die Enttäuschung eingetreten, und den Lesern der „B. F.“ ist wohlbekannt, wie die großserbischen Gewalthaber diese unbegründete Illusion zerstört haben. Sie haben, wie auch in Mazedonien, dasselbe System der Ausbeutung, Grausamkeit und des Terrors angewendet, auch hier waren Stockhiebe und Kolbenstöße als „Kulturerziehungsmittel“ an der Tagesordnung. Aber dies war für das Regime nicht genug. Das entwaffnete kroatische Volk, unter dem Einflusse der pazifistischen Einstellung eines Stefan Radić stehend, dachte nicht an bewaffneten Widerstand, sondern nahm den Grundsatz des „passiven Widerstandes“ an und wich jeder Berührung mit den Vertretern der hegemonistischen Machthaber aus. Darin sah das Regime eine große Gefahr für sich und trachtete, alle politischen, kulturellen und sozialen Institutionen, die die Kroaten besaßen und durch Jahrhunderte gegen alle Feinde und Gegner hartnäckig verteidigten, mit einem Schlage aus der Welt zu schaffen. Das Regime nahm an, daß mit dem Verschwinden der äußeren Merkmale der politischen und nationalen Unabhängigkeit und Freiheit auch der Kampf der Kroaten um ihr Ideal an Stärke verlieren würde. Wenn jene Stützpunkte, in welchen das freie Wort des kroatischen Volkes zum Ausdruck kommt, verschwinden, dann, meinte das Regime, wird auch allmählich der Wunsch nach der Freiheit verschwinden. Zuerst wurde das kroatische Parlament (Sabor) aufgelöst. Seit uralten Zeiten trat diese politische Vertretung zusammen, zuletzt regelmäßig in Zagreb (Agram) am ehrwürdigen Markusplatz, auch zur Zeit, da infolge der türkischen Invasion Kroaten in drei Komitate (Zupanien) zusammenfiel. Im Archiv dieses Parlaments sind alle Protokolle der Parlamentsverhandlungen seit dem 14. Jahrhundert aufbewahrt, aus welchen der Kampf gegen den ungarischen und alt-österreichischen Imperialismus ersichtlich ist und der Gedanke klar zutage tritt, daß „der eine Staat dem anderen die Gesetze nicht vorschreibt“ (Regnum regno non praescribit leges). In diesem Sabor wurde auch in den Zeiten der Verstümmelung der Gedanken an die nationale Einheit und die politische Souveränität des kroatischen Volkes hochgehalten, indem sich der Sabor in allen Beschlüssen als „Rest des Restes eines einst berühmten kroatischen Königreiches“ bezeichnete. Aus vielen Gesetzesartikeln ersieht man, wie der Sabor die geistige und politische Zusammengehörigkeit mit anderen Südslawen

hoch einschätzte. Die Macht des kroatischen Banus entsprach der souveränen Macht des Sabor, weil der Banus die Exekutive in der Hand hatte und der oberste Heerführer war; deswegen verteidigte der Sabor die Institution und die Würde des Banus aufs heftigste gegen die Übergriffe der fremden Monarchen, und so entstand auch der Ausspruch: „Dem Kroaten ist der Banus — der König.“ Neben dem Sabor tagten die kroatischen Komitate (Zupanien, Obergespane) als Lokalselbstverwaltungskörper, in denen das Volk aus diesem staatlichen Teilgebiete sich unabhängig von der Staatsgewalt seine Gesetze mit lokaler Geltung gab, die Beamten wählte und absetzte usw. Als kleinste politische Einheit war die Gemeinde organisiert, und auf die autonome Organisation der Gemeinden war das kroatische Volk besonders stolz. Diese Autonomie verteidigten die Kroaten am eifrigsten, weil ihnen vollkommen klar war, von welcher Bedeutung die freie Gemeinde im Kampfe gegen die autokratischen Bestrebungen der Staatsgewalt sei. Die Grundlage des freien Volkes findet ihre tiefsten Wurzeln in der freien Gemeinde, und das Volk, das die Freiheiten seiner Willensbildung in den kleinsten politischen Gebilden, wie z. B. den Gemeinden, genossen hat, kann nicht auf lange Dauer eine ihm aufgezwungene staatliche Autokratie leicht in Kauf nehmen. Alle politischen Maßnahmen hatten nur den Zweck gehabt, das kroatische Volk ins Herz zu treffen und jede Spur seiner nationalen und politischen Unabhängigkeit zu vernichten. Deswegen wurden sofort nach der „Befreiung“ der kroatische Sabor und die Komitatsversammlungen aufgelöst, und an Stelle der gewählten Gemeindevertretungen wurden Regierungskommissäre eingesetzt, die mit dem Volksvermögen nach dem Belieben ihrer Auftraggeber verfahren. Es sind alle Etappen dieses hegemonistischen Regimes zur Genüge bekannt, das nur ein Ziel vor Augen hatte: das kroatische Volk dahin zu bringen, sich selbst politisch zu vergessen, sich als „ein Stamm des Volkes“ zu bekennen und so die These Nikola Pašić' „von den Serben der drei Konfessionen“ anzunehmen. Trotz aller möglichen Versuche, trotz Ausbeutung und allen möglichen Kontributionen, trotz des Terrors und trotz verbrecherischer Grausamkeit ist der Widerstand des kroatischen Volkes lebendig und unerschütterlich geblieben. Man kann im Gegenteil behaupten, daß gerade dieser barbarische Terror und der kulturlose Unterdrückungsapparat zur Folge hatten, daß sich das kroatische Volk, seiner Eigenart und seiner jetzigen Unterdrückung bewußt, noch energischer zur Wehr setzte — für eine hellere, bessere Zukunft. Dieser energische Widerstand ist bei den Gewalthabern nicht unbemerkt geblieben, und sie haben sich entschlossen, mit einem Schläge zugleich zwei Ziele zu erreichen. Sie wollten einerseits die furchtbare Verantwortung für die desolote Lage, in welche sie die einst blühenden Provinzen und Völker im jetzt befreiten „großen Vaterlande“ gestürzt haben, von sich abzuwälzen suchen. Andererseits wollten die Herrschenden aus politischen Gründen dem Volke Sand in die Augen streuen, ihm eine angebliche Selbstverwaltung geben, in der das Volk auf demokratischer Basis über sein eigenes Schicksal entscheiden und seine politische Reife am besten beweisen könne. Aber wer näher die Struktur dieser Departements und dieser Gebietsversammlungen anschaut, dem wird auf den ersten Blick klar, daß dies alles nur Lug und Trug ist. In einer solchen Organisation besteht kein Zeichen der Selbstverwaltung, in diesen Versammlungen hat der Präfekt (Großzupan) das entscheidende Wort. Gegen den Willen dieses Vertrauensmannes des Ministers des Innern kann nie-

mand auf die Tagung dieser Versammlungen kommen, und kein Beschluß ist ohne seine Bestätigung gültig. Die finanziellen Bestimmungen zeigen noch deutlicher, wie sich die Gewalthaber in Jugoslawien über das Selbstverwaltungsrecht des Volkes lustig machen. Der Zentralismus hat alle Hilfsquellen des Landes beschlagnahmt, der staatliche Fiskus hat die Bevölkerung über die wirtschaftliche Fähigkeit des Volksvermögens hinaus besteuert, um nur den kostspieligen Hof, zahlreiche Generale, ein enormes Heer und den Beamtenapparat zu erhalten. Dasselbe zentralistische Regime hat den Gebietsbehörden und Gebietsversammlungen die Aufgabe gestellt, ihnen für die wichtigsten Lebensinteressen die Sorge überlassen, so z. B. Straßen bauen und ausbessern, Eisenbahnen und Schifffahrtslinien gründen, die Spitäler zu erhalten, für die Volksgesundheit zu sorgen und noch dazu die Landwirtschaft zu heben, die Viehzucht, die Fischerei zu fördern. Wenn man noch bedenkt, daß die Sorge für die Volksbildung und die Erhaltung der Volksschulen in die Kompetenz der Gebietsversammlungen fallen, dann ist das Bild des schamlosen Betrages am Volke vollkommen. Die Regierung hat schon im Oktober 1926 beschlossen, im Jänner 1927 die Departementswahlen auszuschreiben und daß die Gebietsversammlungen am 23. Februar d. J. zusammentreten sollen, trotzdem hat sie für die Finanzierung dieser Selbstverwaltung gar nichts getan. Um die Ironie noch stärker zu betonen, hat sich der Finanzminister Zeit gelassen und erst zehn Tage nach dem Zusammentreten der Versammlungen einzelnen Gebietsversammlungen ein „Darlehen“ in der Höhe von 400.000 bis 800.000 Dinar zukommen lassen, damit diese die wichtigsten Agenden der modernen sozialen und ökonomischen staatlichen Verwaltung auf sich nehmen können.

Die Belgrader Gewalthaber wollten mit solch lächerlichen selbstverwaltenden Einrichtungen einerseits bei den Völkern der SHS-Monarchie die Erinnerung an die eigene politische und ökonomische Unabhängigkeit töten, andererseits die Verantwortung für das wirtschaftliche Zugrundegehen auf die anderen abwälzen. Aber dieser Trick ist den Pratorianern nicht gelungen. Das Volk hat das schlaue Spiel der Machthaber durchschaut, und durch die „Fata Morgana“ dieser Selbstverwaltung schaut es schon das richtige Bild seiner besseren Zukunft. Der Versuch, das Volk durch ein falsches Spiel zu verleiten, sein Ideal zu vergessen, ist kläglich gescheitert. Schon in der ersten Sitzung der Zagreber Gebietsversammlung riefen alle Redner die Erinnerung an den alten kroatischen Sabor wach und gaben ihrer festen Hoffnung Ausdruck, daß das kroatische politische Parlament einmal wieder — frei und unabhängig — zusammentreten werde.

Die überfüllte Galerie verfolgte die Beratungen mit größtem Interesse und akklamierte die Versammlung mit dem begeisterten Ruf: „Es lebe die freie kroatische Republik!“

So ist es dem Regime nicht gelungen, in acht Jahren des Terrors und der grausamen Knechtung die Ideale des kroatischen Volkes zunichte zu machen, und auch diese „Fata Morgana“ der angeblichen Selbstverwaltung wird es nicht täuschen und es nicht von seinem unerschütterlichen Ideal abbringen. Mit Hilfe und unter Mitarbeit der anderen unterdrückten Völker wird auch das kroatische Volk sein Ziel — Republik und Föderation — erreichen.

Krešimir Ivačić

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Politika e Italis, po prishë Ententen e vogel

Ndodhjet balkanike po zhvillohen para syvet t'onë me një shpejtësi të posatëshme. Fuqinat e Mëdhë po çetësohen sot në gadishullin balkanik si ner kohnat ma të bukura para luftes. Italia, Anglia, Franca dalin njena kundra tjeters; keto s'gjejnë një lamë të perbashktë, vehtëm atëherë kuer asht çeshtëja e luftes kundra Rasis sovjetike. Sot per sot, munt të thohet se asht Italia që i kalon të gjithë per aktivitet.

Fletoret konservative angleze (e kjo atitude asht njëjft e çuditëshme per atë që din relacionet personale nermjet t'Austen Cham-

berlainit e Winston Churchill-it në njen anë e të Mussolinit n'anden tjetër) thonë se qeveria e Romes po armatoset me të gjithë shpejtësi e që po përgatitet çiltas per një luftë. Por, krejt atencioni i kabinetit fashist koncentrohet sot në Balkan e n'Orient. Prá, ky ka një sy, a Jugosllavin a por Tyrkin. Porse, mbas së gjithavet, duket se as per tash kerkon m'e humilue Shtetin e Serbëvet, Kroatëvet e Slovenëvet — që n'anë tjetër ka negociue në këto ditë e fundit me Angoren. Një fletore serbe, *Politika*, tuj marrë per basë, fjalët e Fan Nolit, thotë se në prendverë do të kersasë një levizje në Shqypni e shtyme prej Italis, e se Mussolini, tuj akusue Jugosllavin se ajo e kish shkaktoe levizjen, do të perdorte aktin e Tiranës per t'instalue ushtrinë e saja në tokë shqyptare. Jugosllavija s'do të munt të bëtë

ater porse me protestue, dhe do të kersite lufta. Pa dyshim asht vishtr m'e gjetë të verteten nër një mi e sà lajme qì vìn prej Europes Orientale, e shuma e të cillave janë krejt të trillueme. Por do qì të jët imperialismi e borgesisë e e militarismit serb, asht eprap evident se imperialismi e fashismit italian asht shum ma e rrethshme e se kjo një ditë do të dalin prej kufinit të fraseologjis të vëshhtë per të hí mrenda nër akte.

Kuer shofim Mussolinin, qì tuj marr para sysh dhe prishjen e Sovjet, njëf inkorporacionin e Besarabis prej Rumenis, e qì ashtu i ulet presionit të konservatorvet angles, nuk munt të dyshohet se aj nuk ká nër mend no një 'aventurë nër Balkan. Deri ara pak kohe, kuer ish koha e akordevet me kabinetin u Bukureshtit (e duhet dit se ká nermjet të regimit të Bratianit ase Aveku e t'atij të Duce-s mjaft affinitet) Mussolini kish refusue m'e rikthue aktin e 1920^{tes}. Por tash pá prittë pá kujtue, Mussolini e shshkroj ket ratifikacion. Aj pá dyshim do të kët arsynt e tija, e cillat nuk i ká diftue, të cillat nuk ká guzue t'i proklamojnë ara botes, porse këto arsyna, munt t'i kuptojn nieri vehtë, pá rrezik e gabohet. Posë kësaj, projektet e tij janë mjaft të kjarata, kuer Mussolini intrigon në Sofie, per të shtrive Bulgarin, tuj paraqitë identitetin e politikës të mbrendshme të tij me atë të Z. Liapcheff. Ashtu edhe duhet tretë ç'do illusion kuer shofim se Mussolini fëton komte Bethlenin me ardhë në Romë. Ungaria e Horthyt, Italia e Këshishvet të Zeza, Rumenija e Avereskut ase e Mitlenos, Bulgaria e Entente-s Demokratike, janë bá per m'u bashkue. Don nieri të thotë me gëzim qì Jugoslavia e Karageorgjeviç-vet hin edhe ajo në ket serie, porse Jugoslavia në vetvedi asht shëji qì kan vue shitetet të tjerë, të cillët presin të gjith me marr ndoj send prej prishjes s'sajë. Në gjysë të Marcit e n'e nesre të ratifikimit t'aktit të (1920^{tes}) prej Consultes, Aleksandri i Serbis shkoj fill në Bukuresh. Kjo ikje asht spjegue shum a pak gabimisht. Në realitet Aleksandri e shef vehten në rrezik. Aj ká dasht me marrë disá garantí prej Ferdinandit, qì u niste per gadishullin italik. Pá dyshim Aleksandri ká paraqitë se po kje se rrëzohet troni serb, troni rumen do të mbahet shum më i dobtë . . .

Çka gjindet sot në shkatrim asht Ententa e Vogel. Ky kombinacion qì lidhë Jugosllavin, Çehoslovakin, Rumenin e qì lëshon legat e saja deri Poloni, asht sot fare në rrezik. Munt të suposohet se Konferenca qì kjo do të mbajë në Bratislava, do të jët shum e ngjtueme. Kjo Konferencë per të paren herë do të vendosin permblidhet problem: Ententa e Vogel a do t'existojnë ma, a por do të bashkohet fill në musen e archivavet me tjerat konstelacione politike?

Ententa e Vogel ká kenë paraqitë si kryevepra e Z. Benesh, qì shqishta nuk asht kenë çpikësi s'sajë, e qì kish mbiellë një idee të re n'Oksident. Fuqinat qe e perbáshin ententen kishin një interes të perbashkët me mprojtë traktatet qì ishin ç'n'originë gjansija e eksistencës e tyne; Çehoslovakija ish e benefikueme prej traktatave të Saint-Germain e të Trianon; Jugoslavia prej traktatet të Trianon, të Saint-Germain, e të Neuilly; Rumenija kish profitue po prej atyne protokoleve qì kish profitue Çehoslovakija. Ententa e Vogel ish e drejtueme kundra Alemanjes, kundra Hungaris e kundra Bulgaris. Ajo kish prá me vezhgue një horizont europian shum të madh. Në fillim të sajë ajo se kish mendue të Italia. N'anë t'jater Ententa e Vogel nuk ish në kundershimit me Italin, e cilla kish frigë sidomos rekonstitujmin e Empirit Habsburges, kështu pá Italia kish interesa të perbashkta me kancelerit e Prages, të Belgradit e të Bukureshit.

Por sot krejt a gadi krejt çeshtja asht ndryshue. Po kje se politika e Z. Benesh e shtyn shum pak me thye Ententen e Vogel, Jugoslavia ndin një rrezik të madh në krahin oksidental të sajë: ky rrezik, mbas së shtymes së Mussolinit, zhvillohet në Shqypni ashtu dhe në Bulgari. Ky rrezik po báhet per ditë e ma i madh, në sà Rumenija rá në dorë të Duce-s, e qì pá dyshim kuer ká marrë prej tij ratifikimin e Besarabis, do t'i kën dhan dhe disá avantage Mussolinit. Ententa e Vogel gjindet në rrezik serios. Gjith çeshtja rin me dit a thue do të shkatrrohet krejt. Gjithnji ma teper, shifet se vehtem një Federacion Balkanik, një Federacion i popujvet e jo i qeverinavet, do t'a pështojn Balkanin prej konflagracionit qì po duket n'horizont. Porse, në marrëveshje me qeverinat balkanike, Mussolini do t'i kundershtoj me të gjith fuqinat e tija një bashkimit të tillë. Duhet qì punëtarët e bujqët e Balkanit të mendojn e t'organisojen!

Paul Louis

Pas bujes së konfliktit italo-jugoslav

Si e patme parapá në numrin e perparshem të Federacionit Balkanik, buja e konfliktit italo-jugoslav qì pat shkatue pakti i Tiranës filloj m'u fashitë.

Italia de facto do të mbajë gjith ato privilegie të pá-drejta qì pat fitue prej Ahmet Zogut, Jugoslavia e rrethueme gjithkah prej Mussolinit, e egjkueme per dekë prej Anglis, bertet pa ja dá, porse gjindt e saj politik, gjind reacioner të vjeter, nuk do të jën të zott m'e gjetë rrugen e shpetimit, por do të shpnesojn ende me pështue prej dekes, me marrëdhaje miqësore, me Lidhje Kombesh e tjera institute vegla t'Anglis.

Shqyptart duhet të kuptojn se deri sà mos të ndrojn shpirti e fryma në politiken jugoslave, format e premtimet janë pralla dushkut.

Shpirti e fryma në Jugoslavi nuk kan ndrue aspak; minoritetet shqyptare janë si perpara të dhunueme e të dënueme per dekë; ndierzit e premtimevet të mbëdha janë njato qì kan prue Ahmetin në fuqí, qì mbahen me Hamid Bega, Ceno Bega e tjerë bejlerë, po t'asaj klasë e aq të dëmshem si Ahmeti; ndierzit jan njato qì kan dënueme vdekë me mija Kosovarësh, qì i kan dhanë pushken e ndimen Ceno begut per t'i vue priten Bajram Currit.

«Ujku qimen e ndron, por vesin jo» thotë një fjalë e motshme, prá prej këtyne tipavet të klasit të bejlervet e vegla të Jugosllavis, Shqyptarët s'kan se ç'presin, as s'duhet të presin kurgjá.

E se Jugoslavia gjithnji ká shpnesë e vepron mbas methudevete të kalbta të motshme provohet prej fakteve: Rakiç-i, perfaqësuesi i Jugosllavis në Romë hini në marrë-dhanje direkte me Mussolinin; posë kësaj një komision i posatëshem u formue, per të vezhgue ndodhjet qì munt të lejn në çeshtjen shqyptare: ky komision ká ndejen në Belgrad e formohet prej 3 vetësh, prej attaché militair-it t'Anglis, prej atí të Frances e prej një zyrtarit të Legates së Gjermanit.

Dihet para-historia e këtyne marrëdhajeve direkte dhe e formimit të këtyj komisioni: Chamberlain-i kje aj qì qysh në fillim kerkonte qì Jugoslavia e Italia të hishin në marrëdhaje direkte, e qì t'u formote dhe një komision per . . . të rrujtë pagjen e Balkanit e t'Europes.

Se ç'mendon sot Chamberlain-i per pagjen e Balkanit e t'Europes e kan kuptue sot edhe nën-gjyshet!

Incendiarí botnuer, qì dita me ditë dergon ushtar në Kinë, jo per tjetër por per t'i robnueme, pse Kinesët e kuptuen sot e s'donë m'u lanë m'u repë per s'gjallit, prej parasitëvet konservator anglez e botnor, por donë me kenë zott në shpi të vet, — një incendiarë i tillë, s'ká të drejtë me folë ma per pagjë kuer shpirti i tij mendon grabi e luftë per grabi.

E mirë të vim tash te roli qì luejti Chamberlain-i në konfliktin italo-jugoslav; Chamberlain-i kje kumara i paktit të Tiranës në Livorno, ç'at ditë Anglia e detyroj Mussolinin si mercenár në luften çnjerezore-grabitse në Kinë, per ket sherbim mercenari, Chamberlain-i i la Mussolinit dorë të lirë në Balkan.

Shpirti i thatë i kësaj tregti asht ky: Chamberlain-i, përfaqësuesi tipik i imperialismes britanike, per të mprojtjen e kësaj imperialism, do të baj rob të mercenarit të tij, Mussolinit, krejt popujt e Balkanit dhe t'i ven ziarrin Europes!

Dhe Mussolini t'ja filloj punes: organizimi i shpirtëvet t'errta reacionare per të robnueme pokujt e vogjel e per t'i vue nen zgjedhen e imperialismes britanike e botnore.

Pelegrinazhi në Romë filloj: Ahmeti me kllasin e bejlervet u vue ma s'pari në dispozicion të Mussolinit, dhe Mussolini i premtoj qì do t'i mbate në fuqí kundra vullneses së popullit; mandej erdhne të zott e tokavet të Rumanis me camarillen e oborrit mbretnuer, dhe këtyne Mussolini i fali . . . Besarabin, kundra vullneses së popullit; n'e mram erdline Magnatet e Magjaris me begjin Bethlen në krye, edhe këta per marrëdhaje miqësore etjera marrëdhaje!

Tash n'e mram hin dhe Rakiç-i, mbas pressionit t'Anglis, në marrëdhaje direkte me Mussolinin.

Anglia, mbasi e gjikoj Jugosllavin per dekë, e mbasi t'i ká vue rreth e rreth zhelat, veglat e tij, don t'a shterngoj edhe Jugosllavin me páhiri, me hí në frontin mercenár t'Imperialismes britanike.

Jugoslavia, me elementat reacionere qì ká në fuqí nuk asht e zoja të marrin rrugen e shpetimit, pse personat sunduese sot, nuk do të bajnë therori vehten per të miren e popullit jugoslav, kjo do të ndollin aherë kuer populli i Balkanit vehtë t'a marrin fuqin ne dorë.

Jugoslavia, do të rrëhet prap me no një kockë qì do t'i napin Mussolini, (mbas pressionit të Chamberlainit) ner brigjet e visit të Shqypnis.

Luftat nermijet t'elementave reacionere e imperialiste qì bahen nermjet të tyre per të dá plaçken, gjithherë janë per dam të popujvet mbi të cillët báhet plaçka, pse plaçkitesit do si do ma parë bin në godi per plaçken, se m'e lëshue plaçken prej dore të lir.

Prá edhe konflikti italo-jugoslav, fundi i fundit per dam të popullit shqyptar do të jën, populli shqyptar prá as prej Jugosllavis së sotëshme, s'munt të presin asnjë permirsim a shpetim.

Si e páam ma siper, lufta kristalizohet vehtem e vehtem në një luftë klasi: në njen anë Anglia konservative me të gjith mercenar-grabitës, në tjetren anë Rusia Sovjetike, me të gjith popujt e shtypur.

Prá edhe per per priset e popullit shqyptarë zgjidhje tjetër s'ka posë këtyne të dyjavet: a t'a pranojnë m'u ba sherbtoret ma të poshter t'atyne fuqinavet imperialiste qì popullin shqyptarë e kan gjikue me dekë, — a por të bahen priset e librimit të popullit shqyptarë, tuj u bashkue me mijat e mijat e grumbujvet bujq e punetorë, qì jan çue sot kundra imperialismes botnore.

Prísat e popullit shqyptar, s'munt të jën kurr shpirtna-rob e trahthor të popullit të tyne, prá po kje se do të kqyrin të miren e popullit, duhet t'a organizojn, t'a çndrisin e t'a bajn popullin shqyptarë, ushtarin ma të rrebtë kundra fuqivet t'errta e të kalbta t'imperialismes e kapitalismes botnore.

Dedi

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Балканите пред нова опасност от война

Току що избухнал е конфликт между Италия и Югославия. В една нота, отправена до великите сили, италианското фашистко правителство «обръща вниманието» на тия последните върху военните приготовления на югославянското правителство на албанската граница. Тази нота предизвика силния протест на белградския кабинет, който на свой ред обвинява италианското правителство, че подстрекава своя васал Ахмед Зогу към военни приготовления срещу Югославия. И този конфликт продължава вече повече от 15 дни. (Тази статия беше публикувана в миналия брой на Б. Ф., в френския отдел Бел. ред.). В европейската преса беха публикувани най-тревожни съобщения. Правителствените канцеларии на Англия и Франция, па даже и на Германия са в пълен ход. Те търсят средства за да избегнат войната. Те упражняват давление върху югославянското правителство, като му дават всевъзможни съвети на умереност.

Югославянското правителство предложи да се произведе една анкета, която да провери какво е положението около югославяно-албанската граница. При това, то предложи още, щото анкетата да засегне не само Югославия, но и Албания и Италия и да бъде извършена от Обществото на народите, чрез делегати на великите сили; югославянското правителство не е съгласно на анкета, която да се извърши само за Югославия.

Италия от своя страна пак иска една анкета, която да извърши оглед само върху югославянска територия, за да провери обвиненията, които тя изнася против Югославия, обаче тази анкета не трябва да засегне Албания. Италия не се съгласява, щото Обществото на народите или кой и да е друга велика сила да се намесва в един конфликт, избухнал между една велика сила — Италия и една малка държава — Югославия.

В такова състояние се намира конфликта, който избухна преди две седмици и който още продължава.

А в това време, в пресата се публикуват обезпокоителни съобщения, които произхождат от два различни източници. Според едни от тия съобщения, в Югославия, по албанската граница, били концентрирани въоръжени банди, които били готови всеки момент да нахлуят в Албания; освен това били концентрирани военни сили по протежение на цялата итало-югославянска граница. Други съобщения гласят, че италиански военни параходи разтоварвали оръжие, муниции, камioni и пр. в албанските пристанища Дурацо и Валона, че аеропланни ескадри летели над Албания, че военни влакове с муниции се движели към Триест и Фиуме, че Ахмед Зогу свикал под знамената запаса и се готвил да върви срещу Югославия.

А в същото време, всеко едно от тия правителства бърза да заяви, че е горещ привърженик на мира на Балканите.

Ние не сме в положение да знаем, до колко тия съобщения отговарят на истината. Ние искаме само да изтъкнем, кои са тенденциите на Мусолиновата политика на Балканите, както и тия на белградското правителство. Ние искаме да посочим, до колко опасностите от една нова война на Балканите са се увеличили.

Известни са аспирациите на бившата австро-унгарска монархия на Балканите. След общата европейска война, Италия се стреми да заеме нейното место. Главния италиански прицел е завладяването на Адриатическото море, т. е., да превърне това море в едно големо италианско езеро. През 1920 г., италианското правителство искаше да се настани в южна Албания, като окупира Валона, но неговите войски беха изгонени от там от албанците. Дълго време след световната война, различията между италианското и югославянското правителства продължаваха да съществуват; те съществуват и сега. Римския договор от 1924 г. само привидно ги изглади: Фиуме и Зара се предадоха на Италия, а далматинския брег заедно с пристанището Барош — на Югославия. Една година по-късно, между тия две държави беше сключен Нептунския договор, който предизвика протестите на хърватите, словенците и далматинците. Тоя договор и днес още не е гласуван от белградския парламент.

Югославия, тласкана от сръбския империализъм, се стараше да простре своята власт и влияние на юг и юго-запад

на Балканите. Известни са разногласията между Югославия и Гърция за свободната югославянска зона в Солун, за ж. п. линия Гевгели—Солун и за «славянските» малцинства (чети, българи). Тия различия и сега още съществуват. Доказателство за това е, че сключения между Пангалос и Белград договор още не е ратифициран.

Що се отнася до аспирациите на Югославия в Албания, ние имаме поучителния опит от декември 1924 г. Знае се, как Ахмед Зогу, при моралната и материална подкрепа на белградското правителство, въоръжи на югославянска територия своите банди, командувани от сръбски и врангелистки офицери и как той събори демократическото правителство на Фан Ноли. В Белград мислеха, че веднаж Ахмед Зогу настанен на власт, Югославия ще стане пълна господарка на Албания. Наистина, за известно време, югославянското правителство се считаше в Албания като у дома си. Но, лека по-лека, влиянието на Мусолини надви и Ахмед Зогу обхрна гръб на югославянското правителство и се хвърли в обятията на дучето. Той предаде своята страна изцяло в лапите на италианския империализъм. Той предостави на италианските капиталисти безброй концесии за петрол, разни минерали и пр. Мусолини разреши на Ахмед Зогу сключването на един заем от 50 милиона зл. фр., и преди още заема да се получи, албанското правителство трябва да плаща лихви и амортизации; още първата година, то плати сумата от 8 милиона зл. фр. Основа се една «Албанска Национална Банка», половината от капитала на която беше на италиански капиталисти. Италия получи концесии за постройката на шосета, пристанища, стратегически ж. п. линии, пътища и пр. Албания се превърна в един италиански пазар — $\frac{3}{4}$ от нейната външна търговия се извършва с Италия —, тя се отзова в пълна економическа зависимост от Италия. След нейното економическо заробване дойде нейното политическо подчинение. Италианското правителство използвава вълненията през ноември м. г. и наложи на Ахмед Зогу пакт «за приятелство». Днес, Албания е една обикновена колония на Мусолини.

Ние много пъти сме изтъквали до сега, каква опасност представлява този пакт за всички балкански народи.

Италия успе да привлече също тъй на своя страна и другите балкански държави.

Гърция е всецело под италианско влияние още от времето на Пангалос.

България се намира в същото положение, особено след посещенията в София на специалния пратеник на Мусолини, Бастианини и това в Рим на Молов, Буров и палача Вълков.

Ромъния е всецело в властта на фашистка Италия. Мусолини й отпусна, при много тежки и унижителни условия, един заем от 200 милиона лири и получи петролни и други концесии. Той изпрати в Ромъния началника на италианския генерален щаб за да увери ромънската олигархия в подкрепата на Мусолинова Италия. Най-сетне, той сключи, миналата година и един договор «за приятелство» с Авереско и ратифицира неотдавна сключения през 1920 г. договор за анексията на Бесарабия към Ромъния.

И сега, при това състояние на итало-югославянския конфликт, Мусолини приготвя договор — винаги «за приятелство» — с Унгария на Хорти.

Ето как италианското правителство готви завладяването на Балкана, където то поддържа фашистките правителства и използва богатствата му в полза на италианския империализъм, където той простира и разширява още повече своето политическо влияние, с оглед на по-далечни намерения — против Турция и Съветския Съюз.

Италианската политика стана още по-агресивна, особено след като Мусолини се срещна с Чемберлен в Ливорно. Английския империализъм развива всички свои сили за да мобилизира черните сили на реакцията против Съветския Съюз. Италия на Мусолини върви по заповедите на Чемберлен и Чърчил (Помнят се още симпатиите, които той последния прояви по отношение на фашисткия режим, през време на неговото неотдавнашно посещение в Рим).

Сегашния конфликт на Балканите не ще се разрази, за сега, може би, в една нова война — той е, може би, едно обикновено средство на английското правителство да привлече на своя страна югославянското правителство, за да изгони от Югославия френското влияние. В подкрепа на това предполо-

жоние, нека подчертаем, че всички представители на югославянските партии в парламента се изказаха за едно облизване на Англия и пожелаха, щото конфликта да бъде уреден от тая сила.

От всичко което изтъкнахме до сега става за лишен път явно, че Балканите са едно огнище на пожари, че положението там е не само несигурно, но то е такъво, че всекога може да избухне война: италиански империализъм е, който с подкрепата на английски империализъм, подготвя войната.

Балканите винаги са били огнище на пожари. Особено след подписването и прилагането на «мирните» договори в Версайл, Трианон и Нийои, експлозивите станаха още по-опасни. Днес там има още по-големи причини за недоволство, още по-разюздана експлоатация, откозкото преди балканската война. Нови хегемонии потискат не само старите национални малцинства, но също тъй и нови, които изкуствено се създаваха. Недоволството на балканските народи против режимите, които там свирепствуват, е извънредно големо. Чашата на търпението у тия народи прелива. Те са потискат както от своите правителства, така и от чужди на тех правителства. Това потисничество се удобрява и поддържа от империалистическите и фашистски правителства на Англия и Италия. Една нова балканска война ще коштува кръвта на стотици хиляди балкански работници и селяни; тя ще донесе пълното разорение на техните страни и резултата от нея ще бъде пак робство, но едно робство още по-големо от това, което те сега търпят.

Съживяването на италиански империализъм на Балканите означава окончателното заробване на балканските народи, които

тогава ще трябва да се борят против една много по-голема сила от тая на сегашните техни правителства.

Балканските народи трябва да се борят с всички свои сили, те трябва да се противопоставят с целата своя енергия на една война. Те не трябва да взимат страна в борбата на двата империализма. Те нема какво да избират между империализма на Мусолини-Чемберлен и този на пансръбската олигархия или на другите балкански диктатури. Всички тия вампири са заклетии врагове на балканските народи и преди всичко на трудящите се маси. Треба да се поведе една ожесточена борба, с един небивал ентузиазъм и жар, против сегашните балкански правителства и против империализма на великите сили. И тази борба не трябва да спре, до като не се реализира идеала на тия народи: правото сами да разполагат с своята съдба и да се федерират в една Балканска Република, която единичка ще бъде в състояние да се противопостави ефикасно на завоевателната политика и на алчния за облаги империализъм на великите сили.

Нашата задача ще бъде постоянно да осветляваме тия народи върху истинското положение на Балканите и върху ролята, която всички балкански правителства играят там, и които се поддържат от европейските империалисти; нашата задача ще бъде още да осуетим намеренията на тия последните и да тлакаме тия народи към организация и обща борба, с обединени сили, против унитетелите. Днес повече от всеки други път спасението на балканските народи е в Балканската Федерация.

Д. Вл.

Трагедията на македонските бежанци

Македонското народно студентско дружество в Виена, в което участва най-сжзнателната част от македонската интелигенция тук, е отправило едно изложение до прогресивното обществено мнение и до борческите народни маси в Европа и на Балканите, в което излага обстойно трагичното положение, в което от години масам се намират македонските бежанци; то посочва на отговорностите на балканските правителства и техните кривители — ръководителите на Обществото на народите, за това техно положение, издига глас на протест срещу играта с съдбата на неколкото стотини хилядна македонска бежанска маса в България и апелира за подкрепа. Ние даваме с удоволствие място на това изложение, един екземпляр от което се получи в редакцията на Балканска Федерация.

Ред.

Многостранна е трагедията на македонския народ. След като тридесет години води неравна и кървава борба за освобождение и сносен живот, в която даде хиляди и хиляди жертви; след като неговата страна бе театър на три страшни войни, които опустошиха цветущи селища и погълнаха маса човешки живота; след като той бе оставен под тиранията на новите поробители на Македония — несравнено по-варварска от тази на султан Абдул Хаида — сега той изпитва може би най-страшния дел от своята печална съдба: с куршум и огън македонското население от южна Македония се изпъжда от своите родни огнища и изхвърля в чужди страни, където умира от глад и мизерия.

Ето историята на тази трагедия:

След подписването на Нийокия договор, който наметна на македонския народ новия робски режим, между правителствата на Гърция и България, под давлението на великите сили, предимно Англия, бе сключена една «Конвенция за доброволно изселване» на българите од Македония и Тракия и гърците од България. По-късно също подобна конвенция бе сключена между Гърция и Турция за размена на съответните населениа. По конвенцията, тази размена на населениата трябваше да бъде доброволна, т. е. ще се изселат само ония, които сами пожелаат това. Обаче, какво стана? Отделните държави, изхождайки от своите грабителски интереси, почнаха с всички брутални средства да принуждават неприятно и неудобно тем население да напусне своите домове и да се изселва зад граница. Поставиха се в ход всички насилнически прийоми: убийства, изтезания, опожарявания, заплашвания и пр. Гръцките власти устройа в Търлис, Ливадиче, Лерин и др. човешки касапници: само в първото селище паднаха убити 17 души селяни. Българските власти употребиха също куршума срещу гръцкото население в България: убийства на гръци станаха в Станимака, с. Воден, Варна, Пловдив, Айтос и др. Въобще, с всички инквизиционни и варварски средства, населението се принуждава да напусне своите родни селища, да остава всичко мило и драго и като от огън да бега и спасява живот. И днес в България, само като последица от тази конвенция, има 50.000 бежански семейства. Като се прибави това число към бежанците от двете войни, общата цифра на бежанците в България надминава 300.000 души. Неколко хиляди семейства македонски турци, по силата на конвенцията

между Турция и Гърция в 1922 г., беха изпъдени и изпратени в Мала Азия. Около 5.000 души македонски аромъни беха прехвърлени в Ромъния и настанени в Добруджа. Обаче, какъв срам! Целия тоя ужас не задоволи Обществото на народите и неговите заповедници. През декемврийската сесия на 1926 г. г. Чемберлен изказа недоволството си, че изселването и ликвидането на македонското население не се вършило с достатъчна бързина и експедитивност!... Разбира се, делегатите на гръцкото и българско правителства заявиха, че те ще направят всичко възможно за да се приключи този въпрос и г. Чемберлен да бъде доволен.

От години насам се върши ликвидацията на бежанските имоти, оставени в техните родни места. От неколко години съществуват разни комисии и подкомисии, членове на които са чужденци и партизани на правителствата в Атина и София. В сжщност, до сега те не са свършили што една пета од предстоящата им работа. Те само получават чудовищни заплати и живеят на широко, а бежанците непрестанно измират. Така, според официални сведения, до средата на 1926 г. тия комисии и подкомисии са ликвидирали имоти за осем милиона лева и то само на ония изселници, които притежават чифлици, а са изразходвали — осемдесет милиона лева само за сметка на българската държава! За да се види къде отиват тези грамадни средства, ние ще споменем, че членовете на последната подкомисия получават по 35 англ. лири месечно, без пътни пари; Корф и Роберт, комисари на Обществото на народите, получават 200 англ. лири, също тъй без пътни пари, които поглъщат грамадни суми.

Какво е положението на тези грамадни македонски бежански маси в България? То е отчаяно, повече от отчаяно. През 1924 г. Вандервелд при вида на безподобната картина на бежанската мизерия, наподобиха техното положение с деветия кръг на Дантевия ад. Делегата на Международния червен кръст Крамер, при своята обиколка в България през 1925 г., каза, че бежанците се намират в нощите на «белата смърт», че в някои селища 50 и 60% са вече измрели, а и постоянно измират. Такива свидетелства на незаинтересувани чужденци има много. Пък и софийската преса и днес, 8 години след подписването на престъпната конвенция, се пълнят с пожъртителни подробности за отчаяното положение на бежанците, голема част от тех живущи още по гари, бараки, обори и пр.

Какво направи българското правителство за да облекчи съдбата на своите жертви, какво направи то за жертвите на своята досегашна политика? Правителството на Стамболийски отпусна 150 милиона лева. То даде на голема част од бежанците, особено на тия в Пелричкия окръг, и по едно парче земя за временно обзавеждане. Това бе малко, това бе нищо в сравнение с истинските нужди на бежанците. Обаче правителствата од 9 юни 1923 г. насам не само не отпуснаха никакви парични средства, но и отнеха голема част от оная земя, която бе дадена од Стамболийски. Сега тепърва ще разорават мери и разни пущинаци, на които ще се настаняват бежанците, когато

готовите ниви, обработвани от бежанците, се повръщат на големите землевладелци.

Правителството на Цанков и това на Ляпчев прогледнаха света, че нямат средства да помогнат на бежанците. Те искаха заем. Обществото на народите разреши заема. Една част от него е вече на разположение на българското правителство. Обаче, какъв е тоя заем? Условието при които той бе сключен, са тежки. Те затегат още повече економическия ярем на страната и тая на бежанците. Но най-престъпното е, че, разрешавайки заема, Обществото на народите е целило да ликвидира с македонския въпрос. Този заем е купуване на души: В чл. 4 от протокола на О. Н. за заема се казва, че средства от него ще се дават само на ония бежанци, които дадат декларация, че стават български поданици и за винаги ще се считат само като такива. Това значи, македонците да се откажат от своите родни места, да се простят с своите огнища за некакви си 20—30.000 лева, които те ще повърнат с 8 и половина лихва от горе. Това значи, никой вече да не смее да говори за Македония, за македонския въпрос. Заема цели да тури край на борбите за освобождение на един народ, който 30 години пролива кръвта си за да види своята страна свободна и независима. Ето така «помага» Обществото на народите на македонските бежанци, от която «помощ» най-много са доволни тираните и враговете на Македония. Но не е само това. От заема нема да се ползват градските бежанци и онези, които са настанени по граничните зони до 50 км. откъм Югославия, Румъния и Гърция. А това ще рече, половината от бежанците да не получат нищо от средствата на заема. Но има нещо още по-страшно. Сега предстои преместването на около 2000 семейства от граничните места към центъра на страната. А това значи нова сгъсия, нови нещастия за две хиляди семейства, които до сега кое-как са могли да се наредят. Това се прави също с цел да се обезвредят македонците за поробителите на Македония, те да бъдат по-далече от своята родина и по такъв начин по-скоро да забравят своята земя.

Но, даже и при това положение, колко от средствата на заема ще се дадат на бежанците? На 27 февруари т. г. министър-председателя Ляпчев заяви в камарата, че от общата сума на заема, с която България е задължена и която е около 2 и половина мил. лева, само 1'2 милиарда лева ще се изразходват за нужди около настаняването, а останалата сума отива за изплащане стари държавни дългове, покриване разходите по заема и други държавни нужди. За да бъде картината ясна, трябва да се прибави, че с средствата на заема правителството

ще вербува измежду бежанците свои партизани. Това вече почнало да става. А за да върви успешно тази акция, правителството назначи своите околийски началници — най-добрите правителствени партизани при всеки режим — за председатели на местните комисии по настаняването. Това е върха на престъплението спрямо нещастните бежанци.

Обаче, едно се забравя. Македонския народ, македонските бежанци не само не са си дали съгласието за нито една от тези търговски сделки с техната съдба, но винаги са протестирали, а и демонстративно заявяват, че те осъждат вечните конвенции и безсрамни пазарлъци, че те остават верни на своите идеали: да се завърнат в своите родни огнища и тая да живеят като свободни хора в една свободна държава. Македонския народ и бежанци знаят още, че нито българското правителство, нито Обществото на народите не ще им помогнат защото техната задача не е да помагат, а да потискат и да грабят чужди и свои народи. Затова те имат една традиция която ги учи как да се справят с народното зло — тази традиция е революционната борба за отхвърляне всека тирании и всички насилнически конвенции. Това е осъществяването на идеала за независима Македония и Балканска Федерация.

Ние македонските студенти в Виена, синове на този измъчен народ, повечето от които сами изпитваме нерадостната бежанска съдба, правейки това изложение за положението на македонските бежанци, обръщаме се към всички културни хора, към прогресивното обществено мнение, към борческите народни маси в Европа и на Балканите и ги зовем, в името на човешката, в името на солидарността между всички потиснати и онеправдани, да помогнат на нещастните бежанци и на измъчения македонски народ, като упражнят своето мощно давление върху всички отговорни институти и лица, за да престане варварското третиране на бежанците, да престане тази срамна търговия с живи души и в действителност да се разреши бежанската проблема. А това ще стане, когато същите тези фактори на международното прогресивно обществено мнение дадат своята мощна подкрепа на борбите на македонския народ за независима Македония и Балканска Федерация.

Македонско Народно Студентско Дружество в Виена

Пред парламентарни избори в България

Законодателния период на Цанково-Ляпчевия парламент изтича в края на м. март. При все това обаче, последната сесия от тоя период бе продължена до 14 април. Предполага се, че към тая дата тя ще бъде закрыта. Правителството на Ляпчев се готви да произведе новите избори. Но по коя система? Пред общия вик на целата опозиция, да се измени сегашната система — а тя е пропорционална система по околии, което е почти равносилно на мажоритарната система —, която облагодетелствува правителствените партии, правителството Ляпчев се опита да извърши една маневра.

Знае се, че в 1923 г. покойния Стамболийски беше изменил стария изборителен закон, — на базата на пропорционалната изборна система по окръзи, за да добие едно по-стабилно болшинство в парламента. На времето, това изменение на изборителния закон предизвика протестите на всички политически партии от опозицията, включително и тия на комунистите и социал-демократите; имаше и земеделци, които беха против това изменение. Тогава, днешните лидери на Демократическия съговор: Ляпчев, Фаденхехт, Тодоров и др., даже и народняците, викаха до небето, че това изменение е едно посегателство на народната воля. В Събранието те гласуваха против проекта на правителството Стамболийски за изменението на изборителния закон.

Но, след като извършиха преврата от 9 юни и взеха властта, лидерите на днешната правителствена партия скоро забравиха всичко онова, което искаха до тогава и няколко месеци след преврата произведоха законодателните избори по закона на Стамболийски.

Сегашната опозиция продължи да иска, както това правеше и по-рано, премахването на изменението от Стамболийски закон и възстановяването на стария изборителен закон. Обаче Ляпчев и неговите приятели беха и продължават да са против стария закон, защото, да произведат избори по този закон — това би означавало да изгубят властта.

Избори трябва да се произведат. Нали сегашните български управници са привърженици на «конституционния» режим? Нали те развиват грамадни усилия за да се представят пред българското и чуждо обществено мнение като «конституционно» правителство, като най-горещи привърженици на

«парламентаризма»? За целта те прибегнаха към една маневра. Те поискаха да се представят пред българското обществено мнение, че не са се отказали от старото свое гледище, а именно, че те са за изменение на въведения от Стамболийски изборителен закон. Но как да направят това, как да се измени закона, че винаги да имат болшинство в парламента? Тук те прибегнаха до една хитрост.

Ляпчев заяви, че той е партизанин на изменението на изборителния закон, за да се дало възможност на «средните» партии да имат свои представители в парламента; но за да направи тия изменения той държел на предварителното съгласие на легалната опозиция. Той натовари един от социалистическите ренегати в Демократическия съговор — тая партия впрочем е много богата в това отношение — депутата Цоньо Брашлянов да изработи проект за изменение на изборителния закон. Този господин приготвил своя проект.

Според тоя проект, който преследва преди всичко целта да осигури на правителствената партия болшинството в парламента, а същевременно да нанесе силен удар на земеделския съюз и на блока на трудящите се, и да попречи на изборните коалиции на опозицията, изборния делител става по-голям и се въвежда окръжен делител. По този начин, тъй наречените средни партии, като демократическата, национал-либералната радикалната и социалистическата ще имат по няколко представители в парламента, за сметка на земеделския съюз и блока на труда. Господин Брашлянов признава, с един цинизм достоен за един ренегат, каква цел преследва с своя проект. Той даже публикува, в органа на правителството, статистически таблици върху последните избори, от които се вижда ясно, че при изменението, които той предлага в изборителния закон, много от мандатите, които беха взети от земеделския съюз, ще се дадат на средните партии — демократи и други. Брашлянов открито заяви, че неговия проект е насочен против земеделския съюз.

От това изменение на изборителния закон правителството нищо не ще изгуби. Пропорционалната система по околии, която съставлява основата на сегашния изборителен закон, остава в сила. Правителствената зестра, т. е. гласовете, които всеко правителство в България получава от турското население, ще останат пак за него и там където опозицията е силна, правителството ще употреби известните до сега насилнически мерки: сплашване, арести, побои, убийства и пр., за да нанесе удар на своите противници. Така, с изменението, които проек-

тира в избирателния закон, правителството смета, че ще може да получи болшинство в парламента и да отслабне земеделската и трудова опозиция, като се дадат мандати от нея на средните опозиционни партии.

Както споменахме и по-горе, без предварителното одобрение на опозицията, правителството не щело да представи изработения законопроект в събранието за гласуване. И това е то, което ние наричаме правителствена маневра. Защото чрез този проект правителството съвсем нема намерение да измени съществуващата избирателна система; то се стреми само да овладее и заблуди общественото мнение.

За съжаление, някои от опозиционните водители и на първо място социал-демократическите, се хванаха на въдицата, която Ляпчев беше хвърлил. Представителите на тази партия заявиха, че те са партизани на изменението на съществуващия избирателен закон, че те искат възстановяването на стария закон, но, ако това не е възможно, те са готови да одобряват всяко едно изменение на сегашния избирателен закон. Представителите на буржуазните опозиционни партии се показаха в случая по-далновидни от социал-демократите. Те на време схванаха маневрата на Ляпчева и отказаха предварително да се произнесат върху неговото предложение; те заявиха, че ще си кажат думата по това последното, когато проекта на Брешлянов бъде внесен на разискване в Народното събрание. В последния момент, социал-демократите също тъй видяха капана, който им беше устроил Ляпчев, и се покопиха. Те се обявиха партизани за пълното възстановяване на старата избирателна система.

Перфидната маневра на правителството Ляпчев беше разкрита най-напред от земеделците и от блока на работниците, особено от работническата партия. Тази последната, след като демаскира вероломния план на Ляпчева, отправи един апел до всички партии и групи, които включват в себе си работнически елементи, а именно: земеделския съюз, занаятчийската и социал-демократическата партии и други и ги предупреди да не се улавят на въдицата, която правителството им пушта; едновременно с това, тя направи формално предложение до споменатите по-горе партии да започнат преговори за създаването на един блок на труда.

Така, маневрата на Ляпчев беше демаскирана и бъдещите парламентарни избори в България, които ще станат, както се говори, през м. май т. г., ще се произведат по избирателната

система, която сега е в сила. Ляпчев не можа да си послужи с опозицията, като с инструмент за своите машинации.

Но кое правителство ще произведе новите избори? За Ляпчев и за хората от Демократическия съговор такъв въпрос, разбира се, не съществува. Тези господа се считат за «законно» правителство и като такъво, те искат да произведат тези избори. Обаче този въпрос е толкова много важен, че даже вестниците на легалната опозиция не го отминават мълком. Органа на г. Костурков се провиква: «да се произведат законодателните избори от Демократическия съговор, това значи да се извърши провокация към целия български народ.» Това ще бъде цела комедия, това означава да продължи режима на терора.

Требва да се даде на българския народ възможност да изрази свободно своята воля и да каже какво правителство той иска. Най-важното условие обаче, единственото условие, за да може той свободно да се изкаже е, да се махне правителството на Ляпчев.

Въпроса за предстоящите избори е тесно свързан с този за отеглянето на правителството Ляпчев и заменяването му с един временен кабинет, с участието на представители на работническите организации, който ще може да даде всичките гаранции, че изборите ще се произведат свободно, без насилие.

На опита на Ляпчев, неговото правителство да произведе изборите, на неговия перфиден проект да въведе в заблуждение българското и чуждо общественото мнение върху характера на неговото правителство, трябва да се отговори с една още по-смела борба за сгромоляването на това правителство на терор и насилие и за установяването на една нова власт, при която ще може българския народ свободно да каже своята дума. Ако една такъва нова власт произведе изборите, нема никакво съмнение, че представителите на трудящите се маси, които съставляват 90% от населението на страната, ще образуват болшинството в парламента и тогава властта ще се поеме от едно народно правителство, което ще може да води страната към пълно умиротворение.

Борбата против правителството Ляпчев трябва да се засили. Трябва постоянно да се разкриват и демаскират целите, които тази банда от потисници и убийци преследва. Ние, от наша страна, ще подкрепим с всички свои сили борбата на българския народ против кървавата диктатура.

Г. Казановски

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Balkan u ponovnoj ratnoj opasnosti

Između Italije i Jugoslavije nastao je ponovno sukob. U noti, upravljenom velikim silama, talijanska je fašistička vlada „skrenula pažnju“ ovih na ratne pripreme jugoslavanske vlade na albanskoj granici. Ta je nota izazvala odlučni protest beogradskog kabineta, koji opet sa svoje strane optužuje talijansku vladu, da je nagovorila svog vazala Ahmed Zogu na ratne spremne proti Jugoslavije. Ovaj sukob traje već više od petnaest dana. U evropskoj štampi osvanuše veoma alarmanantne vijesti. Stupiše u akciju kabineti Pariza, Londona, pa i Berlina. Traži se način, da se izbjegne rat. Vrši se pritisak na jugoslavensku vladu i savjetuje joj se umjerenost.

Jugoslavenska je vlada predložila, da jedna anketa utvrdi sve, što se događa na jugoslavensko-albanskoj granici, da se ta anketa ograniči samo na Jugoslaviju i Albaniju, nego da obuhvati i Italiju i da tu anketu provede Društvo Naroda preko izaslanika velikih sila. Jugoslavenska vlada ne pritvaća, da se ta anketa provede jednostrano i da se ograniči samo na Jugoslaviju.

Italija sa svoje strane traži anketu velikih sila samo na jugoslavenskom teritoriju, da se tako utvrde optužbe, koje je ona podigla proti Jugoslaviji, ali ta anketa ne smije obuhvatiti Albaniju. Italija ne prihvaća, da Društvo Naroda, niti bilo koja velika sila posrednje u konfliktu između jedne velike vlasti (Italija) i jedne male vlasti (Jugoslavija). Takav je sukob, koji je izbio ima dvije sedmice i traje još uvijek.

Medjutim je štampa objavila uznemiravajuće vijesti i ove nose dva različita biljege. Po nekim ovim vijestima, bile su u Jugoslaviji na albanskoj granici sakupljene oružane čete, svaki čas spremne, da prođu u Albaniju, a na čitavoj talijansko-jugoslavenskoj i albansko-

talijanskoj granici koncentrirani jaki odredi vojske. Druge vijesti tvrde, da su talijanske ladje iskrcale municiju, automobile u albanskoj luci Draču i Valoni, da eskadre aeroplana kruže nad Albanijom, da se vagoni municije upućuju preko Trsta, Rijeke, da je Ahmed Zogu pozvao rezervu i da se sprema, da upadne u Jugoslaviju.

U isti čas obadve vlade svečano izjavljuju, da najživlje žele održanje mira na Balkanu.

Mi nismo u stanju, da ispitamo, u koliko su osnovane ove vijesti. Mi hoćemo da ovdje istaknemo težnje, koje imaju na Balkanu Mussolinijeva politika i ona beogradske vlade i hoćemo, da pokažemo, u koliko je tim oživjela opasnost rata na balkanskom poluotoku.

Dovoljno su poznati pogledi, koje je slijedila politika stare austro-ugarske monarhije na Balkanu. Poslije svjetskog rata Italija hoće da zauzme mjesto dvojnog carstva. Glavna je talijanska želja: potpuno gospodarenje na Jadranom t. j. pretvoriti ovo more u unutrašnji talijanski zaljev. Talijanska je vlada htjela, da još 1920 g. okupira južnu Albaniju zauzevši Valonu — ali Albanci izbacise njene trupe. Dugo poslije rata postojahu razmirice između talijanske i jugoslavenske vlade i još postoje, te rimski pakt u 1924 g. samo ih je prividno riješio: Rijeka i Zadar bili su dosudjeni Italiji, a dalmatinska obala i luka Baroš Jugoslaviji. Godinu dana kašnje zaključise obe države jedan ugovor u Nettunu — ugovor, koji je izazvao proteste Hrvata i Slovenaca i koji nije dosada ratifikovan od beogradskog parlamenta.

Jugoslavija, u kojoj gospodari srpski imperijalizam, nastojala je sa svoje strane, da proširi svoju moć i svoj upliv na jugu i jugozapadu Balkana.

Dovoljno su poznate i razmirice između Jugoslavije i Grčke u pitanju jugoslavenske slobodne zone u Solunu, željezničkog okrajka Djevdjelija—Solun i „slavenskih“ (čitaj: bugarskih) narodnih ma-

njina. Ove razmirice još nisu poravnane, jer ugovor, koji je bio zaključen između Pangelosa i Beograda, nije još ratifikovan.

Što se tiče jugoslavenskih aspiracija na Albaniju, mi imamo za to odličan dokaz u onomu, što je Jugoslavija učinila u prosincu 1924 g. Poznato je, kako je Ahmed Zogu, sa materijalnom i moralnom pomoći Beograda, naručao na jugoslavenskom teritoriju bande pod komandom srpskih oficira i vrangelovaca i oborio demokratsku vladu Fan Nolja. Mislilo se u Beogradu, kada Ahmed Zogu bude na vlasti, onda će Jugoslavija biti pravi gospodar Albanije. Za neko vrijeme Jugoslavija se zaista osjećala u Albaniji kao kod kuće. Ali je malo po malo prevladao upliv Mussolinija, Ahmed Zogu okrenuo je ledja jugoslavenskoj vladi, bacio se u naručje Mussoliniju i predao svoju zemlju potpuno u ruke talijanskog imperijalizma. On je odobrio bezbroj koncesija talijanskim kapitalistima — petrolij, šume, rude itd. Mussolini je zato odobrio Ahmed Zogu zajam od 50 milijona zlatnih franaka i albanska je vlada bila obezvana, da plati za prvu godinu godišnje kamate za zajam, koji još nije uopće isplaćen — 8 milijona zlatnih franaka. Bila je osnovana „Albanska narodna banka“, ali više od polovine kapitala upisaoše talijanski kapitaliste. Italija je dobila koncesije za gradnju luka, cesta, strategijskih željeznica, isušnja močvara, kanalizaciju itd. Albanija je postala gotovo isključivo talijansko tržište — tri četvrtine njenog izvoza ide preko Italije i ona se nalazi u potpunoj ekonomskoj ovisnosti od Italije. Poslije te ekonomske ovisnosti nadošla je politička ovisnost. Talijanska je vlada izrabila nemire posljednjeg studenog i nametnula Ahmed Zogu pakt „prijateljstva“. Danas je Albanija samo Mussolinijeva kolonija. Mi smo nekoliko puta pokazali, koju opasnost predstavlja ovaj pakt za sve balkanske narode.

Italiji je uspelo, da u svoje kolo uvuče također druge balkanske države.

Grčka je već poslije Pangelosa izručena Italiji.

Bugarska se nalazi u istom položaju, osobito iza posjete posebnog Mussolinijevog izaslanika u Sofiji, te Molova, Burova i krvnika Vlkova s druge strane u Rimu.

Rumunjska pripada potpuno fašističkog Italiji. Mussolini je i njoj podijelio uz veoma teške uvjete zajam od 200 milijona lira i zato dobio znatne koncesije petrolija i druge. Poslao je u Rumunjsku načelnika generalnog štaba talijanske vojske, da uvjeri rumunjsku oligarhiju u pomoći Mussolinijeve Italije. Na koncu je zaključio prošle godine pakt „prijateljstva“ sa Averescim i ratificirao u talijanskom parlamentu ugovor, zaključen 1920 g. o aneksiji Besarabije Rumunjskoj.

Sada u času talijansko-jugoslavenskog sukoba Mussolini sprema opet pakt — uvijek samo „prijateljstva“ — sa Horthijevom Mađarskom.

Tako talijanska vlada sprema osvojenje Balkana, što uzdržava fašističke vlade, izrabljuje bogatstvo zemlje na korist talijanskog kapitala i sve više nastoji, da pojača svoj politički upliv za daljne svoje ciljeve — proti Turskoj i proti Sovjetskoj Uniji.

Talijanska je politika postala još agresivnijom, otkada se je Mussolini mogao sporazumjeti sa Chamberlainom u Livornu, Engleski

imperijalizam razvija sve napore, da okupi više sila proti Sovjetskoj Uniji. Mussolinijeva Italija stupa po nalogima Chamberlaina i Churchilla. Još su u uspomeni simpatije, koje je Churchill iskazivao prema fašističkom režimu od svog zadnjeg boravka u Rimu.

Možda se neće sadašnji sukob na Balkanu izroditi u ovom času u međusobni rat — možda je samo to sredstvo, kojim nastoji engleska vlada da sebi privuče Jugoslaviju i ukloni odatle francuski upliv.

Za potvrdu ove pretpostavke mi možemo navesti činjenicu, da su se svi predstavnici jugoslavenskih stranaka u parlamentu izjavili za naslon na Englesku i da ova vlast riješi postojeći konflikt. Iz svega, što dosada navedosmo, izlazi još jednom, da je Balkan bez požara, da položaj na Balkanu ne samo, da nije sigural, nego je takav, da može svaki čas poletjeti u zrak. Talijanski imperijalizam uz pomoć engleskog pripravlja tu rat.

Balkan je bio uvijek izvor eksplozija. Taj je izvor postao još pogibelniji od vremena takozvanih „mirovnih“ ugovora u Versaillesu, Trianonu, Neju, Dandanu. Dandanas ima većeg razloga nezadovoljstvu, više bezobzirnog izrabljivanja nego li pred balkanskim ratom. Nove hegemonije ne samo, što tlače stare narodne manjine, nego i umjetnim načinom stvorene nove, samo da ih okrutno izrabljuju. Nezadovoljstvo balkanskih naroda proti režimu, koji tamo bijesni, je veliko. Narodi su došli do kraja njihovog strpljenja. Njih tlače njihove narodne i njima strane vlade, a sve to odobravaju i podržavaju imperijalističke i fašističke engleske i talijanske vlade. Rat na Balkanu zapao bi stotine hiljada radničkih života — a ne bi im ništa koristio, bio bi potpuna propast ove zemlje, a rezultat bi bio uvijek isti: tlačenje, jedno još gore tlačenje.

Pojava talijanskog imperijalizma na Balkanu znači konačno zarobljivanje balkanskih naroda, koji će se morati boriti proti jače sile nego li su sadašnje njihove vlade. Balkanski narodi moraju se oprijeti svim silama i svom snagom buknuću rata. Oni ne smiju stati na strani ni jednog ni drugog imperijalizma, niti birati između imperijalizma Mussolini—Chamberlain i velikosrpske oligarhije ili drugih balkanskih diktatura. Svi ovi vukodlaci zakleti su neprijatelji balkanskih naroda, a nadasve radničkih masa. Moramo voditi sa istim oduševljenjem ogorčenu borbu protiv sadašnjih balkanskih vlada i protiv imperijalizma velikih sila. Ta se borba ne smije prije obustaviti, nego li se oživotvori ideal balkanskih naroda: pravo samoodređenja i pravo udruženja u balkansku republiku, koja će biti u stanju, da se odupre zavojevačkoj i izrabljivačkoj politici imperijalizma velike finanse.

Naša će zadaća biti, da uvijek uputimo ove narode u pravo stanje na Balkanu, u ulogu, koju igraju balkanske vlade uz pomoć evropskih imperijalista, da oborimo poglede ovih i da potaknemo narode, da se organizuju i da povedu zajedničku borbu ujedinenim silama proti njihovim tlačiteljima.

Danas je spas balkanskih naroda više nego ikada u Balkanskoj Federaciji.

D. VI.

Položaj u Makedoniji

Makedonski narod pod gospodstvom srpskog imperijalizma i šovinizma

Balkanska Federacija donosi redovito izvještaje o položaju u Makedoniji, koju podijeliše i razgrabiše Srbija, Bugarska i Grčka. Vijesti, koje donasmo, i ako su važne i od velikog interesa, rasturane su često po raznim dijelovima časopisa, tako da čitalac nema potpune i pregledne slike, što se sve događa u ovoj zemlji i kakvo je raspoloženje makedonskog naroda.

Pošto je veoma tragičan položaj ovog naroda, koga od vijekova, a osobito u zadnjim decenijama muče i dave na Balkanu, pošto je makedonsko pitanje jedno od najvažnijih pitanja, koja sačinjavaju balkanski problem i od njegovog pravednog i ispravnog rješenja zavisi u velike rješenje balkanskog problema, — odlučila je „Balkanska Federacija“, kako bi što bolje razjasnila svojim čitaocima položaj u Makedoniji, borbu i zahtjeve makedonskog naroda, da u rubrici: „Djela i događaji“ otvori posebni dio za Makedoniju i da donosi redoviti članke o stanju u ovoj zemlji. Ti će članci biti pisani na francuskom i bugarskom jeziku, a veoma često i na drugim balkanskim jezicima. Mi počinjemo ovo makedonsko poglavlje serijom članaka našeg prijatelja i saradnika Marcela Waltera.

Uredništvo

Pod jarmom srpskih imperijalista i šovinista nalazi se najveći dio Makedonije — gotovo polovina njenog teritorija i 45% njenog stanovništva.

U ovom dijelu Makedonije rasturivanje pučanstva nije tako nastalo kao u onom dijelu, koji se nalazi pod grčkim jarmom i kao djelomično u onom, koji je pod bugarskim igom. Ovdje je to išlo laganije — ali zaista ne manje podnosljivo. Već dugo smišljeni

plan, koga se je ovdje provodjalo, išao je za tim, da izmjeni etnički karakter zemlje.

Bugare se je tjeralo i bacalo preko granice svakog dana, a Turke se je i Albance sililo, da napuste kućni prag; sistematički se je provadjala kolonizacija Srba po već unaprijed utvrđenom i pripravljenom planu srpskog imperijalizma i šovinizma. Taj je preuzeo zadaću, da protjera autohtono makedonsko stanovništvo, a dotle, da ga muči, pljačka, odnrodjuje i asimiluje. Srpski imperijalisti misle, da će bolje moći izvabiti ovu zemlju i da će lakše proširiti svoju vlast i na ostale krajeve Makedonije, kada makedonski teritorij, koga oni imaju sada u rukama ne bude više naseljen Bugarima, Turcima, Albancima i ostalim nesrpskim narodima, nego samo Srbima i to takvim Srbima, koji će htjeti podržavati politiku zavojevača i biti propagatorima ekspansionističkih planova beogradske klike.

Položaj je makedonskog naroda pod srpskim jarmom identičan sa položajem kolonijalnih naroda. U prošlom broju ovog časopisa opisano je stanje glavnih kolonijalnih i polukolonijalnih naroda. Ako zamjenimo riječi: Indokina, Indija, Holandska Indija, Koreja i t. d. sa riječju Makedonija pod Srbijom, tada ćemo dobiti potpunu sliku stanja, u kojem čami i sterje ova zemlja. Kako živi narod u ovom dijelu Makedonije?

Makedonski narod je lišen političkih sloboda i najprimitivnijih građanskih prava — ah! zaista po ustavu kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca makedonski narod ima pravo, da sudjeluje u državnoj upravi i u izborima, koji su se provadjali u pojedinim pokrajinama ove države, pa i u Makedoniji — ali samo onda, ako on zanijeće svoju narodnost i stupi vjerno u službu srpskog imperijalizma, ako

glasuje ... za stranke i ljude, koji podržavaju srpsku vlast. Makedonci ne smiju imati svoju stranku, ne smiju postavljati svoje kandidature, ne smiju glasovati niti za nemakedonske stranke, koje primavaju makedonskom narodu pravo na samostalni narodni opstank. Još više: vlada srpskih imperijalista najuzasnijom sredstvima protivnog terora nastojala je zapriječiti, da Makedonci glasuju za predstavnik demokratske stranke, koja je isto tako velikosrpska kao i vladina stranka (ostale političke stranke u Jugoslaviji neaju prava opstanka u Jugoslaviji). To zahtjeva uski mentalitet srpske radikalne koterije, koja je sada na vladi u Jugoslaviji. Ono se po sebi razumijeva, da bi bilo isto, kad bi vlast bila ne u rukama radikala, nego u demokrata Davidovičeva ili Pribičevićeva kova.

Predizborni teror u Makedoniji osjetio je makedonski narod neobično okrutni način. Bilo je žrtava bez kraja i konca. Narod se je tuklo, mrevarilo, ubijalo. Pred pet ili šest mjeseci, kad se u Makedoniji provadjali općinski i gradski izbori, bio je narod teroriziran na nevidjeni način. U više mjesta bio je teror tako masan, da su se isti demokrate obezumili. U srezu Skoplje, u selima Lubanci i Bulačenje bilo je batino više od 60 seljaka, a među njima i staraca od 70 godina. Dvadesetoricu, koji su bili strašno izmrevareni, moralo se je prenijeti u skopljansku bolnicu — smorica su bili na umoru. Za vrijeme izborne borbe bilo je ubijeno osam ljudi.

Teror je u Makedoniji, koja se nalazi pod srpskom vlašću, najobičnije sredstvo vlade i on je zapravo vladin sistem. Batinanja i mučenja su na dnevnom redu. Sve tuče: policija, žandarmarija, vojska, „narodni junaci“ kao Vasil Trbić, makedonski odmetnici kao Kalamatiev i Ciklev i činovnici. To što se vladini agenti ne usudjuju učiniti u Beogradu, Nišu, Valjevu, Požarevcu, pa niti u Zagrebu, Ljubljani, Sarajevu — u gradovima Srbije, Hrvatske, Slovenije i Bosne — to oni čine u Makedoniji po nalogu centralne vlasti. Oni to čine, jer je Makedonija srpska kolonija i pošto se ti zločini nikako ni kažnjavaju. Nama nije poznat ni jedan slučaj, da bi neki srpski gradjanski, vojnički ili policijski činovnik bio kažnjen za jedan takav zločin.

Pred neko vrijeme provadjali su se izbori za oblasne skupštine bugarske novine javljaju „da je bio teror u Makedoniji bijesan“, to znači: batine, pa opet batine.

Mi smo rekli, da je teror u Makedoniji pod srpskom vlašću vladino sredstvo. Taj teror vlada ne samo prije i za vrijeme izbora, on se ovjekovječuje, bijesni svaki dan i bez prestanka, bez ikakvog povoda i bez ikakve izlike, a da se okrivljenicima ne može ništa predbaciti, niti najmanja povreda okrutnih zakona, koji su zavedeni u ovoj zemlji — a jedan takav zakon je zakon o zaštiti države.

Hapsi se seljake, zanatlije, radnike, intelektualce i trgovce. Policija i žandarmarija nadje lako izliku: najobičnija i najčišća je, da se nekoga okrivljuje, da podržava veze sa urotničkim, revolucionarnim organizacijama — i hapšenja započinju na sve strane. Hapsi se po dvadeset, po stotinu mirnih ljudi, koji ništa ne počinise proti zakonu.

Pred tri godine bilo je u tammicama Makedonije nekoliko hiljada političkih uhapšenika. U ljetu 1924 Davidovičeva je vlada,

u kojoj se je nalazio Korošec i Spaho, na zahtjev Radićeve stranke (Radićeva seljačka republikanska stranka bila je u ono vrijeme doista demokratska stranka) provela političku amnestiju. U Makedoniji bilo je pušteno na slobodu preko 1500 političkih uhapšenika. Ali poslije pada koalicijone vlade Davidović-Spaho-Korošec-Radić i nastupa nove Pašičeve vlade ponovno se napuniše tammice Makedoncina.

U 1925 i 1926 bilo je uhapšeno i „osudjeno“ stotine makedonskih seljaka iz svezova Stip, Strumica, Djevdjelija, Skoplje, Veles, Bitolj i ostalih. Neki su od tih bili osudjeni na smrt i strijeljani, a svi ostali, osim nekoliko rijetkih riješavajućih osuda, osudjeni na prisilni rad od 4 do 20 godina. Između osudjenih bilo je i djece od 12 do 14 godina.

Danas ima u tammicama Jugoslavije preko 2500 makedonskih političkih uhapšenika (nisu samo tammice u Makedonije, koje napunjavu makedonski politički uhapšenici, nego i tammice u ostalim krajevima Jugoslavije). Ovu brojku je iznio demokratski poslanik Kujundžić u jednom svom govoru, koga je on držao u Kraljevu.

I druga sredstva upotrebljavaju srpski imperijalisti u Makedoniji! Oni jednostavno ubijaju. Ubijaju seljake, zanatlije i makedonske intelektualce. Još je u živoj uspomeni pokolj mitraljezima u ožijku 1923, kadno pogibe u selu Gavran, kotar (srez) Radovište 29 seljaka. Taj pokolj izazvao je protest i uzbunio čitav makedonski narod. Nesretne žrtve bile su poubijane po nalogu Dobrice Matkovića, dobro poznatog po svojim zločinima u cijelom štipskom okrugu.

U Makedoniji se stalno ubija: bilo kao „Kačak“, bilo radi „pokušaja bijega“, bilo uslijed „napadaja nepoznatih zločinaca“, koji uostalom nisu nego pouzdanci policije, žandarmarije i „četnika“. Po izjavama radikalnog poslanika Puzderljijevića bilo je u razmaku od nekoliko mjeseci samo u kočanskom svezu ubijeno više seljaka, batinano i mučeno njih nekoliko stotina, a zapaljeno 225 kuća. U zadnje vrijeme bio je ubijen u Bitolju bivši makedonski revolucioner Krsto Leondev radi „pokušaja bjegstva“.

Režim u Makedoniji pod srpskim jarmom nepodnošljiv je u punom smislu riječi. „To je jugoslavenska Sibirija“ — kazao je jedan srpski list pišući o ovom dijelu Makedonije. To je pakao. Stanje je tako užasno, da se je sam Ljuba Davidović u govoru, koga je držao u Pirotu mjeseca kolovoza 1926, čutio priseljenim, da ovim riječima opiše to očajno stanje: „Na jugu se (u Makedoniji) vlada danas kao što se vladalo pred 600 godina. U Štipu bio je uhapšen jedan čovjek i četvrti dan, pošto je pušten na slobodu, — umro je. U zatvoru je podnio tako užasne batine, da su mu od tijela otpadali komadi živoga mesa.“

Slika, koju smo dali o stanju u ovom dijelu Makedonije, nije potpuna. Mi ćemo je upotpuniti u budućem članku, kad uzmemo u pretrus politiku, koju provodi srpski imperijalizam na kulturnom području makedonskog naroda i ispitamo posljedice kolonizacije i gospodarskog pljačkanja. Mi ćemo u isto vrijeme prikazati korupciju svih državnih vlasti i njihovo dnevno i neprestano deranje (pljačkanje) naroda u ovom dijelu Makedonije.

Marcel Walter

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Chestiunea agrară și țărănească în România *)

IV. Un mijloc de corupere a țărănimei. — Un mijloc de asuprire economică a țărănimei „minoritare“.

În ultimul nostru articol am arătat că, din cele 6.000.000 ha. de pământ împărțite „țăranilor“, de care vorbește d. Cipăianu, fostul sub-secretar de stat la agricultură, au ajuns în realitate, după o statistică oficială din 1925, în mâinile a 1.206.138 „persoane“ (și nu țărani) numai 3.191.281 ha., iar după datele culuse de d. Rommenhoeller în mâinile a 1.126.335 persoane numai 2.911.763 ha. O mare parte însă din aceste „persoane“ n'au, cum am văzut-o, nici-in-clim, nici-in-măneacă cu plugăria și țărănimea, dar sunt în schimb agenți politici ai regimului sau oamenii capitalului în mijlocul satelor. De-

finitiv *improprietărit* poate fi considerat însă, cum foarte bine observa nu de mult Viitorul, numai acela, care a căpătat în mână *titlul de proprietate* și al cărui lot este *cadastrat*. Cadastrate sunt însă până acuma, după datele serviciului de cadastrare comunicate în bloc tot de Viitorul, numai *circa 700.000 ha.*, după *Cultura Proletară* însă de-abia 400.000 ha.

Așa dar: 700.000 ha. loturi cadastrate (cea mai mare parte fără îndoială la chiburi, căreiumari, jandarmi, agronomi, perceptori și alte lipitori ale satelor); 3.191.281 ha. împărțite „definitiv“ și totuși nedefinitiv, pentru că loturile sunt fără documente de proprietate și deci oricând schimbabile sau anulabile; 1.767.571 ha. reținute de stat. Rămâne atunci un rest de 955.167 ha., care ar părea, cum am văzut în articolul trecut, dispărut. Oare într'adevăr dispărut? Oricât de mare ar fi stomacul oligarhiei, și ori cât de rezistent ar fi el la mestecat depozite de aprovizionare, păduri de-ale statului, trenuri în-tregi cu transporturi de zahăr (cum s'a întâmplat în Bucovina în 1919), totuși un milion de hectare de pământ ar fi o bucată prea de tot grea, chiar pentru un stomacal oligarhiei. Această suprafață e prezintată și ea de oligarhie sau ca împărțită „provizoriu“, sau ca

*) Vezi n° 61, 62 și 64 al Federației Balcanice.

arendată în obște la țărani sau alinieri la alte „persoane“. Ce se ascunde sub această categorisire? Această suprafață constituie în realitate, în mâinile oligarhiei, un fond, ca să zicem așa de manevrare electorală și guvernamentală. El este împărțit „provizoriu“, îndată ce un guvern vine la putere, agenților săi sau e dat în schimbul votului la alegeri. Căde guvernul, atunci și agenții sau votanții fostului guvern pierd pământul, pentru că noul guvern anulează aceste „improprietări provizorii“ și pune la o „nouă“ împărțire a acestui fond guvernamental, a acestei zestre politice, ce nu ajunge niciodată a fi împărțită „definitiv“. (Liberalii, de-o pildă, duc acuma campanie contra d-lui Stan Ghițescu, vice-președintele Camerii, pentru că acest elector averescan a anulat și anulează o multime de „improprietări“ făcute de trecutul guvern și împarte „din nou“ pământul la partizanii actualului guvern.)

În chipul acesta, dia reforma agrară, oligarhia și-a făcut un mijloc nu numai pentru a înșela o singură dată țărănimea, înăturând la un moment greu pericolul revoluției, ci un mijloc de corupere periodică a țărănimei și în genere a vieții publice a satelor.

Dar reforma agrară a fost și un mijloc de a lovi țărănimea minorităților naționale asuprite, de a o pune în chip artificial și arbitrar într-o situație de inferioritate economică față de țărănimea națiunii dominante, de a sparge țărănimea din România în tabere dușmane și de a pregăti astfel și ușura deznaționalizarea sau emigrarea țărănilor minoritari.

Să dăm câteva cifre. În Transilvania au fost recunoscute ca având dreptul la improprietărire 530.694 persoane. Din acestea au fost de naționalitate română 396.342, iar de altă naționalitate numai 134.352. Din cele 335.074 persoane ce au căpătat fapt pământ, de naționalitate ne-română sunt numai 88.379, adică de-abia ceva peste un sfert.

În Basarabia au primit pământ, după naționalități: 226.536 români și 37.648 ucrainieni, 25.571 ruși, 10.349 bulgari, 7.177 germani, 6.744 evrei și 6.991 alte naționalități, adică în total 94.480 ne-români sau nici 30%.

În Bucovina, din 36.800 de persoane îndreptățite la improprietărire 14.417 sunt de naționalitate ne-română în timp ce 22.383 sunt de naționalitate română.

De Cadrilater nu mai vorbim, pentru că acolo nu au fost improprietărit țărani, ci expropriați, cum vom vedea mai la vale.

În total așadar, în provinciile anexate și cu o populație numeroasă minoritară, din 888.510 persoane recunoscute ca având dreptul la improprietărire erau de naționalitate română 645.261 și de toate

celelalte naționalități numai 243.249. Bine înțeles că în Vechiul Regat nu a fost improprietărit nici-un țaran minoritar.

Milioanele de țărani „minoritari“ — de fapt în regiunile respective „minoritarii“ constituie majoritatea populației — nu au fost însă supu și numai prin nedreptățire la improprietărire unui regim excepțional și arbitrar, ci și alinieri. În loc de a căpăta pământ, ei au fost în foarte multe părți expropriați de pământul pe care îl posedau atunci când oligarhia română a ocupat și anexat provinciile respective. (Am vorbit în articolul trecut de Basarabia.) Mii de țărani unguri, așezați de zeci și sute de ani în părțile Transilvaniei, au fost alungați de pe pământul, pe care au deschis ochii și pe care l-au moștenit dela părinții lor, sub cuvânt că ei sunt coloniști, uzurpatori; pământul lor a fost confiscat de stat pentru a astupa golurile lăsate de oligarhie prin ne-exproprierea radicală a magnaților unguri. Țăranii unguri au ridicat proces la Societatea Națiunilor, iar la urmă, printr-un aranjament cu guvernul român, au primit o oarecare despăgubire.

Nu tot atât de norocoși au fost însă și țăranii bulgari, mai ales din Cadrilater. Aici, pe baza unor legi speciale, țăranii au fost obligați să-și dovedească cu documente istorice dreptul de proprietate asupra pământului stăpănit de ei din tată-n-fiu fără contestare din partea cuiva. Cum cea mai mare parte din țăranii bulgari și turci nu puteau aduce documente și face această „dovadă“, pentru că sub domnia turcească nu exista cadastru, ei au fost alungați de pe pământurile lor în total sau în parte, luându-li-se cel puțin o treime din suprafața stăpănită. Pământurile acestea au trecut în proprietatea statului, care a adus de-a așezat pe ele cuțo-vlahi din Macedonia. După datele din 1925 ale Ministerului de Agricultură au ajuns astfel în mâna statului, pe baza acestor „verificări“ a documentelor, 87.373 ha. de pământ țărănesc. Această cifră trebuie să fie însă sub realitate, dacă ținem socoteală că numai în jud. Caliacra statul urmează să intre, după terminarea operațiilor de „verificare“, în posesia a 60.000 ha., în afară de cele 16.000 pe care le posedă deacuma (*Universul* din 11/XI/1926).

Acolo unde legea de „verificare“ nu ajunge, țăranii băștinași, în deosebi cei mai dârji și mai conștienți de drepturile lor, sunt prigoniți, persecutați, exasperați și provocați în așa grad, încât își iau lumea-n-cap (ca'n Basarabia) și emigrează în Brazilia unde pier cu miile din pricina clipei și a bolilor; lucru mai convenabil dealminteri pentru oligarhie, decât atunci când țăranii astfel chinuți pun mâna (ca'n Dobrogea) pe armă și pornesc în haiducie. Acești haiduci, cari dau mult de lucru stăpânirii oligarhice în acele ținuturi, sunt declarați rebeli și ca atare, pământul lor e confiscat fără ca să se mai recurgă însă la vre-un ipocrit pretext de „verificare“.

I. Mateescu

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

για την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΑΠΑΝΤΗΣΗ ΤΟΥ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΟΥ ΚΟΜΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΜΠΟΥΡΚΛΙΝ

Γεννήθηκε στις 30 Σεπτεμβρίου 1881, ταχυδρομικός υπάλληλος.

Κεντρικός Πρόεδρος του σοσιαλιστικού Κόμματος της Γενεύης. Ελαβε μέρος στο συνδικαλιστικό κίνημα και συνετέλεσε κυρίως στην οργάνωση του προσωπικού του Κράτους.

Κεντρικός Πρόεδρος της Ενώσεως των Ελβετών ταχυδρομικών υπαλλήλων από τα 1914 έως τα 1917, έπειτα πρόεδρος της Ενώσεως του Απαλλήλικου προσωπικού, ως τα 1920, έγινε γραμματέας της ομοσπονδιακής Ενώσεως του προσωπικού της Ομοσπονδίας, οργανώσεως που συγκέντρωνει 60.000 μέλη.

Εξελέγη στα 1919, αντιπρόσωπος στο Μέγα Συμβούλιο της Γενεύης, και ήταν πρόεδρος του σώματος αυτού στα 1925. Μέλος του δημοκρατικού Συμβουλίου του Petit-Saconnex από τα 1922.

Εξελέγη στο Συμβούλιο των Κρατών (Γερουσία) στα 1922, και άλλη μια φορά στα 1925.

Αφωσιώθηκε ειδικά στο ζήτημα της κατοικίας και συνέτεινε στην επεξεργασία των κανονισμών που έτειναν να φέρουν ελάφρωση στην έλλειψη κατοικιών διαρκούντος του πολέμου και ύστερα. Στα 1918, ύστερα από μία σειρά διαλέξεων, είχε την πρωτοβουλία στην ίδρυση μιάς συνεργατικής εταιρείας κατοικίας. Η εταιρεία αυτή έχει ιδιοκτησία της τώρα στη Γενεύη, με 120 σπίτια.

ΛΟΥΣΙΕΝ ΓΚΟΥΓΙΓΙΑΝ

Γεννήθηκε στα 1885, υπάλληλος ταχυδρομικός, γραμματέας της αγγλικής σοσιαλιστικής ομάδας, γραμματέας της κεντρικής επιτροπής του σοσιαλιστικού Κόμματος της Γενεύης.

Θά απαντήσουμε ως εξής στις διάφορες ερωτήσεις που μας βάζετε σχετικά με τὸ ζήτημα τῆς πολιτικῆς κατάστασως ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς:

1° Εἶναι φανερό ὅλων ὁλόλου πῶς τὸ μοίρασμα τῆς Μακεδονίας μεταξύ Ἑλλάδος, Γιουγκοσλαβίας καὶ Βουλγαρίας εἶναι μιὰ ἀπαισία λύση, πού εἶναι κατάλληλη νὰ προκαλέσει καινούργιους πολέμους ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς, καὶ συνεπῶς σὲ ὅλην τὴν Εὐρώπην καὶ ὅλον τὸν κόσμον. Τὸ μοίρασμα αὐτὸ δὲν εἶναι καθόλου σύμφωνον μὲ τὴν ἀρχὴ τῆς ἐλευθέρως αὐτοδιαθέσεως τῶν λαῶν.

2° Ὅτι γνωρίζουμε περὶ τῶν πολιτικῶν πραγμάτων τῆς Βαλκανικῆς μᾶς ἐπιτρέπει νὰ πούμε πῶς τὰ δικαιώματα τῶν ἑθνικῶν μειονοτήτων δὲν γίνονται καθόλου σεβαστά, οὔτε εἶναι ἐγγυημένα. Ἡ καταπίεση κυριαρχεῖ ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς.

3° Τὸ μόνο μέσο γιὰ νὰ γίνῃ τέλος σ' αὐτὴν τὴν κατάστασιν, θά ἦταν ἡ δημιουργία μιᾶς Ὀμοσπονδίας τῶν βαλκανικῶν λαῶν, ἡ ὁποία θά συνέδεαι ἀπὸ κοινῆς τὰ οικονομικὰ συμφέροντά τους. Κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο, ὅλα τὰ κράτη τῆς Βαλκανικῆς, ἔχοντας ἕνα κοινὸν τελωνειακὸ καὶ οικονομικὸ καθεστῶς, θά εἶχαν ἐλευθέρην τὴν ἔξοδο, πρὸς τὴν Μαύρην Θάλασσαν, τὸ Αἰγαῖο, καὶ τὴν Ἀδριατικὴν.

Στοὺς κόλπους τῆς Ὀμοσπονδίας αὐτῆς, οἱ ἑθνικῆς μειονότητες, θά εἶχαν τὴν δυνατότητα νὰ διοικούνται σύμφωνα μὲ τὴν ἐπιθυμίαν τους. Ἡ Μακεδονία θά μπορούσε ἔτσι νὰ ἐκτινάξῃ τὴν ἑνότητά της. Εἶναι αὐτονόητο πῶς, μέσα σ' αὐτὴν τὴν Ὀμοσπονδίαν, ἡ κεντρικὴ ἀρχή, θά ἐπεριορίζονταν στὶς σχέσεις μὲ τὸ ἔξωτερικόν.

Ὅτι γίνεται ἐπὶ τὴν Ἑλβετίαν, ὅπου τέσσερις φυλές, κατορθώνουν νὰ ζοῦν σὲ πλήρη συμφωνίαν στυς κόλπους τῆς ἑλβετικῆς Ὀμοσπονδίας, μᾶς σπρώχνει φυσικὰ νὰ ἀποκλίνουμε πρὸς τέτοιον λύση.

4° Εἶναι φανερό πῶς ἐφ' ὅσον θά ὑφίστανται τὰ σημερινὰ καθεστῶτα καταπίεσως καὶ δικτατορίας ἐπὶ τῆς Ρουμανίας, Βουλγαρίας, Σερβίας καὶ Ἑλλάδος, δὲ θά μπορούσῃ νὰ γίνῃ λόγος περὶ δημιουργίας μιᾶς βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας.

5° Γιὰ νὰ πραγματοποιηθῇ μιὰ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία, πρέπει, πρῶτα, νὰ πραγματοποιηθῇ ἡ δημοκρατία ἐν ταῖς διαφόροις αὐτὰς κράτη. Ἡ δημοκρατία θά ὀδηγήσῃ σὲ πιὸ κανονικὰς σχέσεις μεταξύ τῶν Κρατῶν. Θά συνεθίσουν οἱ ἄνθρωποι νὰ ζοῦν εἰρηνικά. Κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο προετοιμάζει κανεὶς τίς προκαταρκτικὰς συμφωνίας πού προορίζονται νὰ ὀδηγήσουν ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας, τὸ ἰδεῶδες γιὰ τὸ ὁποῖο σᾶς ἐκφράζουμε τίς πιὸ θερμὰς ἐυχὰς.

Γιὰ τὸ Σοσιαλιστικὸ Κόμμα τῆς Γενεύης:

Ὁ πρόεδρος Μπουοκλιν

Ὁ Γραμματέας Γκουιγιάν

ὩΣ Η ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΑΝΤΙΔΡΑΣΗ ΥΠΟΣΤΗΡΙΖΕΤΑΙ ΑΠΟ ΤΙΣ ΔΥΝΑΜΕΙΣ

Πολλὲς φορές ἀπὸ τίς στήλες αὐτῆς ἔχω ἐκθέσει — καὶ ὅλο πρέπει κανεὶς νὰ ἐπανερχεται ἐπὶ τοῦτο θέμα — τὸ πῶς οἱ ἱμπεριαλιστικῆς ἰντρίγκες τῶν μεγάλων δυνάμεων συντελοῦν ἐπὶ τὴν Βαλκανικὴν μιὰν κατάστασιν γεμάτην ἀστάθεια καὶ πῶς ἐπισημαίνεται. Ὅπως πρὶν τὸν πόλεμον, ἔτσι καὶ ὑστερα ἀπ' αὐτόν, οἱ κυβερνήσεις τῶν μεγάλων δυνάμεων ἔχουν συνάψει σχέσεις ἀνωτέρου πρὸς κατώτερον, μὲ τίς κυβερνήσεις τῶν χωρῶν τῆς Νοτιοανατολικῆς Εὐρώπης. Τίς ὑπέταξαν στὶς διὰς τοὺς βλέψεις καὶ τίς χρησιμοποιοῦνε καθὼς πιονῆρια ἐπὶ τὸ σκάκι. Ἄλλοτε, ἡ Σερβία καὶ ἡ Βουλγαρία ὑφίσταντο τὴν ἐκμετάλλευσιν, ἡ μιὰ τῆς τσαρικής Ρωσίας, ἡ ἄλλη τῆς Αὐστροουγγρικής αὐτοκρατορίας οἱ ὁποῖες ἐπέδωκαν σκοποὺς ἐγωιστικούς. Σήμερον, ἡ Γαλλία, ἡ Ἰταλία, ἡ Ἀγγλία ἔχουν ἐπιβάλλει ἐν βαλκανικὰ κράτη συνθήκας κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἥττον μυστικῆς, καὶ πολεμοῦν ἐπίμονα ἢ μιὰ τὴν ἄλλη, μὲσω διαμέσων προσώπων, στὶς χώρας πού κείνται μεταξύ τῆς Ἀδριατικῆς, τοῦ Δουναβίου, καὶ τοῦ Αἰγαίου πελάγους.

Ἡ πρώτη αὐτῆς διαπίπτωσις, πού κανεὶς δὲν μπορεί νὰ ἀγνοήσῃ, εἶναι γιὰ συνέπειαν, ἄλλες. Ἄν οἱ μεγάλες δυνάμεις εἶναι υπεύθυνες γιὰ τοὺς κινδύνους πολέμων συγχρούσεων πού συσσωρεύονται ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς, δὲν εἶναι λιγώτερον υπεύθυνες γιὰ τὰ ἐμπόδια πού παρεμβάλλονται διχακῶς ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας.

Εἶναι εὐλόγον νὰ υποθέσῃ κανεὶς πῶς, καὶ σὲ περίπτωσιν πού θά πραγματοποιηθῶντο μερικὸι ὅροι πολιτικοὶ καὶ κοινωνικοὶ εὐνοϊκοὶ γιὰ τὴν Ὀμοσπονδίαν, οἱ κυβερνήσεις τῆς δυτικῆς Εὐρώπης θά ἔλεγον τὸ βέτο τους. Ἐχοντες καθὼς συμφέρον ὑφίσταται ἀντὶ ἐνὸς συμπαγοῦς συνόλου, ἐνιαίου, καὶ τοῦ ὁποῖου τὰ ἀποτελοῦντα μέρη θά ἔξωσαν τὰ μὲν διὰ τὰ δὲ, μιὰ χρονία διαίρεσις τῶν σκοροπισμένων λαῶν οἱ ὁποῖοι νὰ τρέφουν ὑπόνοιαν ἀμοιβαίας. Θά ἦταν δύσκολον ὁ γαλλικὸς ἢ ἀγγλικὸς ἐξπανιστικὸς νὰ ἐπιτρέψῃ νὰ λάβῃ μέρος ἐν ταῖς παιγνίδια του ἕνα ἔθνος πού θά περιελάμβανε μέσα του τὴν Γιουγκοσλαβίαν, τὴν Ρουμανίαν, τὴν Ἑλλάδα, τὴν Βουλγαρίαν — καὶ λέγοντας ἐδῶ ἔθνος ἐννοοῦμε ἕνα σύνολον, πού παρ' ὅλες τίς διαφορὰς φυλῆς, ἢ γλώσσας, θά ἐνεπνεέτο ἀπὸ τὸν ἴδιον πῶλον. Θά ἦταν ἀδύνατον ἐπὶ τὸ ἰταλικὸν φασισμόν νὰ ἐξακολουθεῖ τίς ἰντρίγκες του ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς ἂν δὲν εἶχε τὰ μέσα νὰ ἀντιτάσῃ βουλγάρους στρατιῶτες στοὺς σέρβους στρατιῶτες, καὶ νὰ ἐγκαθίσταται ἐπὶ τῆς Ἀλβανίας ὡς σὲ παρατηρητήριον.

Ἐκτός τούτου, καταλαβαίνει ὁ καθένας, πῶς ἐφ' ὅσον ὑπάρχουν δυναστεῖες ἐπὶ τῆς Βαλκανικῆς, ἐφ' ὅσον σαρὰντὰ ἑκατομμύρια ἀνθρώπων

βρίσκονται κάτω ἀπὸ τὸ ζυγὸ τῶν στρατοκρατῶν, τῶν τσιφλικούχων καὶ τῆς μπουρζουαζίας, δὲν μπορεί νὰ γίνῃ λόγος γιὰ Ὀμοσπονδίαν. Οἱ δυναστεῖες αὐτῆς ἔχουν ἀντίθετα συμφέροντα ἢ στρατοκρατία θά ἔχανε κάθε λόγο ὑπάρξεως ἂν ἐξήρανίζοντο τὰ μέτωπα, ἂν ἐξηλείφοντο οἱ παληροὶ ἱρρενταγισμοὶ καὶ ἐπομένως καὶ οἱ πιθανότερες πολέμων ὀλιγωρώσευαν. Τὸ ἔχω πεῖ καὶ τόχω γράψῃ συχνὰ καὶ δὲν κουράζομαι νὰ τὸ ἐπαναλάβω: ἡ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία, πού εἶναι τὸ ἰδεῶδες πρὸς τὸ ὁποῖο πρέπει νὰ τείνουν οἱ ἐργάτες καὶ οἱ χωρικοὶ τῆς Νοτιοανατολικῆς Εὐρώπης, δὲν μπορεί νὰ συμβιβασθῇ οὔτε μὲ τὴν διατήρησιν τῶν μοναρχιῶν, οὔτε μὲ τὴν διατήρησιν κοινωνικῶν ἱεραρχιῶν.

Καὶ τώρα καταλαβαίνει κανεὶς γιὰτί οἱ μεγάλες δυνάμεις ἔχουν ἀναλάβει σὰ νὰ πούμε γιὰ λογαρισμὸν τους, τίς μοναρχίας αὐτῆς καὶ τίς κοινωνικῆς ἱεραρχίας. Τοὺς εἶναι πιὸ εὐκόλον νὰ κηδεμονεύουν μερικὸς ἀρχόντες καὶ λίγες χιλιάδες μεγαλοκτηματιῶν καὶ μεγαλοβιομηχάνων, σὲ κάθε χώρα, παρὰ νὰ υποτάξουν ἐπὶ θέλησίν τους ἑκατομμύρια καὶ ἑκατομμύρια Ρουμάνων καὶ Γιουγκοσλάβων. Καὶ ἀκριβέστερα: εἶναι σὲ θέση νὰ ὑποδουλώσουν τὰ ἑκατομμύρια αὐτὰ Ρουμάνων καὶ Γιουγκοσλάβων, κ. λ. γιὰτί κρατοῦν ἐν τῷ χέρι τους τοὺς τωρινούς ἀρχηγούς των. Ἐπει ἐξηγεῖται καὶ ἡ βοήθεια πού παρέχουν ἐν ταῖς φασιστικὰς καθεστῶτα, πού λιγώτερον ἢ περισσότερο μετεμφισμένα, ἔχουν ἐγκατασταθῆ ἀπὸ τὴ Σόβια ἕως τὴ Βουλγαρίαν καὶ τὸ Βελιγράδι, ἐπὶ τῆς ἐξηγουμένης τὰ κομπλιμέντα πού κάμνουν ἐν ταῖς καθεστῶτα αὐτὰ, καὶ δὲν πρέπει νὰ ζητᾶμε ἄλλοῦ τὴν ἐξήγησιν.

Εἶδαμε ποτὲ τὴν δῆθεν σιλελεύθερον καὶ δημοκρατικὴν μεγάλην μπουρζουαζίαν τῆς Γαλλίας καὶ τῆς Ἀγγλίας νὰ διαμαρτυρηθῇ γιὰ τίς σκανδαλώδεις πολιτικῆς εἰκές πού ἀνοίξουν ἐπὶ τῆς Ρουμανίας ὁ στρατηγὸς Ἀβερέσκοι ὁ ἀντάξιος αὐτοῦ διάδοχος τοῦ κ. Βρατιάνου; Εἶδαμε ποτὲ τὸν τύπον τῆς μεγάλης αὐτῆς μπουρζουαζίας τοὺς Τάιμς ἢ τὸ Νταϊλυ Τέλεγραφο ἐπὶ τὸν Χρόνον ἢ τὴν ἔφημερίδα τῶν Συζητήσεων ἐπὶ τῆς Παρίσι — νὰ ὑψώσουν τὴν φωνή τους καὶ νὰ καλῶν τίς πράξεις τῆς Γενικῆς Ἀσφαλείας τῆς Ρουμανίας, τίς ὁμαδικὰς ἐγκαθιέρσεις ἐργατῶν, τὴν ἀπαγορεύσιν ἐφημεριδῶν, τίς παραπομπὰς ἐν ταῖς στρατιωτικὰς δικαστήρια; Ἄπ' ἐναντίας, οἱ ἐφημερίδες αὐτῆς ἀπλώνουν ἕνα πέπλον pudique πάνω ἐν ταῖς γεγονότα αὐτὰ, σὰν νὰ θέλουν νὰ ἐπιβάλλουν ἐπὶ τὸν λαόν νὰ ἀγνοήσῃ τὰ γεγονότα αὐτὰ.

Τὸ ἴδιον γίνεται καὶ ὅσον ἀφορᾷ τὰ κακούργηματα τοῦ Τσαγγῶφ καὶ τοῦ Λιάπτσου ἐπὶ τῆς Βουλγαρίας. Κατὰ κανόνα τῆρεῖ ὁ μεγάλος Τύπος τῆς δυτικῆς Εὐρώπης αὐτὴν. Οἱ ἰθύνοντες τοῦ Καὶ Ντ' Ορσαι καὶ τοῦ Φόρειν Ὄρφρι δὲ θέλουν νὰ δυσχεραστήσουν τοὺς ἀρχηγούς τῶν Βαλκανικῶν Κρατῶν. Κάμνουν πῶς δὲν ἔξωδουν τίποτε καὶ χρησιμοποιοῦν τοὺς τελευταίους γιὰ τίς διπλωματικὰς τοὺς συναρμολογίας, εἴτε τοὺς ἀποσποῦν ἀντιθέτως ἀπὸ τὴν ἑνωσιν.

ή μεγάλων δημοσίων έργων προς όφελος των τραπεζών και των εταιρειών που άρρέσουν σε εκείνους. "Όχι μόνο κρατούν αυτοί οι ίδιοι μιάν σκόπιμη έχεμύθεια, αλλά συστήνουν άκόμα και στο γύρω τους κόσμο έχεμύθεια, και τó επιτυχαίνουν αυτό χάρις στα μέσα πειστικότητας που διαθέτουν.

Η Βουλγαρική αντίδραση μπόρεσε να έξολοθρέψει 20.000 έως 25.000 ανθρώπους, συνέλαβε χιλιάδες άντιπολιτευόμενων και έξηνάγκασε χιλιάδες άλλους να καταφύγουν στο έξωτερικό: οι έφημερίδες που έμπνέονται από την γαλλική ή την άγγλική κυβέρνηση μένουν άπαθείς.

"Όσο για τή στάση τής ιταλικής κυβερνήσεως δέν υπάρχει λόγος να έκπλήσεται κανείς. Σε περίπτωση που θα έκλονίζετο ó βουλγαρικός ή ó Ρουμανικός φασισμός, ó Μουσσολίνης θα έπρεπε να βοήθειαν του Λιάπτσερφ και του Άβερέσκου, άγόμενος σ' αυτήν τή πράξη από άπλό άίσθημα άυτοσυνηρήσεως.

"Έτσι καταφαίνεται ή βαρεία εϋθύνη των μεγάλων δυνάμεων για τήν πρόσκαιρο νίκη τής βαλκανικής άντεπαναστάσεως. Η τελευταία αυτή δέν πρέπει να καταπολεμηθεί μόνον επί τόπου, άλλ' άκόμα και στα κέντρα τής δυτικής Εϋρώπης όπου εύρίσκει ύποστηρικτές γεμάτους με ένδιαφέρον.

Πάολ. Λουί

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУΜΕΣΕЧНИК

ОРΓΑΝ НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗΛΑЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА КОД ЗНАΜΕΝИΤИХ ЕВΡΟΠΕΚИХ ΠΟΛΙΤΙΑΧΑΡΑ И ΚΨΗΓΕΒΝΙΚΑ Ο ΒΑΛΚΑΝΣΚΟЈ ФЕΔΕΡΑЦИЈИ

Франтишек Крејчи

Професор Франтишек Крејчи рођен је 1858 г. у Арна-у у Чешкој. После довршених универзитетских студија у Прагу, био је најпре именован за гимназиског професора класичне филологије и философије, а после за универзитетског професора у Прагу.

Сем својих научних радова развијао је проф. Крејчи велику политичку и социјалну активност. Од 1907 г. уређује ревију «Чешка мисао», а уређивао је од 1918 до 1920 г. социјалистички дневник «Будућност», од 1917 до 1926 г. био је подпреседник чешке социјалистичке партије. Био је члан револуционарног националног комитета, затим члан народне скупштине, а после члан сената.

Под аустро-угарском монархијом припадао је Масариковој партији и живо учествовао у покрету слободних мисли-оца, па га је зато аустријска влада 1890 г. суспендовала за две године од службе универзитетског професора.

Професор Крејчи писао је много, више брошура, студија и т. д., а два се његова дела «Приручник психологије» и «Позитивна етика» високо цене у филозофској литератури.

Професор је Крејчи најодушевљенији и најуваженији присташа реализма.

Ја вас поздрављам, пријатељи и веома радо одговарам на ваша питања.

Ако народи само хоће, све је могуће у интернационалним односима.

Хоћете ли федерацију? Пипајте онда најпре сваки балкански народ, жели ли републику? Јер је то првобитни увет праведног интернационалног одношаја. Републику славе филозофи, а намеће је историја. Само ће република, заснована на принципу самоопредељења народа, моћи да реши македонско питање. Недајте да вас претекну Турци и Грци и тражите, захтевајте, радите за републику, која ће бити организована на принципу апсолутне једнакости грађана. Само ће тако моћи и морати да победи идеја Балканске Федерације.

Франтишек Крејчи

Око признања Совјетске Уније Са Совјетском Унијом или против ње. „Ликвидација“ итало-југословенског спора. Итало-мађарски пакт

Београд, средином априла.

Великосрпска спољна политика налази се у врло незгодном положају, и то из следећих разлога. 1. услед потпуне инфериорности самог министра спољних послова и његова штаба; 2. услед апсолутне зависности од париског Quai d'Orsay-a и 3. услед империјалистичко-милитаристичких претензија саме монархије С. Х. С. У овим наведеним тачкама, лежи по нашем схватању у главном узрок хаоса и спољно-политичких или «дипломатских» неуспеха, који се нижу један за другим од постанка троимене монархије до данашњег дана. Наш задатак није да дајемо великосрпским дипломатима лекције за што успешније вођење једне империјалистичке, братоубилачке и милитаристичке спољне политике на штету суседних народа. Напротив, улажемо све наше силе да такву политику пред широким радним масама вароши и села свију нација у монархији С. Х. С. раскринкамо и жигосемо као политику која је уперена против интереса најширих народних слојева радног народа вароши и села, указујући му сво зло које отуда резултира.

Једна од најважнијих историских чињеница после европског рата, јесте постојање велике Совјетске Уније Савеза Социјалистичких Република на територијуму бивше царистичке и романовске Русије. Једна силна и моћна држава стотине милиона радника и сељака многобројних нација, који су се слили у моћан савез од Северног до Жутог Мора, да на рушевина крваве царистичке тираније остваре крај свих препрека,

поредак без угњетача и експлоататора. Она преставља истовремено огромну моралну снагу и подршку за целокупну радничку класу и потлачене нације који се још нису ослободили од капиталистичке експлоатације. Зато је и разумљиво држање империјалиста на челу са Енглеском када се служе свима средствима да сруше тај челични савез радника и сељака.

Па ипак сви они, били су више или мање приморани да се помире са том чињеницом да се Совјетска Унија неможе тако лако срушити како су то прорекли пропасти руски племићи, генерали и попови и, како су они то замишљали. Наступило је баш обрнуто. Сојетска Унија постоји и преко њихове воље а ускоро ће прославити и своју десетогодишњицу. Осим тога капиталистичке државе биле су приморане да ступе у редовне дипломатске и трговачке везе са једним врло малом изузетком у које убрајамо поред Шпаније, Бугарску, Румунију и монархију С. Х. С. Дакле, де Риверова Шпанија, крвава Цанковљева Бугарска, Хоенцолерновска Румунија и Карађорђевићева Југославија.

На овоме месту не улазимо у испитивање узрока, из којих разлога поменуте прве три државе нису сматрале за потребно да уреде своје дипломатске и трговачко-економске везе, али да испитамо у кратким потезима — зашто ми то до сад учинили.

*

Позната је ствар, да бивша царистичка Русија играла једну врло значајну улога до свог слома и на Балкану. Та њена пажња нарочито према Србији и Бугарској била је првенствено детерминисана њеном империјалистичком политиком према блиском Истоку т. ј. Отоманском империјуму у питању Цариграда и дарданелског мореуза. С друге стране и тежњама да парира продирања аустро-германског империјализма на Балкан и даље на Ориент. И тако је царистичка Русија постала у неку руку

«штитник» Србије и Бугарске искоришћавајући и једне и друге како је кад за потребно сматрала. Нека сентиментална руска «великодушност» и «православље» играле су у колико је уопште тога било, само подређену и безначајну улогу у маске само. Тако, и само тако било је пријатељство са Петроградом према Балкану.

Настаје преокрет. Већина империјалиста признаје легитимност постојање радничко-сељачке државе са седиштем у Риму, властодршци Југославије то не чине, они чекају... Они не промени правни и економски поредак у Русији. Они говоре саветима које им достављају разни Штраудмани, «генерали» и владике, они се плаше да се не завојојим великим завезницима Французима и Енглезима и да се они одавно већ помирили са тим, да се на бившим амбасадама у Паризу, Лондону, Риму и т. д. лепрша застава са српом и чекићем.

Међувремену на Балкану се одигравају далекосежни процеси. И поред постојања Мале Антанте, суседи Југославије и монархије С. Х. С. нису пријатељски према њој били. Аустро-Угарску је на Балкану наследила Италија, искоришћавајући згодну супротности између Југославије и њених суседа, она је успела да изведе т. зв. splendid isolation (у широком смислу). Интереси Мађарске, Бугарске, Албаније и т. д. не поклапају се са интересима Југославије, они се поклапају са интересима Италије, која је успела да перфекционира доста сигуран блок против исте.

Тек у последње време опажа се и у редовима буржоаских политичара и самих властодржаца та нелагодна чињеница да је ратна опасност на Балкану учинила тако блиском, да она изазива акутно. На другој страни тења и претешка економска криза у земљи. Све то заједно дало је стимул да се у овом време питање признања Совјетске Уније и успостављања нових веза почело живо коментарисати у буржоаској аритмици њиховој привредној штампи и трг. коморама (Београд, Загреб). За време дебате о спољној политици у овом кругу и на јавним зборовима опозиција стално истиче и тражи признања. Па и сам Д-р Перих при излагању свога програма морао се осврнути на Совјетску Унију и изјавити да постоји донекле намера — да се Совјети признају —

... у том је размаку настао је итало-југославенски спор. И онда шта ће Енглеска рећи, није то тако лака ствар забога, да се Енглеској и ориентисати за 45° источније, тамо где је царистичка Русија... а ми смо још монархија Карађорђевића! Али је туба стварност јача од свих монархија! Тек није доцкан да се пружи рука радничко-сељачкој држави, макар и тењког срца за вас садашње властодршце, радничко-сељачка Русија, нема империјалистичких аспирација, као бивша царистичка Русија — она је прокламовала, да она је показала како се поштује и спроводи принцип самоуправљања народа и националних мањина.

И зато Совјетска Унија сада много снажнија политички много виша морално од бивши Русије, са којом ће морати да се разговарају, ако не данас оно сутра, политичком радном народу вароши и села целе државе.

Итало-југославенски спор поводом Албаније који је претрпео крајње неуспешан исход, канализован је после једне акције у Француске и Енглеске на терен међусобних преговора у Италији и Југославије. Преговори се воде тајно у Риму (Мусолинија и Ракића. Ми смо и овом приликом били сведоци да је т. зв. Лига Народа у Женеви један изразитији инструмент великих сила, јер се за цело време спора није могло да се не постоји. Постигнута је сагласност да се француски и енглески војни аташе и немачки посланства, сви акредитовани у Београду (sic!). Све остало је за сада, а политички се ствар има «свршити» у споменутом преговорима у Риму. Води се бој око међусобних конвенција, њих 40 на броју.

Ово решење не преставља ни у ком случају ликвидацију пакта. Чак и ако би неутунске конвенције биле ратификоване у Риму (јер зли језици говоре да су те конвенције потписане од Италијана многе стотине милиона лира, чији концисији у терасиског двора до Радићеве виле) фашистички се империјализам неће задржати ратификацијом неутунских конвенција. Он има опсежније планове који задиру много дубље од политички организације Балкана. А да је то тачно, показује итало-мађарски пакт који је потписан 5. априла о. г. у Требу знати поред објављених тачака и оне тајне клаузуле политичког, војног и економског карактера, које несумњиво постоје, па видети, како би наивно било веровати у формалну садржину објављеног пакта. Из свега тога јасно се види да фашистичке Италије на Балкану и око њега, постоје и политички колонијалне, полуколонијалне и мале самосталне државе и народе, или пак тражити признање и ослонац на Совјетску Унију, чија спољна политика

заступа баш супротно оном горњем. Политику мира и прогреса, према политици наоружања завојачког империјализма и нових ратова. Тако се данас морају посматрати ствари, ако се реално гледају. О томе нам најлепши пример даје данашња Турске, која, уочивши све опасности Лондона и Париза, не водећи обзира о традиционалној политици, ствара искрене и пријатељске односе са Совјетском Унијом. Од тога времена видимо са којим респектом јој прилазе западни империјалисти.

При закључку да напоменемо, да је револуционарни пролетаријат и путем штампе и путем свих акција стално истицао потребу признања Совјетске Уније. Данас је то питање постало општи захтев широким радних маса вароши и села широм целе Југославије, данас то захтевају и буржоаски политичари, не плашећи се да ће бити затварани и прогањани због тога захтева. Питање признања Совјетске Уније мора постати у нашој земљи централно питање, то диктирају и економске и политичке потребе. И оно ће се постићи и мимо воље појединаца, јер то радни народ вароши и села хоће и жели да постигне.

Димитрије Јовановић

Сељачки покрети и национално питање у Југославији.

II.

Хрватски сељачки покрет. Понижао је на десет година пре европског рата по угледу на чешку аграрну странку Швехлину. Зато што није умео направити аграрно питање средњим тачком своје борбе покрет је остао у малим размерама. Тек после европског рата, хрватски сељачки покрет под вођством Стјепана Радића, творца покрета, добија најшире размере и кроз две-три године обухвата, целокупно сељаштво а затим постаје и општи национални хрватски покрет под именом Хрватске Републиканске Сељачке Странке (Х. Р. С. С.).

Пример Х. Р. С. С.-а представља типичну слику своје врсте и показује јасно шта значи један сељачки покрет у једној пољопривредној земљи национално обесправљеној. Он значи политичку снагу првога реда, и не саломљиву снагу ако је тај покрет задахнут револуционарним духом.

Овај покрет је порастао брзо само због тога што је удружио социјалне и политичке захтеве сељачких маса са захтевима националног ослобођења, управо што је сељачке масе направиле носиоцима националног ослобођења. Са свим правитно. И у својој првој фази прикупљања снага покрет је постигао замерну висину — до 1/3 од свога становништва Хрватске и Славоније и хрватских крајева као што је Далмација, или области у којима има хрватског живља као у Херцеговини, Босни и делом у Војводини.

У другој фази развитка покрета, у борби против владајућег режима српске хегемонистичке буржоазije, монархије и милитаризма, хрватски сељачки-национални покрет почео је долазити до јасног сазнања да се његови циљеви не могу остварити другим путем осим револуционарним. На трима изборима Х. Р. С. С. побеђује, али се владајућа хегемонистичка класа не осврће на те победе. Она не мисли уцештати плен без силе. И у тој другој фази покрета, у борби против режима хрватска буржоазija на челу покрета не прихвата револуционарну борбу, већ капитулира пред режимом. Априла 1925. г. Радић са својим једномисљеницима прикљача главу пред велико-српском буржоазijом и монархијом одриче се републике и постаје присталица државотворне политике Видовданског Устава, улази у владу са велико-српском радикалском партијом. Тада је измењено и име странке и странка је названа Хрватска Сељачка Странка (Х. С. С.).

Но, да ли значи да је овим угушен хрватски сељачко-национални покрет. Никако! Не само за њега представљају даље хрватски дисиденти око Бућа, који су као најнезадовољнији, после срамне капитулације вођства, основали своју странку «хрватски федералистички сељачки републикански савез», нити само дисиденти у Далмацији који су са време последњих обласних избора иступали заједно са радницима, већ хрватски сељачко-национални покрет представљају и сељачке масе из Радићеве прекрштене хрватске сељачке странке. Те масе и даље непрекидно теже националног ослобођењу противнице су режимима, противници монархије и милитаризма као и велепоседника.

Идеја националног и сељачког ослобођења тражи да се хрватске сељачке масе ослободе капитулашког и издајничког вођства и да се затим сви дисидентски покрети споје уједно.

Сељачки покрет у Словенској, тако звана кметјиска странка није могла потиснути клерикалну «словенску људску странку» ни пре ни после рата. После рата зато што је клерикална странка умела вешто прихватити паролу националног ослобођења Словеначке, макар и у благој, опортунистичкој форми аутономије; док је кметјиска странка запливали одмах после рата у државотворне воде велико-српске политике. Да

би своје позиције ојачала, кметска странка се у последње време наслонила на Радићеву странку и савез земљорадника и са њима заједно носи моралну одговорност за онемогућавање појаве здравог сељачког покрета на национално-социјалној бази.

Те једини покрет у Словеначкој који води национално-сељачку ослободилачку политику јесте револуционарни раднички покрет са својом паролом радничко-сељачког блока. Међутим, **потреба је да се организује широки сељачки покрет који ће примити на себе, под вођством радничко-сељачког блока, енергичну борбу за независност Словеначке и ослобођење сељаштва од експлоатације капиталиста.**

Сељачка покрет у Војводини не постоји као један јединствен покрет. Под утицајем владајућих буржоаских партија, сиромашно сељаштво Војводине пропустило је неколико година и уљушкавало се у нади да ће га буржоаска аграрна реформа спасти од страховито тешкога положаја. Партије националних мањина, Маџара и Немаца, вођене од буржоазије тих нација, нису узеле сељачки карактер. Савез земљорадника није могао стећи поверење неспрских нација због своје српске националистичке политике. Те тако у Војводини, где су огромне масе сељаштва без земље и где је питање добијања велеседничке земље — питање живота и опстанка сељаштва, — тамо нема једног снажног сељачког покрета.

Из досадашњег искуства јасно је да се формирање једног јаког сељачког покрета може извршити само тако ако се за **основ узме борба за одузимање све велеседничке земље, равноправна подела земље неспрским сељацима и пуно осмишљавање националистичких права и слобода Немаца, Маџара и Румуна.** Ако покрет једном речју добије аграрно-социјални карактер и буде заштитник права националних мањина.

Црногорски сељачки покрет покљанао је се потпуно са националним покретом 1919, 1920 и 1921 године, када је био подељен у републикански и комунистички покрет. Он није имао организациону форму сељачку, већ више националну, како је и политичка ситуација тада налагала. Сада је у њему **сељачки покрет под фирмом Савеза Земљорадника врло слаб и не може се подићи, јер се у њему води велико-српска политика.** Федералистичка националистичка партија има више изгледа за окупи око себе црногорско сељаштво у један национални покрет, али само тако: ако напусти рђаве путеве којим је у последње почела ићи за Радићем и велико-српским вођством Савеза Земљорадника, ако потпуно схвати реакционарну улогу монархије и потребу отворене борбе са њом. Ако црногорска федералистичка партија буде у стању да све ово правилно схвати и **развије своју ослободилачку акцију у заједници са свима потлаченим, у правцу радничко-сељачког блока, онда ће ослобођење Црне Горе бити у блиској будућности могуће.** Не схвати ли то данашње вођство, масе то морају схватити и поћи правим путем.

У Македонији сељачки покрет постоји у форми националног револуционарног покрета. Своје национално-револуционарне тежње македонско сељаштво, али и све експлоатисано македонско становништво испољило је гласајући 1920 г. за једину револуционарну партију комуниста налазећи у програму ових задовољење својих захтева. Међутим, са угушивањем комуни-

стичке партије, македонско сељаштво остало је без своје национално-ослободилачке легалне организације. Услед страховитог крвавог терора у Македонији његове национално-револуционарне организације морају бити илегалне. Једна од њих, нанизација аутономисти (врховисти), са Протогеровом на челу пошла је кроз погрешним путем у борби за ослобођење Македоније: стављајући се у службу бугарских реакционара и својој земљи угушује у крви сељачки и раднички ослободилачки покрет. Сви покушаји да се политика те организације промени и окрене на прави пут, да се све револуционарне снаге Македоније споје уједно, пропала је за сада због реакционарног вођства организације Протогеровиста. Осим овог важан политички фактор у Македонији друга револуционарна организација обједињена, В. М. Р. О., која има правила и циљеве и у националном и у аграрном питању и која правилно схвата потребу радничко-сељачког блока као предуслов за успешну револуционарну борбу за ослобођење Македоније.

О Македонији је доста писано и доста се пише у Балканској Федерацији, те немамо потребе да дајемо опширну карактеристику национално-револуционарног покрета. Ми ћемо само да **нигде није јасније него у Македонији — сељаштво пати, економски и социјално, од националног робљавања, и да без националног ослобођења нема никакво сељаштво.**

У ово неколико кратких излагања сељачких покрета у Југославији, ми смо хтели да истакнемо **важност национално-сељачке проблема за све сељачке покрете.** Ми смо српском сељачком покрету намерно посветили највише напоре зато што он хвата поглавито сељачке владајуће нације и што је постојао за ови сељаци на првом месту правилно схвати национално-сељачко питање и **издвоје се својом политиком од политике њихових буржоаских партија.** Од националног угњетавања друге нације српски сељаци не могу имати никакве користи, већ само штете. Они су то морали до сада увидети. Последице те политике биле су рашћење милитаризма, припадност српске земље укупно, ужасни државни терети, — што све погађа исто тако српско сељаштво као и сељаштво потчињених нација.

У нашој по превасходству пољопривредној земљи на првом месту је сељачко становништво које пати од реакционарне империјалистичке политике владајуће буржоазије. Главни **леже реакционарне политике велико-српске буржоазије, монархије и милитаристичке клине јесте национално поробљавање туђих нација и тежња за хегемонијом не само у Југославији већ и на Балкану.**

Ослобођене нације у Југославији моћи ће да у пуној мери даду економску и политичку слободу својим народним масама ако то ослобођење буду извршиле широке сељачке и радничке масе, које у том ослобођењу имају највише интереса и за које је оно спас.

Зато, **сељачки покрети морају ићи заједно са националним покретима, морају схватити да су за њих ови циљеви једини.**

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche 5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1265—1277)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Costa Novakovitch

Henri Barbusse: Monsieur Jorga proteste...

Paul Louis: La crise balkanique et les puissances

D. Vl.: Dans le pays du vassal albanais de Mussolini

Ne cherchons pas des épis de blé dans la neige...

Dimitrije Jovanovitch: Pour la reconnaissance de l'Union Soviétique

Vladimir Opintch: La Bessarabie constamment inquiète

I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — IV.

G. Kazanovsky: A la veille des élections parlementaires en Bulgarie

P. Kuč Podgradski: Lettre de Macédoine

Anton Strachimiroff: Assez de victimes!

Appel du Comité de Vienne contre la Terreur Blanche pour une amnistie générale en Bulgarie

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1278—1280)

Aufruf des Wiener Komitees gegen den Weißen Terror für ein Amnestie in Bulgarien

Melingos: Die Krise im oikomänischen Kabinett

Krešimir Ivačić: Fata morgana

Texte albanais (1280—1281)

Paul Louis: Politika e Italis, po prishë Ententen e vogel

Dedi: Pas bujes së konfliktit italo-jugoslav

Texte bulgare (1282—1285)

D. Vl.: Балканите пред нова опасност от война

Max. Har. Студ. Д-во в Висна: Трагедията на македонските жандарми

G. Kazanovsky: Пред парламентарни избори в България

Texte croate (1285—1287)

D. Vl.: Balkan u ponovnoj ratnoj opasnosti

Marcel Walter: Položaj u Makedoniji. Makedonski narod pod gvozdnom stvom srpskog imperijalizma i šovinizma

Texte roumain (1287—1288)

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărănească în România

Texte grec (1288—1290)

Ἡ ἔρευνά μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους της Ἑβραϊστικῆς Βαλκανικῆς Ὀροστοπονδίας

Κάρολος Μποδοσκιάν — Λουσιεν Γκονζιζιάν

Πολ. Λουϊ: Πῶς ἡ βαλκανικὴ ἀντίδραση ὑποστηρίζεται ἀπὸ τὴν δυναστεία

Texte serbe (1290—1292)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

Франтишек Крејчи

Димитрије Јовановић: Око признања Совјетске Уније

Н.: Сељачки покрети и национално питање у Југославији